

Cinquièmes rencontres nationales des luttes des immigrations

Saint-Étienne
18 et 19 avril 2015

Interventions
Débats

Document réalisé de façon militante par des sympathisants du FUIQP

Ce dossier est constitué des différentes interventions et des débats qui se sont déroulés lors des 5èmes Rencontres nationales des Luttes des Immigrations.

Réalisé à partir de la retranscription la plus fidèle de l'ensemble des échanges, il se veut être trace écrite destinée à garder la mémoire, l'esprit et la qualité de ces Rencontres.

Ce document peut-être téléchargé et imprimé

Retranscriptions et réalisation du dossier Y.M. &A.V.

SOMMAIRE

Présentation.....	6
Sonia Moussaoui.....	6
Présentation des objectifs du FUIQP et des 5èmes rencontres nationales des luttes des immigrations.....	8
Saïd Bouamama.....	8
Préambule aux 5èmes rencontres	10
Kamel Badaoui.....	10
Première Table ronde.....	11
Islamophobie	12
Ismahane Chouder.....	12
Négrophobie.....	15
Almany Kanouté.....	15
Rromophobie	17
Saimir Mile.....	17
Débat.....	19
Analyse systémique des discriminations racistes.....	21
Saïd Bouamama.....	21
Hommage à Georges Ibrahim Abdallah.....	24
Saïd Bouamama.....	24
Deuxième Table ronde.....	25
Violences policières.....	26
Farid El Yamni	26
Prison : violence-s carcérale-s.....	27
Djamila.....	27
Développement des forces de répression et crise du système capitaliste	29
Mathieu Rigouste.....	29
Débat.....	31
Conclusions.....	36
Saïd Bouamama.....	36
Kamel Badaoui.....	36
Interventions complémentaires.....	38
Almany Kanouté.....	38
Mathieu Rigouste.....	39
Troisième Table ronde.....	40
Sonia Moussaoui,.....	41
Hommage :.....	41
De la nécessité de se déconnecter de l'aliénation sexiste pour construire notre organisation militante décoloniale.....	42
Débat.....	46
Conclusion	52
Saïd Bouamama.....	52
Quatrième Table ronde.....	53
4ème Table ronde.....	54
Introduction.....	54

Saïd Bouamama.....	54
Chibanis et Chibanias.....	55
Nacer El Idrissi.....	55
Les Chibanis de la SNCF.....	57
Radouane Slaoui.....	57
La mémoire des luttes : la Marche de 1983.....	59
Farid L'Haoua.....	59
La mémoire des luttes : La Marche de 1983.....	62
Youcef Sekimi.....	62
Débat.....	64
Conclusion.....	68
Kamel Badaoui.....	68
Cinquième Table ronde.....	69
L'impérialisme.....	70
Kamel Badaoui.....	70
Débat.....	73
Conclusions.....	78
Saïd Bouamama.....	78
Kamel Badaoui.....	78
Sonia Moussaoui.....	79

Résolutions des 5èmes Rencontres p. 82
(Document FUIQP)

[*Les Rencontres en photos*](#) p. 10

Présentation

Sonia Moussaoui

Salam alaykum, mrahba bikoum et azoul felawen,

Merci pour votre présence. Cette journée va être longue et dense c'est pourquoi je vous demande beaucoup de patience, d'endurance et d'attention. De nombreux sujets vont être abordés sans pour autant pouvoir leur apporter des réponses concrètes. Mais néanmoins on va soulever un certain nombre de problèmes affectant particulièrement les Arabes, musulmanEs, NoirEs, Rroms et les femmes racisées ou tout du moins les personnes assignées au sexe féminin. Ces problèmes sont d'ordre raciste, colonialiste et impérialiste. Cette journée va nous permettre de dresser un état des lieux de certains problèmes et non des moindres. Celle de demain va nous permettre de prendre des décisions concernant nos orientations politiques en termes d'actions collectives tout en réfléchissant à l'organisation future du FUIQP.

Nous aimerions dire avec humilité et respect à nos camarades politiques blanchEs que cette rencontre nationale est d'abord un temps politique pour les immigrations et les quartiers populaires. Organiser un tel événement n'est pas chose facile pour nous. De par les discriminations racistes systémiques, tout concourt à nous empêcher de nous organiser : les contrôles, les intimidations, les mécanismes de division nous gangrènent. Nos conditions matérielles-économiques-sociales sont déjà appauvries mais en ces temps de prétendue crise, c'est une véritable pluie de calamités qui s'abat sur nous affectant par là nos possibilités de nous organiser. C'est pourquoi je vous demande de ne pas prendre la place qui revient aux premières personnes concernées, de ne pas nous dire ce qui est bon pour nous, de ne surtout pas remettre en question nos stratégies et encore moins de nous demander des justifications eu égard à nos colères et rage légitimes.

En revanche vous êtes les bienvenuEs pour réfléchir vos solidarités à partir de votre place, c'est à dire celle de personnes qui ne subissent pas l'oppression raciste mais bénéficient du privilège raciste, réfléchir à comment vous désolidariser de ces privilèges qui nous oppriment pour construire ensemble, je l'espère, une classe sociale articulant toutes les formes de dominations.

Dès à présent, je voudrais remercier toutes les personnes et associations qui ont participé activement pour que cette rencontre ait lieu. Si je suis celle qui est mise en avant, qui a piloté l'organisation de cette rencontre, loin de moi la prétention qu'elle ne tient qu'à moi. Jamais je n'aurais pu seule organiser un tel événement. La préparation en amont fut énorme et gigantesque, sachant que nous avons pris la décision avec Saïd et Kamel d'organiser les 5èmes rencontres des luttes des immigrations fin novembre de l'année dernière. Donc, je vous laisse imaginer ce que représente d'organiser une rencontre nationale en 5 mois. Je passe les détails. Et comme je veux que les personnes en coulisses soient reconnues, parce qu'ici nous sommes dans une organisation militante, indépendante totalement économiquement pour notre autonomie politique, je remercie en premier lieu mes camarades et alliés politiques de l'association la Pédale Imparable avec lesquelles je partage le local FUIQP, je les remercie pour leur soutien sans faille, leurs encouragements, leurs disponibilités et ce, davantage encore, depuis l'affaire Charlie. Ils/elles ont mis depuis quelques mois de côté leurs activités associatives et militantes pour mettre au service du FUIQP toute leur énergie et leur savoir-faire. Ainsi depuis une semaine ils/elles se réveillent à 4 ou 5 h du matin pour organiser la récupération et la confection culinaire qui va nous accompagner durant tout ce week-end à

l'exception du couscous de samedi soir. Et pour pleins d'autres choses merci mO, merci Paù, merci Samuel.

Un remerciement des plus honorables à mes camarades du FUIQP toujours présentEs pour leurs soutiens humain, matériel et politique. Pour tous nos moments d'encouragement et de renforcement. A ceux/celles qui n'ont jamais fait volte face même quand la menace rôdait autour d'eux/elles saha Fatima, Abdel, Youcef, Karima, Serge.

Merci aux sympathisantEs du FUIQP Kader, Hamza, Dounia, Jib, Amina, Chakib, Shyaka, SanSan, Maloin, Claire-John...

Merci à celles quid ont fait battre mon coeur et sauront de quels battements je parle : à Bouchra, et aux deux Djamila de l'antenne CRI de Saint Etienne pour leur pouvoir de négociation.

Merci à l'association Firdaws d'avoir mis à notre disposition son réseau et son matériel

Merci à la Mosquée de Bellevue pour son soutien matériel

Et enfin un grand merci à mes deux tantes chéries Hmama et Fatima pour s'être proposées de préparer le couscous de ce soir. Tous nos encouragements les accompagnent, c'est une première pour elles de préparer un couscous pour tant de personnes.

Et puis mille pardons injustifiables pour toutes les personnes que j'ai oublié de mentionner.

A mes parents toujours patients avec plus d'amour, d'attentions, de soins malgré mes absences. Pour leur endurance face à mon ingratitude, A Toi Chalabia, à Toi Amar, ma fierté Africaine.□

Présentation des objectifs du FUIQP et des 5èmes rencontres nationales des luttes des immigrations

Saïd Bouamama

Le Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires est heureux de vous accueillir. Bienvenue à tous les camarades qui viennent de Marseille, Istres, Gardanne, Rennes, Nantes, Valence, Lille, Paris ...

Que cette journée soit l'occasion de mieux faire connaissance mais surtout de confronter nos points de vue sur ce qu'ils ont de commun comme sur les divergences que nous pouvons avoir.

Je voudrais placer l'ensemble de ces 5èmes Rencontres nationales sous le patronage d'une personne et d'un événement.

- La personne, c'est le camarade Youcef, un des participants de la Marche pour l'Égalité et contre le racisme de 1983 et qui, depuis, a tenu haut le flambeau de l'autonomie alors que d'autres cédaient au découragement voire même se prêtaient à l'instrumentalisation, lui, a continué à mettre en valeur et en pratique cette démarche d'autonomie. Il sera rejoint cet après-midi par un autre marcheur qui lui aussi apportera son témoignage.
- Comme je l'ai dit précédemment ces Rencontres sont placées sous le patronage d'un événement, il s'agit pour nous de célébrer le 60ème anniversaire de la conférence de Bandoeng. Je rappellerai seulement qu'au cours de cette conférence les pays d'Asie nouvellement indépendants, et alors même que l'ensemble des puissances colonialistes et impérialistes espéraient qu'ils allaient se contenter de l'indépendance qu'ils venaient d'arracher, vont considérer que leur lutte n'est pas terminée tant que les pays d'Afrique n'auront pas obtenu à leur tour leur indépendance. Une démarche exemplaire de solidarité internationaliste qui va considérablement aider la lutte en Afrique et qui, quelques années plus tard, va s'élargir à l'Amérique latine.

A ce propos, j'en profite pour rappeler que l'année prochaine nous fêterons l'anniversaire de la création de la Tricontinentale qui a constitué un organe inédit de solidarité très concrète entre les peuples en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Pour en revenir au présent, dans la séquence historique qui est la nôtre, je commencerai par une mise en garde. Il faut faire extrêmement attention à cette tendance, cette manière d'être que représente aujourd'hui la tendance au nihilisme. Face au rapport de force auquel nous sommes confrontés, et dans la phase que traverse la société française, face à la déferlante répressive, face à la montée de l'islamophobie et de la romophobie, beaucoup baissent les bras au moment même où, bien au contraire, il faut s'organiser.

Si, dans cette phase d'attaque globale contre l'immigration et les quartiers populaires, nous ne sommes pas capables de nous organiser, il est plus que probable que ceux qui pensent que nous avons touché le fond, verront que l'on peut tomber encore plus profond. J'insiste donc sur cette donnée : **l'organisation est une dimension importante et doit être une de nos priorités.**

Ces journées nous n'avons pas voulu les organiser à la manière d'un grand colloque où l'on débat beaucoup mais d'où rien de concret ne voit le jour.

Au contraire, nous avons préféré faire le choix de la diversité des participants et privilégié l'échange contradictoire pour construire, parce que nous en avons impérativement besoin, une force qui soit capable de relier les différentes luttes, une force qui soit capable de les visibiliser au niveau national, et enfin une force qui soit en mesure de faire peur à ceux qui sont en face. C'est dire l'ampleur de la tâche qui nous attend !

Nous avons certes conscience que nous ne sommes qu'une petite organisation, qu'un petit réseau mais, nous avons la volonté, l'ambition, et c'est une nécessité historique, de nous organiser dans les quartiers populaires. Ce n'est que cette organisation-là qui nous permettra ensuite d'être une force d'interpellation : si, en préalable, nous ne leur tenons pas ce discours d'autonomie, nous ne pourrons passer d'alliances avec des mouvements démocratiques,

politiques de la société française, incapables par eux-mêmes de remettre en cause ce que nous appelons les verrous de la pensée qui empêchent la prise en compte de l'immigration et des quartiers populaires.

Autant dire que cette journée est placée sous le signe du politique, une journée où il n'est pas question de répondre à l'agenda de ceux qui nous attaquent mais une journée où il nous faut élaborer notre pensée politique, car c'est bien à nous et avant tout à nous de définir notre propre agenda et nos propres priorités.

A l'adresse de tous ceux qui n'auraient pas compris ce message, nul besoin d'aller plus avant ensemble et il est dans la logique de nous séparer. A ceux qui restent, qu'ils restent avec la volonté de construire en respectant nos priorités et sans interférer dans nos choix.

Cette journée participe également d'un besoin fondamental pour les nouvelles générations de recevoir le message des générations antérieures de militants parce que, sans histoire et sans mémoire, nous sommes condamnés, nous nous condamnons, à recommencer sans cesse les mêmes erreurs, à tomber sans cesse dans les mêmes pièges et à déboucher sans cesse sur ce que certains considèrent comme des échecs oubliant par là même qu'il s'agit plutôt du résultat d'un rapport de force qui nous est défavorable. C'est en ce sens qu'à mon avis l'on ne peut parler d'échec de la dynamique autonome. On a eu à faire face à un véritable rouleau compresseur et il reste indispensable dans nos luttes radicales à venir de prendre en compte ce rapport de force et de l'analyser au mieux pour ne pas répéter les mêmes erreurs.

Nous avons décidé que la journée d'aujourd'hui allait être consacrée à un certain nombre de thèmes que nous estimons prioritaires si nous voulons avancer.

Il n'y aura pas d'avenir pour l'immigration, ni pour les quartiers populaires si nous ne sommes pas capables de stopper la vague d'islamophobie qui déferle, si nous ne sommes pas capables d'arrêter ce qui est infligé à nos frères et nos sœurs roms, -on a rarement vu une population aussi fortement stigmatisée, aussi violemment agressée.

Il n'y aura pas d'avenir si nous ne sommes pas capables de relier toutes nos luttes, c'est dire que si la journée d'aujourd'hui est consacrée à débattre de ces questions, nous ne pourrons pas néanmoins en rester là, et la matinée de demain sera consacrée aux conclusions que nous aurons à tirer au niveau organisationnel pour que, au-delà de toutes les villes représentées aujourd'hui, le Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires puisse passer un seuil qualitatif et devenir un réseau implanté dans suffisamment de villes pour peser sur le rapport de forces.

Et nous demanderons demain, à tous ceux qui ne sont pas des luttes de l'immigration et des quartiers populaires mais qui sincèrement s'intéressent à nos combats et veulent véritablement nous aider de se faire discrets, pour laisser aux premiers concernés le choix des décisions et la maîtrise de l'organisation qu'ils essaient de construire.□

Préambule aux 5èmes rencontres

Kamel Badaoui

En préambule et avant de commencer nos travaux, permettez-moi simplement de rappeler un événement historique qui a un lien direct avec notre rencontre : il s'agit de la condamnation à mort de Taleb Abderrahmane, guillotiné le 24 avril 1958 dont nous célébrerons la mémoire dans quelques jours. Algérien, étudiant en chimie, il a participé aux combats de la libération nationale et a été l'un des acteurs les plus actifs de la grève des étudiants du 19 mai 1956, à l'appel de l'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans d'Algérie).

Le slogan « Avec nos diplômés, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres ! » prenait valeur d'appel en direction des jeunes pour qu'ils rejoignent le maquis et participent à la lutte de libération nationale. Ces jeunes-là ont pris leurs responsabilités, leur exemple nous invite fortement à prendre nous aussi nos responsabilités.

Aujourd'hui on pourrait traduire et réactualiser ce mot d'ordre d'hier par la formule suivante : « Avec des papiers ou sans papiers, avec ou sans la nationalité, nous sommes des citoyens de ce pays. « L'Égalité ou rien ! ». Nous devons revendiquer et nous battre pour l'Égalité.

C'est bien-là l'objectif premier du Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires. Nous vous appelons donc à être les acteurs de la construction et au renforcement de cette organisation autonome dans laquelle vous devez prendre toute votre place en participant pleinement aux échanges démocratiques qui vont se dérouler toute la journée à l'issue de chacune des cinq tables rondes.

Comme lors des précédentes Rencontres, à nous tous d'être attentifs à ce que l'esprit de ces journées du FUIQP soit d'abord marqué par la franchise des débats, leur sérénité, la démocratie dans les échanges. On voudrait que tout un chacun se sente à l'aise pour s'exprimer et partager non seulement des constats mais également progresser dans l'analyse des problèmes mis à l'ordre du jour. Loin de nous cette idée qu'il y a d'un côté des conférenciers, des experts, et qu'il y a des militants gradés et d'autres non gradés.

Tous sommes là réunis pour échanger et respecter les idées de chacun et chacune et cela n'est pas qu'une pétition de principe. Nous espérons que tout au long de cette rencontre mais aussi dans les rencontres que vous animerez dans vos comités locaux, il en sera de même. C'est de cette façon que l'on pourra développer une organisation puissante, efficace, une organisation démocratique.

Enfin à l'adresse des intervenants, nous nous excusons dès à présent du peu de temps qui leur est laissé mais le programme est surchargé - et encore nous n'avons retenu que les thèmes qui nous semblaient incontournables. Nous aurions beaucoup aimé consacrer une demi-journée à chacune des tables rondes, à chacun des thèmes, malheureusement l'ampleur des attaques que nous subissons sur tous les fronts nous oblige à les traiter tous et à ne faire l'impasse sur aucun d'entre eux. □

Première Table ronde

Islamophobie, Négrophobie, Rromophobie

Analyse systémique des discriminations
racistes

Islamophobie

Ismahane Chouder

Vous n'êtes pas sans connaître la querelle, la polémique sémantique qui s'est développée en France autour de l'emploi même de ce mot d'islamophobie et qui participe du déni assez généralisé de reconnaître la réalité des discriminations spécifiques que subissent les français de confession musulmane dans ce pays. Je remercie d'autant le FUIQP de m'avoir invitée à traiter ce thème.

Je n'aborderai cependant pas cette polémique sémantique. Ici, au sein du FUIQP, cela ne pose pas de problème et en conséquence, j'entrerai directement dans le vif du sujet.

Un problème français

Du meeting « Contre l'islamophobie et le climat de guerre sécuritaire » qui s'est tenu le 6 mars dernier à la Bourse du Travail de Saint-Denis, - un meeting qui a rassemblé plus de 700 personnes- , je reprendrai une phrase de Siham Assbague, du collectif « Stop le contrôle au faciès » que je fais mienne dans toutes mes interventions en France et en Europe- et qui dit en substance : « En France, il n'y a pas de problème musulman, il n'y a pas de problème rom, il n'y a pas de problème noir, il n'y a pas de problème arabe, il y a un problème français ! »

J'ai trouvé très opportun de réutiliser cette formule car, partir des termes du débat fixé par nos adversaires, c'est nous conformer à leur agenda et par là même faire leur jeu et nous condamner tout simplement à la seule réactivité. C'est pour nous, pour celles et ceux qui sont ciblés et victimes de toutes ces formes de racisme, perdre et son temps et une énergie précieuse et nous n'en avons pas les moyens.

Quand on pose le problème en ces termes, on garde indéniablement des raisons d'espérer et au lieu de nous évertuer à nous justifier de manière perpétuelle, on se donne les moyens de co-construire les outils de nos luttes.

L'islamophobie : un racisme plein et entier

En premier lieu, il nous faut donner une définition de l'islamophobie. Pour cela je reprendrai la définition telle qu'elle est nous est donnée d'abord par les victimes de ce racisme mais également par toutes les organisations honnêtes et sincères qui, tant au niveau international qu'en France, travaillent sur l'islamophobie. Pour ce qui concerne la France, on peut mentionner la CNCDH (Commission nationale consultative des Droits de l'Homme), le CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France), la CRI (Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie) sans oublier le Front contre l'islamophobie qui regroupe en son sein des associations, organisations, des individus qui se sont

saisis du problème et qui ont pour objectif de visibiliser et de rendre audible ce qu'est l'islamophobie et en quoi consiste précisément ce racisme, la parole des victimes, aussi les résistances et les luttes contre ce racisme.

De là où je parle, si je considère que le racisme est un et indivisible et qu'en ce sens-là on ne peut pas hiérarchiser les racismes, il n'empêche qu'il existe des priorités, et qu'en terme d'organisation, des autonomies sont nécessaires.

Penser l'autonomie, c'est également penser l'articulation entre toutes ces autonomies qui se développent sur des objets précis et circonscrits. C'est ainsi qu'engagée contre l'islamophobie, je suis par ailleurs, et c'est évident, engagée contre la xénophobie, la négrophobie, l'antisémitisme ...

Et si j'insiste toujours sur le mot « racisme », c'est pour ne pas tomber dans l'euphémisation qui consiste à parler de « formes de racisme ». Il faut sans cesse le répéter, l'islamophobie n'est pas une « forme de racisme », c'est un « racisme » plein et entier que l'on peut définir comme l'ensemble des actes de discrimination ou de violence contre des institutions ou des individus en raison de leur appartenance réelle ou supposée à l'islam et qui sont légitimés par des idéologies et des discours incitant à l'hostilité, à la haine et au rejet des musulmans.

L'islamophobie comme réalité française

A mon sens, il nous faut aborder le problème de l'islamophobie suivant trois axes principaux :

D'abord, comment se manifeste l'islamophobie en France actuellement. ?

Ensuite quelles sont les caractéristiques et la spécificité française de l'islamophobie ?

Enfin, donner des pistes pour qu'ensemble, par delà nos appartenances, on travaille à construire un front le plus large et le plus unitaire possible.

Sur la manifestation de l'islamophobie, un focus sur la période post-attentats -après Charlie- s'impose en ce qu'il est riche d'enseignements ; entre le 7 janvier et le 7 février 2015, durant ce seul mois, il a été recensé autant d'actes islamophobes que durant la seule année 2014.

En second lieu, il est à noter que les cibles privilégiées des actes islamophobes sont les femmes musulmanes identifiées en tant que telles parce que portant un foulard : elles constituent à elles seules, 81% des victimes d'agressions et d'actes islamophobes, avec des passages à l'acte de plus en plus violents résultant de discours de plus en plus décomplexés et assumés, ce qui m'amène à dire avec d'autres que l'islamophobie

n'est toujours pas considérée comme un délit, mais qu'elle reste dans ce pays, encore considérée comme une opinion.

L'islamophobie se manifeste dans l'espace public, à travers des sites Internet, des discours, des articles de presse... qui contribuent à la fabrication d'un islam imaginaire et à entretenir le fantasme d'un ennemi de l'intérieur.

Contrairement aux accusations de nos adversaires qui invoquent le droit au blasphème, le droit de critiquer l'islam, lutter contre l'islamophobie, ce n'est en aucune façon faire le jeu des islamistes, des intégristes, ou des terroristes. C'est œuvrer à un traitement égal, pour des droits égaux. Face à ces faux procès, la seule façon de réagir, c'est de faire un front commun pour mettre en échec ce racisme et nous devons nous y atteler tous ensemble.

Un fantasme déshumanisant

L'image négative et inquiétante du musulman et de la musulmane, de la présence musulmane, décrite comme arriérée, sournoise, dangereuse, jugée incompatible avec « nos » valeurs, la République, la laïcité, l'égalité hommes/femmes et j'en passe...mène à quelque chose qui relève du fantasme et qui permet la déshumanisation des victimes de l'islamophobie.

C'est parce que les musulmans, et particulièrement les musulmanes sont construits comme une menace, qu'ils sont totalement désincarnés et déshumanisés et que toute empathie, toute solidarité est rendue impossible comme est rendu impossible tout engagement contre l'islamophobie. C'est très bien expliqué dans l'ouvrage « La mécanique raciste » de Pierre Tevanian avec qui j'ai coordonné « Les filles voilées parlent ».

En dehors de l'espace public que je viens d'évoquer, il existe d'autres pratiques discriminatoires auxquelles sont confrontés dans leur vie sociale les musulmans réels ou supposés, fantasmés pour une bonne part. Ces pratiques touchent une nouvelle fois prioritairement et majoritairement les femmes musulmanes qui portent un signe visible et qui, pour cette raison, sont condamnées à une véritable mort sociale.

Que ce soit l'interdiction d'accès à l'école, au travail, que ce soit la proposition de loi visant à interdire l'accès à l'Université aux femmes voilées, ou l'interdiction faite aux femmes portant foulard d'accompagner les sorties scolaires, que ce soit la proposition de loi afin de légiférer sur la question des assistantes maternelles ... dans tous ces domaines, et particulièrement l'éducation, ce sont les vecteurs d'émancipation des femmes qui sont visés. Et parler de mort sociale n'est pas un vain mot.

Racisme d'État

A tous les échelons de la vie sociale de ces femmes, on a affaire à la production d'une législation d'exception,

c'est par exemple la loi du 15 mars 2004 que je me refuse à appeler comme le veulent ses promoteurs « loi contre les signes religieux à l'école » et que nous devrions plutôt appeler « loi contre le voile à l'école ». Il en va de même pour l'interdiction du voile intégral, et ce indépendamment de l'opinion que l'on peut avoir individuellement sur le voile et le foulard.

Alors que l'on refuse aux mamans d'accompagner les enfants lors des sorties scolaires, on accepte que ces mêmes mamans fassent des gâteaux pour la fête de l'école, comme si le rôle de ces femmes racisées, était bien de rester dans leur cuisine et de cuisiner pour les autres !

Dans le lot inépuisable de ces discriminations, si certaines sont légales, d'autres sont totalement illégales comme l'interdiction d'accès aux services publics, dans les banques, les bowlings, les restaurants ...et récemment dans des espaces de loisirs et des salles de sport.

Il est à remarquer que cette islamophobie vient d'en haut, il s'agit d'une islamophobie d'État, ce qui en fait une véritable exception. Toutes les propositions de loi émanent de l'État, et par exemple dans le cadre de l'Éducation nationale, elles n'ont jamais été du fait des fédérations de parents d'élèves et pas plus pour ce qui est de l'Université du fait des étudiants et ce ne sont pas les enseignants qui ont demandé la loi du 15 mars 2004. Il faut arrêter avec cette fable, ce récit fantasmagorique.

Un deuxième paramètre fondamental doit être ici mentionné, c'est l'héritage colonial français : les musulmans de ce pays continuent à être traités comme un « corps d'exception » avec une religion qui relève de « là-bas », des colonies.

Enfin troisième élément à prendre en compte, le contexte géopolitique qui sert précisément ici à assimiler la pratique de votre voisin ou de votre voisine à la pratique d'une minorité se réclamant à un niveau international d'un certain islam alors même que le rapport d'Europol de 2012 indique de manière très explicite que « dans l'ensemble des attentats préparés, fomentés, réussis ou ratés, la part des attentats islamistes ne dépasse jamais 2% alors même que 85% des attentats sont dus aux mouvements séparatistes ». Une nouvelle fois un décalage entre la construction d'un problème et la réalité !

La dernière caractéristique concernant l'islamophobie, c'est que le développement de ce racisme inquiète la majorité des organisations antiracistes au niveau européen excepté en France où ce qui empêche certaines organisations qui se disent antiracistes de signer un texte commun, c'est la présence du mot islamophobie !

En France, un consensus transcende les clivages politiques et l'on trouve des islamophobes, des discours et une rhétorique islamophobes de l'extrême gauche à

l'extrême droite. A droite, ce qui structure l'islamophobie, ce sont les questions identitaires et sécuritaires ; à gauche, c'est l'évocation de la noblesse de certains principes qui toutefois ne s'appliquent plus à ce « corps d'exception » que constituent les musulmans réels ou supposés.

A gauche, on mobilise la laïcité, une laïcité dévoyée, le féminisme mais un féminisme tout autant dévoyé sans oublier le récit mythique national français qui, depuis une dizaine d'années, veut lier de façon consubstantielle la laïcité au féminisme.

Comme bien d'autres féministes dans ce pays, je ne peux que constater que jamais ni la laïcité ni la République n'ont émancipé les femmes ! Ce sont les femmes qui sont entrées en lutte et qui ont conquis leurs droits.

Tous les bords politiques partagent cette capacité paradoxale : discriminer les musulmans et particulièrement les femmes musulmanes tout en nous expliquant que c'est pour notre bien et pour nous montrer la bonne façon d'être libres.

Construire un front le plus large possible

Face à cette réalité, on ne peut répondre que par une lutte globale qui nécessite des agendas prioritaires et qui

doit nous amener à dépasser toutes et tous ensemble les clivages qui sont construits par ceux qui ont intérêt à ce que nous restions divisés et fragmentés.

Il nous faut arriver à gagner sur ce terrain de l'unité des luttes en aménageant des espaces d'autonomie. A nous de montrer que dans les faits et dans l'action, nous ne fragmentons pas les luttes pas plus que nous ne les hiérarchisons car malheureusement c'est le reproche qui, légitimement, peut parfois nous être fait. Les Roms souvent nous reprochent que nous, les musulmans, n'avons rien à faire des Roms tandis que les musulmans accusent « On ne voit jamais les Roms ». Il en est de même pour les Noirs.

Il nous faut absolument réaliser qu'il y a chez nos adversaires une capacité permanente à instrumentaliser les alliés objectifs que nous sommes pour nous diviser voire nous opposer. C'est pour cela qu'il est indispensable que nous ayons des espaces comme celui-ci, des rencontres comme celles organisées par le FUIQP pour nous écouter, nous entendre et en dépassant des clivages arbitraires, trouver des synergies de lutte. □

Nérophobie

Almany Kanouté

Depuis une quinzaine d'années, comme militant associatif engagé dans la lutte contre le racisme, et notamment sur la question de la nérophobie, je vais tenter de dessiner à partir de mon expérience les contours de ce racisme qui, comme vient de le dire Saïd, est souvent sous-estimé, souvent invisible. La nérophobie est bien pourtant réelle jouant la même fonction que l'arabophobie ou l'islamophobie.

Tout d'abord, expérience que je partage avec beaucoup d'autres, je n'ai pas attendu de subir les premiers actes ou propos racistes pour me construire mon propre bouclier, et pouvoir ainsi me préserver et me défendre.

En préalable sur le point précis de la nérophobie, il faut savoir que vous avez plusieurs appellations déclinées en fonction de la structure et des institutions. Ainsi on eu la création du terme afrophobie, un usage qui a été mis en avant par les Afro-américains, d'autres parleront d'antikémitisme qui prend racine dans un contexte plutôt religieux, biblique, enfin le terme nérophobie qui, s'il n'est pas plus scientifique que les précédents, a la particularité de mettre le doigt et l'accent là où cela fait mal car dans ce terme, il y a négro et je peux témoigner que même chez les Noirs c'est un mot qui dérange dans sa connotation comme dans son emploi. Un terme un peu trop fort et chargé qui sonne comme une insulte. Ainsi durant la période où je militais au sein de la Brigade Anti-Nérophobie et que je portais le tee-shirt de l'association, souvent il est arrivé que l'on me fasse part de cette crainte de s'engager dans cette forme de provocation, pourtant il ne faut pas avoir peur aujourd'hui de désigner ou de décrypter une situation intolérable.

Contre la hiérarchisation des racismes

Si la nérophobie est une forme de racisme au même titre que la romophobie ou l'islamophobie, le plus difficile est d'éviter de tomber dans une certaine forme de hiérarchisation que l'on essaie de nous imposer même si je pense que nous avons évité cet écueil. Nous ne sommes pas dans une démarche de hiérarchisation même si c'est le procès injuste qui nous est fait pour nous disqualifier, nous sommes plutôt dans la volonté de faire converger les luttes contre ces diverses formes de racisme.

Ce n'est malheureusement pas ce que fait le premier ministre, pour cela je me réfère directement à l'actualité et à la solution miracle qu'il a annoncée hier : injecter

100 millions d'euros dans les structures et associations qui depuis un certain nombre d'années luttent contre le racisme et entre guillemets contre l'antisémitisme.

Pour ma part, je considère que le problème est pris à l'envers. Dans sa communication, le premier ministre continue de privilégier une forme de racisme plus qu'une autre et favorise la hiérarchisation. Et c'est bien cette juxtaposition entre racisme et antisémitisme qui pose problème, une formulation qui va à l'encontre d'une nécessaire lutte commune.

Derrière cette formulation, de façon sous-jacente, il est bien question de priorité et le danger est bien là car lorsque je m'adresse comme éducateur à un jeune public ou à des ados et que l'on parle de racisme, ce qu'expriment les enfants est souvent violent, mais cela fait partie de la réalité qu'ils vivent et du constat qu'ils font : ils ont l'impression que pour être pris en considération aujourd'hui –et je parle de tous les jeunes confondus, de toutes confessions et quelle que soit la couleur de leur peau, c'est que pour être entendus, pour se sentir protégés par notre pays, il faut être soit israélien soit de confession juive et ces remarques méritent une attention particulière et doivent être analysées comme quelque chose de très dangereux pour l'avenir de notre pays.

Nérophobie au quotidien

Pour revenir à la nérophobie, et à mon expérience personnelle, il n'est pas besoin de vous décrire mon physique, Noir et barbu, et qui plus est de confession musulmane, je cumule en quelque sorte. Et comme bien d'autres personnes dans mon cas, je suis confronté à trois formes de discriminations.

En premier lieu je viens de banlieue – j'ai grandi dans un quartier populaire, ce qui en soi, est déjà un élément discriminant. Si durant mon adolescence, j'ai subi indirectement des propos et des actes racistes mais j'étais trop jeune pour pouvoir les décrypter, mon premier rapport avec la nérophobie a eu pour cadre le milieu professionnel. Et cette première rencontre avec de tels propos m'a tellement mis en colère qu'elle a déterminé en grande partie mon avenir professionnel et mon engagement militant. J'étais à l'époque opérateur-programmateur sur commande numérique dans le domaine de l'aéronautique. A ce titre, j'avais des responsabilités, une petite équipe à gérer, des

commandes et un rythme de travail à respecter. Un jour, l'un des commerciaux qui était en retard sur un bon de commande s'est permis de se servir dans les pièces que je venais de réaliser et qui n'avaient pas été encore contrôlées – dans un appareil en cas de problème lié à des pièces non encore contrôlées, ma responsabilité aurait donc été engagée. En toute logique, je me suis donc opposé à ce qu'il prenne les pièces et la tension est montée entre nous. Et dans mon dos, il a commencé à tenir des propos racistes envers moi du genre « Pour qui se prend-il, celui-là ? » « Ce petit négro, on l'a accueilli en France ! » (Au passage, je suis né en France !) Et ce type d'insultes devenait tellement fréquent que des collègues gênés ont commencé à m'en faire part. Mais cela a vraiment déraillé lorsque mon chef de service m'a ouvertement dit : « On vous a appris à manger avec des couverts, vous n'allez pas nous apprendre à faire notre travail ! » Comme quoi, en situation conflictuelle, le racisme, la négrophobie reste une réaction immédiate et primaire qui en dit long sur les stéréotypes issus de la colonisation. Une insulte qui montre bien en quoi la négrophobie, les propos racistes sont prégnants dans la société française en tout cas chez certaines personnes.

La suite de mon histoire est somme toute banale, difficile de canaliser ma colère intérieure. De rage, j'ai jeté mon téléphone par terre et ce geste a été immédiatement interprété comme une agression contre mon patron. Accusé d'avoir jeté un objet à la tête de mon patron, personne bien entendu n'a témoigné de ce qui s'était réellement passé.

Si je me suis étendu sur cet incident, c'est pour montrer en quoi la question de la négrophobie n'est pas nouvelle, et si j'ai développé mon cas personnel, c'est parce qu'en quelque sorte, il est emblématique.

Dé légitimation de nos luttes

Je suis un militant qui lutte contre toutes les formes de racisme et de discriminations. Cependant, il faut savoir qu'en France encore aujourd'hui, quand un individu

comme moi veut porter remède aux dysfonctionnements de cette société, il est systématiquement pointé du doigt comme un radicaliste communautaire. C'est un reproche auquel on est confronté régulièrement dans la presse, les médias qui nous accusent de rester dans notre coin, préoccupés exclusivement par l'islamophobie et la négrophobie.

Pourtant la négrophobie n'est pas une question qui concerne seulement les Noirs, pas plus que l'islamophobie ne concerne que les seuls musulmans et la romophobie les seuls Roms.

Et de cela, de plus en plus de militants en ont une conscience aiguë, une occasion de nous rassembler pour des luttes communes.

Une nécessaire convergence

Je pense, comme beaucoup d'entre nous, que l'objectif des militants, c'est de trouver les formules et les solutions qui nous permettront de converger, de créer un seul et même bloc, un seul et même front afin de pouvoir lutter contre le racisme avec un R majuscule et non de se retrouver dans des stratégies de division qui font que la lutte contre le racisme que la République française veut privilégier et nous imposer, c'est tout et tous contre l'antisémitisme, et si cela n'est pas dit, cela reste implicite, on pourrait ajouter, pour le reste, pour les autres, on verra après !

En ce sens, il nous faut faire en sorte que sur les 100 millions qui ont été injectés dans la lutte contre le racisme, la plus grande partie de cette somme ne soient pas octroyée uniquement pour faire reculer l'antisémitisme.

Il faut effectivement que l'on soit nombreux et nombreuses à refuser de se prêter à cette supercherie et à dénoncer son caractère partial, inégal et dangereux.

Comme pour d'autres combats, cela passe par la constitution d'un front commun. C'est le sens de notre présence ici aujourd'hui pour interagir à tous les niveaux. □

Rromophobie

Saimir Mile

Président de « La Voix des Rroms »

Je commencerai mon propos par une sorte de boutade : je ne sais pas trop pourquoi je suis ici, parce qu'en fait l'immigration et les quartiers populaires d'une part, et les Rroms d'autre part, cela peut en surprendre plus d'un. Mais contrairement à ce qu'on peut croire au premier abord – que le lien n'est pas forcément évident-, il n'en reste pas moins que l'on se trouve pourtant là en plein cœur du sujet.

500 ans après, toujours des étrangers

Revenons un *chouia* en arrière, disons le 22 août 1419. A 100 km d'ici, à Châtillon-sur-Chalarnon, dans le pays de Bresse, un groupe de Rroms arrive, il est possible de certifier cette date parce qu'il existe un document rédigé : « Baillé deux sous aux Bohémiens pour que ces Indiens quittent les lieux ! » ...C'était l'aide humanitaire au retour volontaire version XVème siècle !

Cette date est importante. Elle atteste la présence des Rroms en France depuis plus de 500 ans, et pourtant aujourd'hui en 2015 nous sommes toujours considérés comme des immigrés, des étrangers, pas très bien définis, un peu tout en quelque sorte. C'est la raison pour laquelle je me sens parfaitement chez moi ici parmi vous, parmi les immigrés, et particulièrement leurs enfants ou leurs petits-enfants que l'on continue encore aujourd'hui à considérer comme des étrangers.

Personnellement, je suis arrivé en France en 1419 et ... en 1996 avec un visa étudiant. Ce qui ne correspond guère à l'image d'Epinal que l'on a d'un Rrom ou du peuple rom...Il est vrai que l'on ne s'attend guère à ce qu'un Rrom vienne avec un passeport, un visa –de façon tout à fait légale et régulière - pour étudier le droit en France, ce qui est mon cas, et je ne suis pas le seul Rrom dans ce cas.

Amalgames et confusions autour d'un mot

Si jusqu'à présent dans mon intervention, je n'ai rien dit, ni commenté l'emploi du terme romophobie qui figure dans le programme de ces Rencontres, c'est que je n'ai pas de position définitive sur ce phénomène.

Le mot Rrom est présent en France depuis pas même une trentaine d'années et je défie quiconque dans la salle de trouver un cas d'utilisation de ce mot avant 1990

en France et en français. Le mot Rrom est notre mot, dans notre langue, pour nous désigner nous-mêmes.

Aujourd'hui, on entend à la radio, à la télé, qu'en France il y a 17 000 Rroms. Cela n'est pas sérieux et prête à sourire, il y a en France autour de 17 000 personnes recensées par la police comme étant des habitants de bidonvilles que le gouvernement, le pouvoir appellent depuis Brice Hortefeux « campements illicites » reprenant en cela le vocabulaire utilisé par ce ministre. Il faut se souvenir qu'en 2010, quelques jours avant le discours de Grenoble, un plan de guerre était annoncé à l'Elysée à l'issue d'un Conseil de sécurité, -sorte de conseil des ministres restreint auquel participaient Sarkozy, Hortefeux, Guéant, les préfets de police, la gendarmerie était également représentée- qui prévoyait l'évacuation en masse des campements illicites.

Depuis aucun changement notable ni politique ni de ton, d'ailleurs Manuel Valls, qui a annoncé hier un plan de 100 millions pour aider les associations antiracistes, est convoqué par nos soins en justice - ce sera le 2 juillet prochain à 13h 30- pour des propos racistes qu'il a tenus au cours d'une déclaration et qu'il a répétés à plusieurs reprises en affirmant que les Rroms ne peuvent pas s'intégrer pour des raisons culturelles parce qu'ils sont entre les mains de mafias. Si cela n'est pas du racisme !

Le racisme comme mode de gouvernement

Loin de tout racisme primaire du genre « T'es Noir, je ne t'aime pas ! » ou bien « t'es tzigane, je ne t'aime pas ! », en dehors des habituels clichés, on ne peut aborder le racisme auquel sont confrontés les Rroms sans faire référence au racisme en tant que mode de gouvernement dans lequel il n'est pas affaire de sentiment individuel : on a le droit d'aimer le couscous ou de lui préférer le coq au vin, d'aimer une personne et non pas telle autre.

Dans le cas du racisme en tant que mode de gouvernement -et de ce point de vue-, nous, les Rroms sommes considérés comme un corps étranger, des intrus dans le corps social, dans la nation alors que je le répète, nous sommes présents en France depuis 1419 !

Si nous avons participé à la construction de cette société et continuons encore aujourd'hui à le faire, nous ne sommes cependant toujours pas regardés comme des personnes qui sont légitimes à être et à vivre ici et là et ce n'est pas seulement des 17 000 migrants roumains ou bulgares, qui ne sont pas tous Rroms d'ailleurs, mais qui

sont appelés Roms, désignés comme tels parce que précisément, ils sont mis dans cette situation d'exclusion totale, quand on ne leur jette pas de la boue dans leurs installations pour qu'ils quittent les lieux !!!

La violence de la dépossession

Ce que nous avons en commun avec les populations issues de la colonisation ou pour le moins présentes en France du fait de la colonisation, c'est que, nous également, avons été dessaisis de notre identité, c'est à dire la liberté de nous définir nous-mêmes par nous-mêmes, de nous voir par nous-mêmes. C'est la violence la plus extrême que l'on puisse faire à un individu ou à un groupe. Ce sont les autres qui nous définissent, y compris en nous ayant volé notre ethnonyme, notre nom – Rrom- pour l'utiliser non pas comme le nom du peuple que nous sommes mais pour l'utiliser comme étiquette accolée sur un segment de la société en France qui se trouve exclu par celui-là même qui utilise cette étiquette, c'est à dire par les autorités, par le pouvoir.

Résister, c'est exister

Ce constat dressé, se lamenter ou pleurer ne sert à rien. Ce que nous essayons de faire avec plus ou moins de succès, c'est en premier lieu de refuser le statut de victimes, c'est le premier pas vers toute action efficace. Nous sommes expulsés ? Ce n'est pas grave, on ira s'installer ailleurs ! Parce que nous sommes légitimes, contrairement à l'image que l'on cherche à donner de nous. Et cette affirmation, il faut que nous la poussions très loin.

J ai apporté quelques exemplaires du livre que nous avons coédité avec les éditions Al Dante, son titre « Avava, ovava » - signifie littéralement «Venant, nous serons ».

Ce livre, que nous avons écrit à cinq, a vu le jour après un voyage que nous avons effectué avec un groupe de jeunes en Pologne pour visiter entre autres les camps de la mort, dont celui des familles tziganes à Birkenau, et au cours duquel ont été organisées des rencontres avec des jeunes venus de toute l'Europe.

Ce livre pose le sujet du génocide en termes non pas de victimes mais de résistance ... et la résistance des Rroms, si elle a été bien réelle, y compris à Birkenau, n'en demeure pas moins souvent occultée comme l'est encore cette période de l'histoire des Rroms dans l'histoire de l'Europe.

Il faut rappeler que le 16 mai 1944 était la date prévue pour la liquidation des familles tziganes dans le camp de Birkenau. Les nazis n'ont pu mener à bien leur plan ce jour-là parce que les Rroms qui étaient là, majoritairement des Sinté - qui sont des Rroms allemands- se sont armés de pioches et autres outils et ont pu repousser les SS. C'est d'ailleurs pour commémorer cette résistance que nous organisons chaque 16 mai à Saint-Denis « La fête de l'insurrection gitane ».

A cette occasion, nous commémorons non pas notre état de victimes mais la résistance y compris dans des conditions d'oppression extrême. Si les Rroms ont résisté aux nazis en 1944, pour nous aujourd'hui, il n'est pas question de baisser les bras, nous n'avons pas le droit de baisser les bras.

Il nous faut rester debout. C'est ce que j'appelle avec une certaine distance, le djihad majeur qui est de faire l'effort avec soi et sur soi pour ne pas tomber dans le piège des divisions. Nous devons à tout prix dépasser ces divisions pour rester unis dans notre combat pour la dignité et l'égalité. □

Débat

Islamophobie, Négrophobie, Rromophobie, Analyse systémique des discriminations racistes

Nouvelles populations, nouvelles crispations

On a parlé d'islamophobie, de négrophobie et d'autres formes de discriminations et de racisme pour en arriver aux Rroms, la dernière vague, et j'ai l'impression que tout au long de cette histoire, en France, lorsqu'une nouvelle catégorie de personnes arrive, on va focaliser sur elle tout ce qui est médiatique et politique et pendant ce temps les questions toujours non résolues concernant les populations présentes en France antérieurement passent au second plan. Ainsi on parle moins actuellement des Arabes présents en France comme sans doute, on parlera moins des Rroms lorsque d'autres populations arriveront.

Chaque fois qu'un étranger arrive, c'est lui qui pose problème, on parle même de « corps étranger » comme s'il s'agissait d'un virus qui arrivait et qui risquait d'infecter la société française.

J'ai l'impression qu'en France, les choses sont prises à l'envers, cette richesse qu'amènent avec elles les populations qui arrivent n'est pas prise en compte, l'aspect positif du multiculturalisme reste sous-estimé et il est considéré davantage comme un menace que comme une richesse ou un plus apporté à la société.

Alors que la société française devrait s'ouvrir, elle se referme. Au lieu de découvrir le monde qui l'entoure, elle le rejette. Et cette fermeture s'institutionnalise. Cela vient d'en haut et c'est bien en cela que réside le danger.

Condition première de l'émancipation

D'accord avec le constat qu'il faille lutter contre l'islamophobie, que l'on souligne l'impact du passé colonial, on ne peut qu'être d'accord. Je prolongerais plutôt par la question qui a été également soulevée, celle du rejet des femmes voilées de tous les espaces publics. On est, ou plutôt ils et elles sont, bien contents de les trouver pour préparer des spécialités de « là-bas », la question est donc celle-ci : pourquoi on continue à leur faire le couscous et les makroutes ? Puisqu'on est dans cette dynamique d'auto-organisation qui passe selon moi par une forme d'émancipation, il faudra bien arrêter très vite de faire le couscous et les makroutes.

Pour moi, il est essentiel de s'adresser aux associations qui invitent les femmes à faire le couscous, tout comme aux associations qui luttent contre l'islamophobie et contre le racisme et qui nous demandent de donner une autre image de nous-mêmes pour que changent les représentations des musulmans, des Arabes ou des Noirs, et de leur demander qu'elles commencent, elles, à changer leur regard sur les femmes arabes et musulmanes qu'elles considèrent uniquement comme des cuisinières !

On est là depuis très longtemps, on n'a plus à prouver quoi que ce soit, on a largement participé à la construction de ce pays comme à sa libération et je n'éprouve pas, moi, tous les matins, le besoin de prouver que je suis gentille, que je ne suis pas une terroriste et qu'en plus je me dois

d'offrir à manger aux racistes, à ceux qui tentent de m'humilier, à ceux qui me donnent des coups. Cela est inconcevable, il y a des limites à la tolérance !

Il faudrait que dans la dynamique d'émancipation que nous voulons construire, on arrête de répéter, même si cela est vrai, que l'on est légitimes dans ce pays, parce que parfois, j'ai la fâcheuse impression qu'on utilise cet argument pour, en fait, demander que l'on nous accepte. En clair, « Ne soyez pas racistes, cela fait longtemps que l'on est là et on vous a même libérés ! » Soit, mais ne faut-il pas davantage poser comme principe que celui qui est arrivé hier ou avant-hier n'a pas besoin d'être légitime s'il a envie d'être là. Militante anti-impérialiste, j'ai presque envie de dire que, dans l'idéal absolu, j'ai le droit d'aller où je veux, sans avoir à prouver que je suis légitime à être dans quelque partie de la planète que ce soit.

Ne pas oublier l'exploitation

A côté des faits sur lesquels il faut se concentrer : le féminisme, la négrophobie, la rromphobie, l'islamophobie, il nous faut également insister sur une composante des classes populaires qui est en relation avec l'exploitation du travail, sur le simple fait que le travail n'est pas bien payé.

S'il a été dit que le racisme est un mode de gouvernement, on peut ajouter que c'est aussi un gouvernement qui est au service de l'exploitation du travail. Comment réfléchir à cette articulation entre exploitation, racisme et quartiers populaires.

Fière d'être nègre

Si l'on me dit que je suis nègre, que l'on m'appelle nègre, moi je suis fière d'être nègre mais la question est : qui a occasionné la négritude ? N'est-ce pas eux qui sont venus nous chercher là-bas pour nous vendre ailleurs et qui aujourd'hui retournent là-bas pour nous piller, nous tuer, nous monter les uns contre les autres ? Qu'ils gardent pour eux les armes qu'ils fabriquent !

Qu'ajouter de plus à la fameuse réponse d'Aimé Césaire : « le Nègre t'emmerde ! » ?

Analyse systémique des discriminations racistes

Saïd Bouamama

Ce qui fait l'une des caractéristiques du FUIQP, c'est qu'il estime que le racisme n'est pas hors sol, autrement dit qu'il a une base matérielle, une fonction sociale, et qu'il est en particulier, un mode d'organisation de l'exploitation capitaliste aujourd'hui. Et c'est cette fonction sociale qui nous amène à passer des alliances avec des gens qui ne sont pas issus de l'immigration.

Après ces considérations générales qui déterminent l'orientation du FUIQP, j'en reviens au sujet de cette première table ronde et sur ce qu'est le racisme.

Dans la séquence historique qui est la nôtre, marquée par une agression idéologique tous azimuts contre les dominés, le racisme se déploie autour de deux dimensions :

- la première dont il ne faut pas sous-estimer tous les effets dévastateurs, c'est la campagne « Je suis Charlie ». Au FUIQP, nous ne sommes pas Charlie et nous ne serons pas Charlie !
- La seconde concerne l'injonction permanente de mettre en avant et de considérer comme principale une des formes de racisme qui est l'antisémitisme -Injonction qui fait que l'on ne peut plus s'exprimer sans dire en préambule « Je ne suis pas antisémite »-. Comme si c'était la question centrale, principale, nodale de la société française... Une manière de ne pas parler des autres formes de racisme qui structurent cette société, eh bien nous, nous refusons de devoir commencer toujours par « Je ne suis pas antisémite ».

Le racisme a une histoire

Pour se faire une idée de ce qu'est le racisme aujourd'hui, il faut prendre en compte le phénomène dans toutes ses dimensions mais surtout rappeler que le racisme a une histoire : il n'est pas une caractéristique de la nature humaine, il n'est pas éternel au sens où il n'a pas toujours existé. Il est contemporain d'une époque où l'Europe avait besoin de justifier une agression en hiérarchisant l'humanité en fonction des races et c'est l'apparition du capitalisme pour son besoin d'expansion qui a donné naissance à cette idéologie de hiérarchisation qui était totalement absente des conflits antérieurs. C'est d'ailleurs l'erreur et le mensonge de ceux qui confondent l'esclavage lié au capitalisme et les esclavages antérieurs, bien évidemment condamnables, mais qui étaient d'une toute autre nature.

Un des grands apports de Frantz Fanon est de nous dire que pour maintenir sa fonction sociale de division des dominés, le racisme change de forme et de visage en fonction du rapport de forces.

Du racisme biologique au racisme culturel

Après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, après les luttes de libération nationale, se référer à une hiérarchisation biologique devenait impossible sous peine de se trouver complètement décrédibilisés. C'est la raison pour laquelle, nous dit Frantz Fanon, le racisme s'est mué en racisme culturaliste. Ce ne sont plus les races que l'on hiérarchise, mais les cultures. On comprend dès lors cette perception des Roms comme danger, parce que désignés comme non-intégrables. Il y aurait des cultures qui seraient inférieures à d'autres et qui n'auraient pas leur place dans une société civilisée. Derrière ce qui se dit sur l'islam, en creux, c'est qu'il y aurait des religions qui ne sont pas comme les autres et qui seraient incompatibles avec la civilisation.

Le racisme contemporain principal, que ce soit sous la forme de la négrophobie, la rommophobie, l'islamophobie, c'est le racisme culturaliste. Et tout mouvement antiraciste qui resterait centré sur la lutte contre le racisme biologique, qui aurait des pudeurs ou des réticences à prendre en compte par exemple l'islamophobie, refuserait d'analyser et de combattre le racisme tel qu'il est, le racisme concret, le racisme qui détruit, le racisme qui se développe aujourd'hui.

Différents niveaux

Le troisième élément dans la compréhension et l'analyse du racisme, - c'est que le racisme se situe à des niveaux différents et prend des formes différentes.

- L'idéologie globale « pure et dure » représente le premier niveau, c'est ce qui correspond au nazisme par exemple dont la théorie affirme qu'il existe des races et qu'elles sont hiérarchisées.
- Au deuxième niveau, on trouve ces préjugés, ces images mentales héritées de l'histoire esclavagiste et coloniale et qui continuent à être diffusées par les classes dominantes, dans les médias, les manuels scolaires... Beaucoup plus insidieuses et beaucoup plus répandues, ces images continuent à structurer le regard de nos concitoyens dans une société qui a colonisé pendant des décennies et qui continue à intervenir militairement et économiquement dans

l'ancien empire colonial. Alors que l'on commet des agressions en Afrique, matières premières et minerais obligent, alors que l'on déstructure tout le Moyen Orient pour l'accès au pétrole, loin de n'être qu'un héritage, ces images sont revivifiées, réactualisées et remises sur le devant de la scène parce que les pays impérialistes ont besoin de les faire renaître, de les recycler et de les imposer.

Déraciner ces images qui contaminent la gauche, et même l'extrême gauche, y compris ceux qui se disent proches de nous, demande qu'on ne leur fasse aucune concession. Et sans doute demain nous remercieront-ils d'avoir été intransigeants sur ces questions.

- Le troisième niveau encore plus important pour nous qui pouvons à tout moment être tué d'une balle tirée par un policier, agressée parce qu'on porte un foulard, c'est la mise en actes du racisme que représentent les discriminations. Personnellement, que quelqu'un ne m'aime pas m'est totalement égal. Mais qu'il ne me discrimine pas ! Qu'il n'use pas de son pouvoir pour prendre une décision, qui aurait un effet sur ma vie et sur celle de mes enfants !

A ce niveau là, malgré d'habiles faux semblants, force est de constater qu'il y a un rapport social raciste en France qui est construit comme un mode de gestion de l'économie. Si l'on ne tient pas compte de cela, on va, en toute sincérité, commettre des erreurs dans la manière de construire un réel combat antiraciste.

Racisme individuel, racisme institutionnel

Encore trop fréquemment, et c'est une première erreur, le racisme est ramené à un phénomène individuel et l'impasse est faite sur le racisme institutionnel, celui qui vient d'en haut, celui qui est politiquement choisi par le gouvernement, qu'il s'agisse d'un discours dont les effets se feront sentir sur la vie concrète des Roms, ou bien d'une loi qui affectera la vie de celles qui portent le foulard.

Cette politique d'Etat, cette politique de racialisation, c'est cela le racisme.

L'autre erreur consiste à croire que le racisme est une affaire morale : il est illusoire de croire que les bons sentiments vont faire que les racistes vont arrêter d'être racistes. Ils arrêteront de l'être parce qu'un rapport de forces leur aura été imposé.

Le racisme est politique et c'est politiquement qu'il faut le combattre et non pas en cherchant à changer les mentalités ou en montrant patte blanche. Il faut à tout prix que l'on se réapproprie le politique, au sens de combat pour changer cette société.

Le racisme est un système, de la même façon que Fanon disait « la colonisation est un système ». Il peut

certes y avoir des colonialistes sincères, le problème, c'est qu'on est dans un système : l'économie française aujourd'hui a besoin du racisme, elle le produit donc inévitablement.

Dire que le racisme est un système, c'est dire qu'il est diffusé dans tous les implicites de notre société : aucune institution dans ce pays, si on l'étudie de près, peut être considérée comme non-raciste. L'Education nationale a des implicites qui la font fonctionner de manière raciste, les politiques d'attribution des logements ont des implicites qui les font fonctionner de manière raciste, et je pourrais continuer ...

La naïveté a des limites, cessons de chercher le petit raciste qu'il faut éduquer ! Il faut analyser les choses de manière politique, matérialiste et comprendre que c'est le rapport social de cette société qui, pour maintenir les profits, pour justifier les interventions à l'extérieur, a besoin de diffuser ce racisme.

Une fonction de division

Enfin et j'en terminerai par là, le racisme a une fonction de division. Et comme on le dit souvent au Front uni, il permet de diviser ceux qui devraient être unis et d'unir ceux qui devraient être divisés :

- diviser l'ouvrier, celui issu de la colonisation parfois récente, parfois de la troisième ou quatrième génération, diviser cet ouvrier-là avec l'ouvrier français soumis à une grille de lecture raciste, et à qui de surcroît on aura octroyé un petit privilège,
- unir ceux qui devraient être divisés : l'ouvrier blanc avec son patron blanc.

Si on n'a pas compris cette fonction du racisme, on aura du mal à construire la contre-offensive politique.

Un combat difficile

C'est un combat difficile et de longue haleine et qui ne peut se livrer si, entre camarades, nous nous opposons sur des sujets somme toute annexes, si nous baissions les bras devant la moindre divergence, un combat au cours duquel il ne faut jamais perdre de vue l'essentiel et dans lequel il faut éviter de sous-estimer l'ennemi qui est en face. Nous sommes dans un rapport de forces avec les classes dominantes, cela suppose la construction par en bas d'un mouvement des quartiers populaires, quartier par quartier, ville par ville, et c'est l'unique chemin pour combattre le racisme systémique. Il faut nous y employer tous ensemble.

Nécessité de l'auto-organisation

Combattre le racisme systémique suppose une seconde condition : que l'on ait pleinement conscience que ce rapport social qui a imbibé une partie de la gauche, et même une partie de l'extrême gauche nous oblige à travailler à notre auto-organisation et la rend nécessaire. Nous avons tout à perdre à ne pas comprendre cela. Notre auto-organisation est une des conditions pour ne

pas être sacrifiés sur l'autel de l'immédiateté, de la prochaine échéance électorale, des priorités gouvernementales

Alliances et autonomie

Cependant, nous ne pouvons pas changer la société tout seuls, et cela pose la question des alliances avec tous ceux qui, dans cette société, se battent pour une autre société. L'articulation entre autonomie et alliances, c'est

□

le chemin que nous devons prendre pour construire le FUIQP comme outil de la contre-offensive politique contre le rapport social raciste et le racisme institutionnel. Pour cela, n'oublions pas cette belle phrase d'Aimé Césaire qui, même s'il ne nous dit pas comment faire, nous met cependant en garde : attention, attention, alliance ne veut pas dire subordination, alliance suppose autonomie !

Hommage à Georges Ibrahim Abdallah

Saïd Bouamama

L'histoire des luttes des dominés est faite tout autant de victoires que de défaites. Ces luttes prennent parfois des formes de luttes physiques, mais également de luttes politiques, politique au bon sens du terme. Si elles peuvent se manifester sous des formes de violence, elles s'expriment aussi sous des formes symboliques parce qu'on construit aussi l'avenir à partir de symboles.

Et dans cette veine je voudrais, avec beaucoup d'émotion, surtout dans la période actuelle qui est marquée par l'agression à l'encontre des classes populaires, et en particulier contre l'immigration, vous faire part du fait qu'un grand monsieur, nous a fait l'honneur d'être président d'honneur du FUIQP.

Ce grand monsieur, c'est Georges Ibrahim Abdallah qui est en prison en France depuis 1984 et qui a magnifiquement su allier ces deux formes de luttes. Une nouvelle fois, Georges on a décidé de le maintenir en prison alors même qu'il est libérable depuis 1999. C'est à dire qu'on veut qu'il meure en prison, c'est cela la réalité ! Il ne sortira que si l'on est capables de se mobiliser avec encore plus de détermination, et ce sera un axe de mobilisation du FUIQP, comme d'ailleurs le combat pour la libération de tous les prisonniers politiques de par le monde, car c'est un combat qui est le nôtre.

Le FUIQP condamne les multiples arguties mises en avant pour ne pas exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah et en particulier le fait qu'il aurait mené des actions terroristes. Nous qui sommes les héritiers des combats de la décolonisation, savons que la lutte violente qu'ils appellent « terrorisme » peut s'imposer dans certaines circonstances historiques.

C'est toujours l'opresseur qui impose la forme de la lutte disait avec justesse Mandela. Le FUIQP est avec ceux qui résistent car la résistance à l'oppression est un droit.

Témoignons-lui maintenant par une ovation toute notre solidarité et notre reconnaissance, et que ce moment d'intense émotion lui parvienne par delà les murs de la prison de Lannemezan, et que Georges entende cela comme l'engagement de notre part pour sa libération.

Merci Georges « Palestine vivra, libérez Georges Abdallah ! »

« Palestine vivra, libérez Georges Abdallah ! »

Deuxième Table ronde

Violences policières, violence-s carcérale-s

Développement des forces de répression et
crise du système capitaliste

Violences policières

Farid El Yamni

Tout d'abord, je dois excuser Amal, la sœur de Amine Bentounsi tué d'une balle dans le dos, par un policier à Noisy-Le-Sec, le 22 avril 2012.

D'un point de vue personnel, mon frère Wissam est décédé suite à des violences policières après une arrestation à Clermont-Ferrand en janvier 2012.

Depuis cette date, je milite au sein du collectif « Urgence, Notre police assassine ». Dans ce cadre, on a rencontré bon nombre de personnes et les expériences se sont accumulées.

La question centrale qu'il faut se poser, c'est comment combattre les violences policières, comment combattre ce système qui les accepte et qui les génère. Pour ma part, j'ai choisi prioritairement de combattre les violences policières en réfutant les versions officielles qui sont données par ceux-là même qui sont responsables et en donnant notre version des faits...Un combat pour la vérité.

Au début, quand le drame nous a frappés, nous avons été étonnés que les gens n'avaient aucune connaissance des faits et dès lors s'est imposé à nous le besoin de parler, de faire savoir, d'expliquer. En réalité, c'est triste à constater, il se trouve que les gens savaient mais se sentaient impuissants.

En fait, ce système, qui vit grâce à des informations et à une propagande savamment orchestrée, est un édifice

fragile et on a décidé de le dénoncer par nos expériences, nos rencontres et nos échanges, sur le terrain même de la pensée. Déjà faire connaître les faits.

Je vais vous raconter une anecdote : j'ai été invité à la ZAD de Notre Dame des Landes, à Nantes, je me suis demandé tout de même ce que je faisais là, si j'étais au bon endroit pour mettre à profit ces instants pour parler de ce qui était arrivé à mon frère en particulier et des violences policières en général.

De fait, l'année suivante, j'ai rencontré des personnes qui m'ont dit avoir été sensibilisées à ce problème des violences policières après avoir entendu mon témoignage.

Je suis convaincu que les choses évoluent. Au départ, lorsque nous disions « Notre police assassine », les gens ne l'acceptaient pas, maintenant, c'est mieux entendu.

Lorsqu'il y a des violences, des crimes policiers, cela n'arrive pas par hasard, et lorsque le public en général a connaissance de ces faits, ils ne sont que la partie visible de l'iceberg que constituent ces violences et ces crimes.

A nous de dévoiler la partie immergée de l'iceberg, celle que l'on voit pas, celle qui nous est toujours cachée.

Je suis convaincu que l'on y arrivera. □

Prison : violence-s carcérale-s

Djamila

Militante de la CRI 42 (Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie), avec d'autres militants, nous avons décidé de créer une antenne de cette organisation après les événements de Charlie et la confusion, le rejet, l'exclusion qu'ils ont provoqués à l'encontre des immigrés, des enfants d'immigrés, des Français également, des Français ou des Françaises comme moi qui suis française née en France.

A l'occasion de ces événements, une nouvelle vague de racisme se développe qu'il faut combattre, et plus particulièrement l'islamophobie qui est aujourd'hui galopante.

Des versions à sens unique, la justice complice

Personnellement, j'ai perdu mon frère à la maison d'arrêt de la Talaudière, tout près d'ici, de Saint Etienne. Cela fait maintenant un peu plus de dix ans, c'était le 3 juin 2003. Rahimaho Allah !

Mon frère était âgé de 28 ans et il est décédé de mort violente dont la cause est le sectionnement de la veine jugulaire et de la veine fémorale.

Comme vous pouvez l'imaginer, la version qui nous a été donnée par la police, c'est qu'il s'agissait d'un suicide ... Mais comment alors expliquer les mutilations, les hématomes qu'il portait sur le corps sachant qu'il n'avait aucun antécédent d'autodestruction. Et la thèse du suicide est une explication à laquelle nous ne croyons toujours pas, d'autant plus que mon frère nous avait prévenus qu'il se sentait en danger. A cet effet, nous avons par trois fois d'ailleurs pris soin d'alerter le directeur de la prison comme nous avons alerté le procureur.

Mon frère se sentait menacé et alors qu'il devait, sur sa demande, être muté le lendemain, on le retrouve mort, de mort violente, le matin dans sa cellule.... Il est clair qu'en France, en prison, on tue.

Si je me permets de vous dire cela aujourd'hui, c'est que pendant dix ans on a fait confiance, en vain, à la justice.

Vous êtes les premières personnes à qui j'en parle comme cela. Ce n'est pas évident pour moi, et je ne pensais pas d'ailleurs en parler, cela demande un effort, parce que c'est encore frais pour nous.

Dès le départ, on a pensé, on fait confiance à la justice, on va faire les choses comme il faut, on va comprendre ce qui s'est passé. Malheureusement le résultat est là, et

au final ce sont dix ans de procédures bafouées, de reconstitutions falsifiées, de questionnements sans réponses des autorités concernées. Les différents juges qui ont approché le dossier ne prenaient même pas la peine de répondre aux questions légitimes et de droit que notre avocat leur soumettait.

On a essayé de faire les choses proprement, comme il faut, en toute honnêteté et le résultat, c'est une désillusion amère et cruelle.

Aujourd'hui pour moi, pour nous, il est clair et c'est évident : le racisme existe dans les hautes sphères, et les juges, les avocats, les policiers sont tous la main dans la main.

On a fait appel à un avocat de Lyon, qui nous a assistés pendant dix ans. Heureusement, dans notre cas, il ne nous a pas pris une grosse somme mais il faut tout de même avoir conscience et savoir qu'il faut de l'argent pour que les familles puissent aller jusqu'au bout et toutes n'en ont pas les moyens. Et c'est pour cette raison, aussi, que certaines familles abandonnent et que toutes les procédures ne vont pas jusqu'au bout.

Nous, en un certain sens, on a eu la chance d'avoir agi tout de suite, ce qui nous a permis d'avoir connaissance des autopsies, de recueillir les premiers témoignages des gardiens, et de pouvoir par la suite les confronter à leurs contradictions car comme on dit à juste titre : La vérité, on s'en rappelle, le mensonge, on l'oublie ! Une façon de dire que lorsqu'on questionne un menteur, il vous donnera une autre version parce qu'il aura oublié ce qu'il a dit précédemment. La vérité, on s'en rappelle toujours.

Nous sommes allés jusqu'à la Cour européenne des Droits de l'Homme qui, pour se prononcer, n'a eu en sa possession qu'un dossier à moitié falsifié, étant donné que la reconstitution est fautive et plus que contestable.

Alors que mon frère est mort égorgé dans une prison française, qu'on nous dit qu'il s'est suicidé, que la longueur de son bras lui permettait de commettre son geste, en 2011, la Cour européenne a rendu son verdict dans lequel elle se contente de relever qu'il n'y pas assez d'éléments pour affirmer que c'est un suicide. ...

Nous sommes choqués par une telle explication.

Le non lieu pour solde de tout meurtre

C'est grave de mourir comme cela ou de quelque façon que ce soit. Aujourd'hui, des suites de violences

policières, on dénombre plus de 120 victimes que ce soit en prison ou en dehors de la prison et invariablement, à part de très rares exceptions, pour la police, cela se solde toujours par un non lieu.

Dans le cas de mon frère, j'estime que la justice française se doit de reconnaître ses failles, ses travers, ses lacunes. Il en est de même pour les services pénitentiaires qui accordent plus d'importance et de soins à leur image et à leur réputation qu'à la vie des hommes qui sont sous leur responsabilité.

Après tout ce temps, attendre quelque chose de la justice, aujourd'hui j'ai un peu de mal à y croire. J'ai fait confiance pendant dix ans., selon la justice, la preuve du suicide de mon frère, c'est que la porte était fermée et pour expliquer pourquoi il avait barricadé toute l'entrée de la cellule, on nous explique que c'était pour retarder l'arrivée des secours.

□

Dès le départ, alors que le corps de mon frère était couvert d'hématomes, on a tout filmé, pris en photo et au fil des ans et des procédures, j'ai constitué sur la mort de mon frère tout un dossier que je garde car je n'ai pas trouvé de personnes de confiance à qui remettre ce dossier pour qu'il puisse servir.

A l'issue de toutes ces années, où la justice n'a pas été rendue, il ne reste plus qu'à militer, s'unir et ne pas lâcher l'affaire parce que demain il y aura d'autres morts.

On est responsables par notre silence et aujourd'hui, je n'ai qu'un souhait : que toutes les familles de victimes s'unissent, et à ce moment-là, on aura un poids certain avec lequel ils devront compter.

Que vous soyez là, cela signifie que des gens peuvent encore donner de leur temps et cela me donne de l'espoir.

Développement des forces de répression et crise du système capitaliste

Mathieu Rigouste

Bonjour, j'enquête sur le système sécuritaire avec les outils des sciences sociales. C'est un travail militant – j'ai grandi à Gennevilliers, ce qui donne de bonnes raisons de s'engager dans diverses luttes. Et le but de ces enquêtes, pour le sujet qui nous intéresse et nous réunit ici, c'est de fournir des outils pour les luttes. Pour fabriquer collectivement des armes de résistance. Car toute pensée de libération ne peut être construite que collectivement, par les opprimé.e.s elles et eux-mêmes, à travers leurs luttes.

Parmi ces outils, il en existe de concrets comme par exemple celui fabriqué avec le collectif Angles morts : c'est un livre directement en phase avec notre sujet, sorti il n'y a pas très longtemps, dont le titre est « Permis de tuer ». Ce livre donne la parole principalement aux familles concernées et aux collectifs de personnes en lutte contre les violences policières – des paroles qui sont habituellement rendues inaudibles, sauf quand des personnes s'auto-organisent pour créer leur propres médias et assurer leur propre communication.

Voici quelques-uns de ces outils qui nous semblent susceptibles de fissurer la légitimité de cette police dont ce monde a absolument besoin pour continuer à tourner comme il tourne. L'un de ces outils consiste à refuser le terme de « bavures ». Le vocabulaire n'est jamais neutre. Dire qu'il y a bavure, c'est déjà employer le vocabulaire dominant, c'est déjà être perméable à la version de la police, des médias. S'interdire l'emploi de ce terme, et dire qu'il n'y a pas de bavure, c'est reconnaître soi-même et faire en sorte que soit reconnu le fait que les dix à quinze morts provoqués par la police dans les quartiers populaires, dans les classes populaires et particulièrement parmi les non-Blancs mais également les dizaines de morts en prison n'ont rien d'accidentel, de marginal. C'est faire comprendre que ces morts ne sont pas une somme sans cohérence, mais sont bien, au contraire, le produit d'un système. La police distribue la violence dont les classes dominantes ont besoin pour assurer leur ordre et leur domination. Il est temps d'arrêter de nous faire berner par cette idée que la police nous protégerait. C'est une institution qui participe au maintien, non pas de l'ordre public, mais de l'ordre économique, politique et social.

On vit dans une société capitaliste, impérialiste, raciste, patriarcale, qui a été construite par et pour l'esclavage et la colonisation, à travers un génocide de femmes (la chasse aux sorcières), l'exploitation, l'enfermement des homosexuel-le-s, des marginaux, des pauvres, des prostitué-e-s ... Pour maintenir ces systèmes de domination qui ont forgé l'Etat-nation, il a fallu encadrer,

c'est à dire contrôler, surveiller, réprimer tous ces gens que l'on soumettait à des traitements injustes. L'histoire de la police, comme sa fonction, est directement liée à cela : maintenir cet ordre totalement inégalitaire, cette pyramide sociale.

Ne pas mythifier le passé

A propos des violences policières, on entend souvent dire que « C'était mieux avant ». Un autre de ces outils consiste à remettre en cause cette idée. En interrogeant concrètement : qui peut me dire quand la police n'a pas réprimé les pauvres, les non-Blancs, en quelles occasions la police n'a pas matraqué les mobilisations sociales. A quelle époque ?

Dans les années 70, les immigrés ont chèrement payé leurs luttes. Auparavant, dans les années 60, c'était la répression des indépendances. Et que dire des années 50 et des violences policières ! Essayez, remontez le passé, il n'existe pas d'époque où la police ne servait pas à opprimer certaines parties de la population.

Police au service du système, des classes dominantes

La police fonctionne selon différents registres : on peut dire qu'il y a une police des privilégiés, une police des classes moyennes et une police des mouvements sociaux, comme il y a une police des quartiers populaires.

La police sait reconnaître son maître et réguler selon les cas le degré de violence et de férocité qu'elle applique.

Le plus haut degré dans le déferlement de la violence policière, on le connaît dans les quartiers populaires. L'une des raisons qui est souvent mise en avant est celle du bouc émissaire qui correspond à la construction d'une menace intérieure ou extérieure mais qui dans tous les cas sert à diviser. Quand les classes dominantes parlent de menace, elles cherchent à nous diviser mais on peut aussi entendre qu'elles se sentent effectivement menacées mais par quelque chose qu'elles n'avouent jamais. Car il existe effectivement une menace radicale contre le système et qui vient des quartiers populaires. C'est dans les classes et quartiers populaires que le rapport économique, social et politique de l'Etat impérialiste français s'engendre et s'expérimente, on comprend dès lors pourquoi cet Etat met toute cette énergie dans l'encadrement et la répression des quartiers populaires. C'est là que les strates du prolétariat les plus exploitées et les plus opprimé.e.s sont reléguées et ségréguées, c'est là que vivent les gens qui bénéficient le moins des privilèges de cette société, c'est à dire les gens

qui ont le plus intérêt à se débarrasser des classes dominantes et de leur système. C'est bien évidemment dans ces quartiers que l'on cherche à intimider, c'est là que se joue l'un des rapports de force fondamentaux, c'est là que l'Etat qui garantit le système va déployer toute sa puissance d'encadrement et de coercition, à l'intérieur.

L'illusion de l'alternance gauche-droite

Il serait vain et dangereux de croire que l'alternance gauche-droite pourrait changer quoi que ce soit. C'est une illusion démobilisatrice qui ne peut que conduire à l'enlisement des luttes, voire à leur pourrissement. Quand on regarde la police et les modèles de répression, on comprend que l'Etat impérialiste français, expérimente des modèles de contre insurrection directement importés des guerres coloniales que d'ailleurs il n'a jamais arrêtées. Et il ne faut pas attendre de la gauche, qui a d'ailleurs impulsé la colonisation, et qui reste fortement imprégnée par la vision coloniale, qu'elle abandonne ce modèle. Que la gauche propose la police de proximité ne change rien, la police sera toujours garante du système et ceux qui ont vécu ce type de police savent d'expérience que ce sont des forces d'occupation et qu'il n'y a pas une police meilleure qu'une autre. Historiquement, lorsque la droite rationalise et industrialise l'enfermement de la police, la gauche l'institutionnalise et étend les nouveaux dispositifs policiers. Les fractions de gauche et droite des classes dominantes travaillent concrètement ensemble, elles se passent le relais de la restructuration néolibérale et sécuritaire. L'impérialisme a besoin de ces alternances pour mystifier son caractère « démocratique » mais aussi pour pouvoir se restructurer en permanence.

Une police qui s'adapte

Parallèlement à la restructuration qu'opère le système économique au travers des crises qu'il fabrique lui-même, la police se restructure également pour répondre à cette situation nouvelle et réprimer plus efficacement.

Depuis la moitié du XXème siècle, l'encadrement, le contrôle des classes populaires est devenu un marché, c'est à dire qu'il y a une véritable industrie qui s'est mise en place à la faveur des guerres coloniales et a prospéré en liaison avec le développement de la guerre permanente faite aux peuples par les grandes puissances impérialistes et, depuis les années 70, à la faveur des guerres de basse intensité qu'elles organisent à l'intérieur, dans leurs ghettos. L'encadrement des classes populaires est un marché et la prolifération des armes sub-léthales en pleine expansion.

Par ailleurs, les programmes de rénovation urbaine sont totalement liés à cette guerre coloniale qui se poursuit toujours et qui est basée sur la dépossession : il s'agit de détruire toute forme d'autonomisation qui vient des territoires que l'on veut conquérir :

- A l'extérieur, que ce soit au Mali, en Centrafrique, en Afghanistan, c'est en dernier ressort pour augmenter le contrôle et les taux de profit.

- A l'intérieur, ici même, pour permettre l'expansion des grands villes capitalistes qui se fait au détriment des quartiers populaires que l'on transforme en quartiers chics ou gentrifiés.

La rénovation urbaine qui touche nos quartiers appelle l'exigence d'une police extrêmement dure pour pouvoir chasser les pauvres de leurs territoires. Il y a toujours eu un lien direct entre la « hogra », le mépris contre les quartiers populaires et le mépris dont fait preuve l'Etat lorsqu'il intervient sur les théâtres extérieurs.

Contre insurrection : Les guerres coloniales comme modèle

Le fil rouge qui guide mon travail, c'est la contre insurrection. Comprendre comment les modèles expérimentés durant les guerres coloniales sont réimportés dans les métropoles capitalistes pour transformer et rendre plus efficace le système de contrôle. En matière de contre insurrection, le mythe de l'excellence française est basé la bataille d'Alger, quand la Casbah a été militarisée et qu'arrestations en masse, tortures et disparitions ont été systématisées et industrialisées.

Les experts en action psychologique prétendent que ces méthodes ont fonctionné et permis d'écraser le FLN. C'est en prétextant de ce succès et en jouant sur cette corde de l'excellence française qu'aujourd'hui dans ce contexte de restructuration néo-libérale, un secteur non négligeable du capitalisme français se développe en vendant un appareil répressif, armes comme conseil, qui donnerait toute garantie d'un fonctionnement éprouvé et performant.

Cependant à propos de la bataille d'Alger en 57, ce que certains se refusent toujours à reconnaître, -et on comprend pourquoi- c'est que si cette terreur d'Etat a permis de détruire une bonne partie des cellules du FLN dans Alger entraînant de lourdes pertes dans une organisation verticale et pyramidale, cette même terreur d'Etat n'a jamais réussi à soumettre la population ! Si deux ans et demi plus tard, en décembre 1960, le FLN était toujours à genoux et l'ALN avait payé un lourd tribut, c'est le peuple lui-même, - femmes, enfants, vieillards, maquisards blessés- qui, en descendant dans les rues et en affrontant à mains nues, les CRS d'abord puis les paras qui mitraillaient la foule, a réussi à mettre en échec la contre insurrection menée par le système colonial.

Cet événement-là, considéré à juste titre comme le Dien Bien Phu politique de la guerre d'Algérie, représente le moment où le peuple, devenu lui-même révolutionnaire, en suppléant l'appareil militaire mis K.O., a permis de remporter la victoire, une victoire politique. La victoire d'un peuple uni.

Aujourd'hui, alors que la répression cherche à nous diviser, il ne faut pas oublier, et c'est une leçon de l'Histoire, qu'un peuple peut gagner lorsqu'il est uni, de manière déterminée et offensive. □

Débat

Violences policières, violence-s carcérale-s

Forces de répression et crise du système capitaliste

Quartiers populaires comme laboratoires

Comme il a été dit, nous les quartiers populaires, on est effectivement les laboratoires des programmes sécuritaires, les véritables cobayes, avec pour conséquence que s'ils réussissent contre nous, viendra ensuite le tour du mouvement ouvrier dans son ensemble et nous aussi, nous faisons partie du mouvement ouvrier.

Les exemples ne manquent pas, lorsque la loi interdisant à nos enfants de jouer dans les cages d'escalier est passée, les répercussions se sont fait sentir, ainsi dès qu'on se rassemblait à quatre ou cinq, on était suspects. Cette situation est rendue possible parce qu'il y a un clivage dans le mouvement ouvrier. Parmi nous, tous ne se sentent pas appartenir à la classe ouvrière ; parmi eux, ils n'acceptent pas toujours les immigrés comme en faisant partie, avec leurs revendications qui leur sont propres.

Pourquoi c'est nous qui sommes prioritairement les cobayes ? C'est parce que tout le monde se moque bien de ce qui nous arrive, et n'a pas pris la mesure des dangers que cela représente à terme pour eux autant que pour nous. L'opinion publique n'en a que faire. Quand on arrête un de nos enfants pour outrage ou rébellion, même les militants les plus engagés, les plus conscientisés ont du mal à réagir et à comprendre que ces enfants, déjà discriminés, vont avoir encore plus de mal à trouver du travail, qu'ils vont être encore plus pénalisés dans leur vie future. Cela ne soulève malheureusement guère d'indignation ou de révolte.

On a là une responsabilité à laquelle on ne peut se soustraire. Il faut que l'ensemble du mouvement ouvrier, les organisations qui le composent, bien au-delà du FUIQP, se saisissent de ces problèmes. Pour cela, il nous faut réveiller les consciences, quitte même à taper dans l'entre soi. On ne peut plus laisser faire à moins de courir à une situation catastrophique .

Répression ici, et ailleurs

En Centrafrique, il y a eu une guerre dans laquelle l'armée française est intervenue. J'ai perdu deux de mes neveux alors qu'ils allaient à l'école. Sans raison apparente, si ce n'est qu'on ne veut pas voir les jeunes garçons dehors. Pour les autorités ou l'armée française, qui n'ont de comptes à rendre à personne, et encore moins à la rue et aux jeunes qui contestent, tout jeune dans la rue est potentiellement dangereux ... Ils sont pourtant chez eux et devraient avoir le droit de faire ce qu'ils veulent. Un jeune ne peut sortir avec un sac, il pourrait transporter une bombe et s'attaquer à l'armée française qui occupe la Centrafrique.

On est pauvres, mais on est chez nous et on a le droit de vivre comme tout le monde, mais cela nous est interdit. Si on ne peut sortir ni travailler, comment peut-on survivre ?

J'ai été contente que l'on parle de l'Afrique, de la Centrafrique, un petit pays abandonné, livré à lui-même et dans lequel on ne sait pas ce que vont devenir nos enfants. La force française est là-bas et on ne sait pas, ou plutôt on sait trop bien, quel rôle elle joue.

A ceux qui oublient d'où ils viennent

On tape à juste titre sur la police, sur les élus, sur tout le monde, mais je pense également qu'il y a une bonne partie de la population des quartiers populaires, qui ne bougent plus, ceux qui connaissent une situation stable, qui s'en sont bien sortis, qui sont des rescapés, et qui ont oublié le quartier et surtout d'où ils viennent. Ils retournent, il est vrai, manger le couscous chez leur mère, une fois par semaine ou par mois. Mais ils ont oublié que leur force militante aussi minime soit-elle est nécessaire, et qu'on en a besoin pour faire basculer le rapport de forces dans nos différentes luttes, celles des chibanis, celles contre les violences policières, mais de cela ils n'en ont rien à faire.

Qu'on passe notre énergie à taper sur les flics, les autorités, ceux sur qui on tape depuis des années – ce sont mes ennemis, identifiés comme tels- mais à un moment donné, comme au foot, s'il est dans la logique même du match que mon adversaire cherche à marquer un but contre moi, dans le cas présent, celui des luttes ou des mobilisations, je me demande où sont mes collègues à moi pour me faire la passe en retrait ?

Dans l'affaire Ajimi, nous étions présents en soutien à la Cour d'appel à Aix-en-Provence. Si on compte pour les seules Bouches-du-Rhône, ne serait-ce que deux personnes par quartier ou cinq personnes par ville, le tribunal aurait été envahi et le rapport de forces totalement autre et le verdict différent.

Pour que se développe le mouvement de masse dont on a terriblement besoin, on a besoin de tous et il nous faut interpellier avec force ceux qui parmi nous, et c'est tant mieux pour eux, s'en sont bien sortis. Bien entendu, il n'est pas question de s'en prendre aux personnes qui vivent dans la précarité et qui ont assez à faire avec leurs propres problèmes, mais que ceux qui s'en sont sortis prennent leurs responsabilités ! Nous devons les interpellier pour qu'on les retrouve sur le terrain des luttes.

De la nécessité d'être solidaires

Mon petit frère est actuellement à la prison de Nanterre, il a 19 ans et il purge une peine de huit mois de prison après avoir perdu le sursis dont il bénéficiait auparavant. Il a été accusé de violence sur un policier à moto. Ce n'était pas lui, des témoignages l'ont même innocenté. Il sortira au mois de juin, inch'Allah.

Pendant mon combat, j'ai rencontré beaucoup de familles, y compris des mères de famille des amis de mon frère, et je peux témoigner que beaucoup de jeunes des cités font actuellement de la prison pour des riens à la suite de contrôles dans les quartiers populaires.

Je voudrais dire que face à ces pratiques, il y a un véritable combat à mener et que pour cela il faut être soudés. Il y a quinze ans ce n'était pas comme cela, aujourd'hui on leur détruit leur vie.

Par ailleurs, pour les parents, il faut savoir que lorsqu'on va au parloir, on est traités comme du bétail : quarante minutes à attendre, assise dans une pièce c'est vraiment désolant et humiliant. Sans compter tous les problèmes et les difficultés rencontrés lorsque le jeune est en prison loin du lieu de résidence de sa famille. C'est difficile à vivre, il y a beaucoup de gens dans la même situation que moi. Il faut qu'on puisse se soutenir et organiser des rassemblements pour dénoncer ces faits.

Interdire le flash ball

Je voudrais parler de la violence que constitue l'usage du flash ball. On a mis en place un comité de soutien pour le petit Ayoub, un petit jeune du Doubs âgé de 17 ans qui a perdu un œil à Audincourt. Un drame qui s'est terminé par un non-lieu.

Il y a un an, on a tenté de mettre en place une journée nationale pour l'interdiction du flash-ball, pour cela on a écrit individuellement à toutes les familles concernées. Je ne sais pas si les gens ne veulent pas parler, veulent oublier, pour quelles raisons, mais pratiquement personne ne nous a répondu et le projet de journée n'a pas pu être mené à bien.

Je profite de l'occasion pour lancer un appel aux personnes dans la salle qui sont prêtes à travailler avec nous, qu'elles nous donnent leurs coordonnées car on tient toujours à organiser cette journée.

Hassen est là, peut-être parlera-t-il de son frère, qui est également mon cousin, et qui est mort, tué par la police. Pour ma part, de façon plus générale, et je m'exprime en tant qu'animatrice dans un quartier populaire, il y a des choses que je voudrais dire sur les violences policières :

- *bien des adultes et même parfois des parents disent souvent « Celui-là, s'il a eu à faire à la police, ce n'est pas étonnant, c'était à prévoir, il buvait de l'alcool, il « fumait », il avait de mauvaises fréquentations... » Exclure de cette façon une jeune victime du fait qu'il ne correspond pas à ce que l'on voudrait qu'il soit est intolérable.*
- *Il est nécessaire que tous les parents prennent conscience que cela peut arriver à n'importe lequel des gamins, le leur également. Quand Cazeneuve est venu dans le Doubs à l'occasion de la partielle dans la 4^{ème} circonscription, notre cité était quasiment une cité en état de siège, ce qui en dit long sur l'atmosphère. L'ensemble des éducateurs avons alors pris la décision de téléphoner aux parents pour les mettre en garde contre le danger de laisser sortir ce jour-là leur enfant avec le risque de le retrouver dans un cercueil. Ce sont des choses sur lesquelles il faut sensibiliser les parents car dans la situation actuelle, un drame n'est absolument pas à exclure, alors même que la police se doit d'être garante de la sécurité de tous, surtout des plus jeunes. Je ne dis pas cela pour démobiliser mais bien pour que nous ayons une claire conscience de la réalité et de notre responsabilité à bien organiser et encadrer les luttes.*

Pour terminer, je rappellerai, toujours dans le Doubs, à Valentigney, l'affaire Boukrourou, un homme de 41 ans qui a été tué par la police alors qu'il était allé acheter des médicaments à la pharmacie.

Émergence d'autres formes de luttes

On se plaint beaucoup du rapport de force qui nous est défavorable. En ce moment où l'on constate la fragmentation des luttes, où l'on déplore que les collectifs restent trop locaux, il est pourtant un aspect positif qui, sans être nouveau, est très présent, c'est, sur les questions d'urgence et de résistance, le développement de l'autonomie des premiers concernés.

C'est le cas de la résistance aux violences policières avec les collectifs formés généralement autour des comités de familles de victimes. Je pense qu'on pourrait généraliser ce type de collectifs et l'étendre par exemple dans les quartiers aux mamans à qui on interdit d'accompagner les sorties scolaires parce qu'elles portent un foulard.

Prendre acte qu'aujourd'hui au cœur des mobilisations, il y a les premiers ou les premières concerné-e-s, reste à savoir comment développer les mobilisations et les luttes à partir de ce noyau.

Délegitimer la police

Je partage ce que disait Mathieu Rigouste, d'abord refuser le terme de « bavure policière » qui ne représente que la pointe de l'iceberg d'un système de contrôle et d'humiliation dont la violence est extrême et multiforme. Pour un parmi nos frères tués dans les quartiers, combien de violences quotidiennes qui ne sont pas répertoriées, et ce même dans les commissariats, seul lieu à mon sens où devrait être installée la vidéo surveillance.

L'objectif est de délégitimer la police, qui fait toujours partie du problème et jamais de la solution.

La question n'est pas celle de l'amélioration du fonctionnement de la police mais comment faire pour qu'à travers nos revendications soit battue en brèche l'idée que malgré tout on aura toujours besoin d'une police à l'intérieur de laquelle il y a de bons mais aussi de mauvais policiers.

De la lutte contre le racisme à la lutte contre le fascisme

Dans le modèle contre insurrectionnel auquel Mathieu Rigouste fait référence, il opère la comparaison avec ce qui s'est passé à Alger. Lorsqu'on raisonne sur la France, qui est toujours une métropole impérialiste, il y a une différence à mon sens par rapport à Alger. Dans nos casbahs à nous, dans nos quartiers, il n'y a pas seulement des racisés, il y a également toute une population, sur laquelle le pouvoir essaie de s'appuyer et d'en faire le relais de ses formes de domination notamment par l'intermédiaire du racisme. Même si à Alger le pouvoir colonial a pu trouver quelques collabos comme relais du système colonial, cela n'a pas été de même ampleur.

Le racisme comme l'a bien rappelé Saïd Bouamama, ce n'est pas seulement diviser ceux qui devraient être unis, c'est aussi unir ceux qui devraient être divisés.

Plus avant, il faudra bien aborder la question délicate de l'articulation entre lutte contre le racisme et lutte contre le fascisme qui est un système auquel le système dominant fait appel lorsqu'il pense que l'appareil d'Etat, l'appareil de répression policière voire militaire, n'est plus suffisant pour contrôler ce qui se passe dans la société et qu'il faut l'organiser d'une façon policière et corporatiste en opposant une fraction de la société à une autre. En somme favoriser, comme on l'appelait au moment des nazis, le « parti des concierges » pour faire en sorte que dans chaque quartier, il y ait des personnes organisées qui soient le relais de l'Etat. Si on n'en est pas encore là, il faut cependant bien garder cela à l'esprit.

Répression et prison : un moyen de gestion

La question des violences policières et de la répression, c'est également la question des prisonniers, la question de jeunes qui, comme l'a dit l'intervenante, se retrouvent pour des brouilles avec un casier judiciaire. Je suis éducatrice dans les quartiers populaires et je vois bien ce qui se passe dans les politiques sociales. La répression est un moyen de gestion et dès que l'on milite, on nous désigne comme des ennemis intérieurs, on est considérés comme des islamistes, des djihadistes, des terroristes. Aujourd'hui la résistance, la militance sont immédiatement décrédibilisées et assimilées à du terrorisme.

La peur doit changer de camp

Les dominants ont sur nous la dominance de classe, de race, de sexe. C'est beaucoup. Nous, on part d'un niveau très bas, avec un handicap très fort. Nos frères se font tuer dans les quartiers, les fins de mois sont difficiles, on trime dur, ou on se retrouve au chômage. De quoi rendre quiconque fataliste lorsqu'on se heurte à la force du système qui est en face de nous et que l'on sait bien qu'il nous faudra l'affronter.

Notre rôle est de faire disparaître ce fatalisme, de faire prendre conscience que ce système est fragile et qu'en fait, ce sont eux, ceux qui sont en face de nous, qui ont peur de nous parce que nous n'avons rien à perdre alors qu'eux, il leur faut constamment assurer leur domination pour assurer leur profit qui est leur unique but. Pour eux, le principal, c'est l'argent. Et en ce sens, ce sont eux qui ont le plus à perdre !

Nous, nous avons l'habitude de vivre sans trop d'argent, ce n'est pas une valeur pour nous, même si nous devons compter à la fin du mois. Nous avons l'habitude de compter, même nos morts. Et pour valeur, nous avons la solidarité.

Leur peur, leur angoisse, c'est que le rapport de force puisse s'inverser et ce pari que l'on fait sur le long terme.

Sortir du tunnel, on y arrivera si on s'auto-organise : auto-organisation financière, auto-organisation dans les quartiers et dès à présent, sans attendre qu'un autre jeune se fasse tuer ou qu'une femme voilée se fasse arracher son foulard, pour se révolter et descendre dans la rue.

Propositions concrètes

On est en 2015, c'est à dire 10 ans après la révolte des quartiers. Aujourd'hui, la situation est encore pire. Ce serait bien que dans les jours prochains, on sorte un texte et que pour le 27 octobre ou autour de cette date, on organise partout en France, suivant les possibilités et les disponibilités, des manifestations qui pourraient prendre la forme soit d'occupations soit de rassemblements, avec diffusions de textes... En tout cas des actions qui viseraient à occuper l'espace public et à faire connaître nos analyses et nos revendications.

Cela aurait également l'avantage de mettre en mouvement, ou en tout cas d'essayer de le faire, nos enfants, nos frères, nos parents, les femmes, tous ceux et celles qui partagent nos préoccupations et qui sont prêt-e-s à soutenir notre démarche. En quelque sorte, se servir du 27 octobre comme tremplin, sachant qu'aujourd'hui, présenter gentiment des revendications, ne sert à rien, n'aboutit à rien et qu'il faut passer à un autre stade pour peser plus fortement.

La seconde proposition, est en relation avec les prochaines élections régionales. Ce pourrait être l'occasion de relancer la campagne pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah. Je propose que plutôt que de voter blanc, l'on mette dans les urnes l'autocollant de Georges Ibrahim Abdallah, comme certains l'ont déjà fait, mais cette fois-ci pas de façon individuelle mais collective. Si on mène campagne, on peut être des centaines ou des milliers à le faire et cela ne passerait pas inaperçu.

Un parallèle avec la Palestine

Comme il a été dit plusieurs fois, les quartiers populaires sont bien les laboratoires des technologies sécuritaires et les populations de ces quartiers les véritables cobayes. Je ferai un parallèle avec la situation en Palestine, et notamment renvoyer à ce que vit la bande de Gaza qui est devenue le laboratoire sécuritaire de toute une technologie d'armement et le terrain d'expérimentation de toutes les recherches menées par l'Etat sioniste israélien. Ici comme là-bas, sous prétexte de sécurité, c'est de bien de répression populaire dont il s'agit dans chacun des cas.

Conclusions

Saïd Bouamama

Les crimes racistes commis par des « tontons flingueurs » et encore plus par des policiers ne sont pas les résultats de « calamités » imprévisibles ou de « bavures » circonstancielles. Leur fréquence, leur régularité, leur accélération à certaines périodes, le profil des victimes, etc., attestent qu'ils sont le résultat d'un fonctionnement social, d'un système.

De la formation de la police au traitement médiatique des « affaires », des missions confiées à cette police aux discours de l'Etat « couvrant » les policiers, des choix d'armement de la police à ceux de constituer des corps spéciaux comme la BAC, etc., ce sont les rouages d'un système de surveillance des quartiers populaires qui se révèlent et qui ont pour résultat logique la « mort des frères et des sœurs ».

Si nous devons combattre les crimes racistes par « tous les moyens nécessaires » pour paraphraser Malcolm X, nous ne devons pas oublier que le combat est d'abord politique.

Au sujet des crimes racistes et policiers, c'est très clair, on n'est pas à la hauteur de la mobilisation que l'on voudrait. Cela pose donc la question de comment remédier à cet état de choses et aller plus loin.

Je pense que la visibilité d'une mobilisation reste essentielle. Si j'en juge par l'origine géographique des gens qui sont dans la salle, par le nombre de villes ici représentées, sans compter les villes qui n'ont pas de représentants aujourd'hui et qui pourraient se mobiliser, il est peut-être temps de soumettre au débat de demain matin, la proposition que je fais de bloquer une date de mobilisation nationale et d'actions qui pourraient se dérouler dans un bon nombre de villes de France.

Reste à savoir si nous prenons entre nous la décision d'engager des actions radicales à forte visibilité sur la question des crimes policiers. La reprise de la confiance en soi passe d'abord par la visibilité de nos actions. Le FUIQP s'engagera en outre dans toutes les initiatives qui seront prises à l'occasion du dixième anniversaire de la révolte des quartiers populaires de novembre 2005.

D'autre part sur l'analyse que nous a proposée Mathieu (Rigouste) -celle de la compréhension globale, je rappellerai qu'il y a quelques années le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB) parlait de la gestion coloniale des quartiers. Ce concept, en termes de compréhension, est-il pertinent aujourd'hui ? Autrement dit, est-ce que les pratiques et l'imaginaire colonial tels qu'ils s'exerçaient du temps des colonies sont du même type que ceux qui s'exercent aujourd'hui dans les quartiers populaires ? Cette question, je la pose à Mathieu mais elle s'adresse à tous.

Au delà de la compréhension globale du système répressif, il y a, si l'on veut avancer, le besoin de donner un contenu concret à nos luttes, le besoin de traduire tout cela en termes de revendications palpables. Par-ci par-là, se sont exprimées des revendications sur la suppression de la BAC (Brigade Anti-Criminalité) ou le désarmement de la police, n'est-ce pas au travers de ces revendications, qui peuvent paraître utopiques et qui ne sont jamais exprimées de façon collective, qu'on peut mobiliser ? Et cette question, bien entendu, s'adresse à chacun d'entre nous.

Il n'y aura aucun progrès dans la vie des quartiers populaires si nous ne sommes pas en mesure de défendre le droit premier qu'est le droit à la vie. □

Kamel Badaoui

Tous les témoignages que l'on a déjà pu entendre sur les violences policières, les crimes racistes et les crimes sécuritaires, comme ceux que l'on a entendus aujourd'hui se recourent et montrent

la gravité du problème. Dépasser les constats et progresser dans l'analyse de cette situation me paraît une chose fondamentale en tant que militant du FUIQP.

Au cours de cette table ronde, je crois que l'on a eu des contributions très importantes, l'idée notamment que les violences et les crimes ne sont pas des accidents ou des dérapages mais que c'est le système même qui le veut.

Pour le FUIQP, le mouvement ne pourra se construire en dehors de la lutte contre les violences policières. On ne peut revendiquer ou prétendre représenter les jeunes sans se rapprocher des familles et des gens dans les quartiers populaires, si on fait l'impasse sur cette balafre géante qui défigure la société et ses quartiers, je veux parler du racisme, et notamment de l'une de ses manifestations les plus violentes : la violence policière et les crimes racistes.

Dès maintenant, il nous faut réfléchir à des actions à mettre en place. J'invite les participants à ces 5èmes Rencontres à donner leur adresse pour qu'on puisse échanger : on pourrait par exemple décider de la parution d'un journal de protestation qui recenserait tous les actes racistes afin qu'ils soient connus de tous car l'ignorance des faits et l'oubli sont également nos ennemis. De fait, s'ils n'existent plus dans nos mémoires, ils deviennent au niveau de la mémoire collective des non-événements. Mais plus encore, il faut réagir en toute occasion car toute absence de réaction équivaut en fin de compte à une autorisation de tuer encore plus.

Ce n'est pas la première fois d'ailleurs qu'une proposition en ce sens est faite. Les différents comités contre les violences policières travaillent déjà un peu dans cet esprit-là, mais il faudrait qu'on progresse, c'est à dire qu'il faudrait qu'on arrive à protester de façon coordonnée aussi bien à Saint Etienne, Lille, Marseille, Paris ou dans n'importe quelle autre ville de province, protestation au cours de laquelle, nous aurions à avancer nos explications et nos analyses et dépasser ainsi la seule émotion sans lendemain ou même une certaine forme de découragement.

Il me semble donc très important d'avancer vers des propositions concrètes comme certains l'ont demandé et comme l'a déjà esquissé Saïd avec sa proposition d'organiser une journée nationale contre les violences policières et les meurtres racistes.□

Interventions complémentaires

Almany Kanouté

Dans la région parisienne, j'ai contribué à tenter de fédérer toutes les familles de victimes de crimes ou de violences policières, et effectivement on a apporté notre soutien, notre savoir-faire auprès des familles pour les aider et tenter d'établir ensemble un rapport de forces.

Danger récupération

De mon expérience, j'ai le sentiment que si nous n'avons pas réussi à mener à bien cette entreprise comme nous le souhaitions, ce n'est ni par manque de volonté, ni par manque d'organisation, c'est parce qu'on s'est trouvé face à des associations qui ont malheureusement trouvé malin de faire de la séduction auprès des autorités gouvernementales pour accéder à l'Elysée sur le dos des familles, n'hésitant pas à se faire les agents de projets élaborés par des associations comme SOS Racisme, qui, en dehors des faits fortement médiatisés font bien peu de cas des violences policières

Décider et agir par nous-mêmes

Si je continue à encourager toutes les familles avec lesquelles je suis en contact afin qu'elles ne perdent pas espoir, l'essentiel reste pourtant à faire, c'est à dire se rassembler une fois pour toutes et agir comme on a envie de le faire. Plutôt que demander l'autorisation, il est temps de se mobiliser dans des lieux que nous-mêmes choisis et non pas se soumettre au bon vouloir de la préfecture qui choisit notre parcours, les rues dans lesquelles on peut manifester ou non quand on tue un des nôtres.

Transmettre et s'unir, une nécessité

Il n'y a aucune logique à ce que les habitants des quartiers populaires, qui sont les premières victimes, obéissent à une institution qui nous tue aujourd'hui. La seule solution n'est-elle pas d'entrer dans une logique de désobéissance civique. Etre là simplement où ils ne nous attendent pas et tant que l'on n'aura pas intégré cette exigence, tant que l'on aura pas fait l'effort de transmettre - à titre personnel, j'ai eu l'occasion de rencontrer le MIB et d'être au contact de militants confirmés-, il sera difficile de s'inscrire dans une histoire continue des luttes, de prendre conscience que nos anciens se sont battus et que l'on ne peut rien obtenir en dehors des luttes.

Ce qui nous arrive aujourd'hui, ce n'est pas parce que nos anciens ne se sont pas organisés ou battus – il y a eu à chaque période des associations, des acteurs qui se sont engagés, des coordinateurs de luttes, mais nous, aujourd'hui, on se trouve dans la situation de devoir réparer ce qui a été cassé. Les dynamiques ont existé, qui existent encore aujourd'hui, mais on continue bien souvent à se « tirer dans les pattes », à privilégier les désaccords plutôt que la nécessité de s'unir. Même si on n'est pas forcément d'accord sur un mode opératoire, il nous faut, plutôt que de ne rien faire, impérativement trouver quand même le moyen d'interpeller les autorités.

Si tous ensemble nous arrivons à réclamer le désarmement de la police, on peut se faire entendre à défaut d'être entendus ou du moins faire en sorte que le problème soit déjà posé. C'est préférable que d'aller voir les « moins méchants », ceux qui se disent proches de nous qui, s'ils font l'effort de nous écouter, nous mènent cependant sur des voies de garage.

Des émotions à sens unique ... !

A nous d'exercer et de maintenir la pression partout, et pas seulement dans la région parisienne.

Les médias français sont les premiers à s'intéresser et même à s'émouvoir sur les meurtres commis aux Etats-Unis par la police, à montrer du doigt cette institution, alors même qu'ils sont d'une discrétion absolue sur ce qui se passe ici même... En 2015, en France, on tue des jeunes et on continue à donner des leçons de morale au monde et à réduire tout débat à l'alternative « Je suis Charlie » ou « Je ne suis pas Charlie ».

En tout cas, il nous faut privilégier l'action pour cristalliser toutes les énergies, les bonnes volontés et tenir tête. Et pourquoi pas un jour débarquer tous ensemble... à l'Elysée !

Dernière chose, il nous faut absolument nous poser la question de comment faire pour que la population s'exprime, prenne la parole. Dans le cas des meurtres racistes, recueillir les témoignages, et s'opposer à la version de la police ou de la préfecture et même de l'AFP qui souvent reprend la version officielle. On ne peut se contenter de ces infos-là et il nous faut développer des alternatives pour lutter contre ce sentiment dévastateur : qu'on ne pourrait rien faire sans eux. □

Mathieu Rigouste

A la question de Saïd (Bouamama), je vais tenter de répondre en établissant un lien entre gestion des quartiers et gestion coloniale de la planète.

On n'arrivera pas à la racine des problèmes si l'on se refuse à voir que nous sommes dans une société impérialiste qui a le besoin impératif de constituer des formes de ségrégation à l'intérieur ; en ce sens, il est aberrant que Valls ait pu parler, comme il l'a fait, de ghettoïsation., comme si elle était tombée du ciel, comme si elle n'était pas le pur produit d'une politique des classes dirigeantes, de gauche comme de droite.

Socio-apartheid et colonies intérieures

Toutes les grandes puissances impérialistes, et leurs sous-traitants également, organisent des formes de ségrégation qu'on pourrait appeler « socio-apartheid ». Les Black Panthers ne s'embarrassaient pas de nuances et parlaient directement de « colonies intérieures ». Bien entendu le degré de violence de l'Etat impérialiste dans les guerres coloniales n'est pas le même que dans les quartiers populaires.

On ne prétend pas que dans les quartiers, on assiste à un remake de la bataille d'Alger. Par contre, on ne peut pas ne pas relever que la forme que prend la contre-insurrection est quelque chose d'extrêmement violent, féroce, qui opprime, qui humilie et qui tue. Peut-être pas avec la même intensité mais suivant un même schéma et qui participe à la reproduction d'un phénomène qu'on pourrait qualifier d'endocolonial.

A l'université, il y a un débat autour de ces questions et de cette problématique de « colonies intérieures ». En particulier, reproche est fait de comparer des situations qui ne connaissent pas la même intensité répressive. Pour nous il est inutile d'entrer dans ces débats qui ne font guère avancer. On se contentera d'indiquer qu'il existe bien des circulations de violence et que ce constat est incontestable.

En tout état de cause, « colonies intérieures » reste néanmoins pour nous le terme le mieux approprié pour nous comprendre.

Les luttes, condition de l'émancipation

C'est à la faveur des luttes qu'on se radicalise, qu'on s'autonomise, qu'on apprend à s'émanciper et cela ne peut se faire que dans l'action collective. Au delà de toute grande théorie, ce sont les dominés, les opprimés qui à l'occasion de leurs luttes peuvent créer leur stratégie de libération et d'émancipation.

Concrètement, nous sommes un certain nombre à penser que pour se défendre face à cette société et tenter d'obtenir un changement de rapport de forces permettant petit à petit de s'autonomiser, il est absolument vital de soutenir toutes les actions d'auto-organisation dans les quartiers.

Cela va sans dire que pour obtenir un tel but, il faudra s'associer pour lutter et obtenir par exemple le désarmement de la police, s'associer pour être présents dans les tribunaux au moment des procès, dans la rue, les manifestations, à tous les niveaux ... mais cette mobilisation ne peut être dissociée d'une étude sérieuse des causes profondes qui produisent la misère, l'exploitation, la répression, les guerres coloniales ... En un mot, d'une analyse radicale de tous les rapports de domination et de toutes les structures qui fondent ce système.

Changer les rapports sociaux, les rapports économiques, politiques, est indispensable et ne peut se faire que dans les luttes et ce chemin doit être tracé tous ensemble avec le concours de tous en dehors de tout chemin pré-établi. □

Troisième Table ronde

Sexisme / Racisme

أعوذ بالله السميع العليم من الشيطان الرجيم
بسم الله الرحمن الرحيم
ربّ أشرح لي صدري و يسر لي أمري و أحل عقدة من لساني يفقهوا قولي

« Mon Édicateur, dilate ma poitrine, facilite ma propre décision et dénoue un nœud de ma langue pour qu'on pénètre mon propos [et/ou] afin qu'elles-ils discernent mon propos. » Coran Sourate 20, versets 25 à 28.

Sonia Moussaoui,

militante politique décoloniale

Hommage :

Cet écrit est un hommage aux femmes qui m'ont sauvée de l'aliénation, du meurtre et du suicide. Un hommage à celles oubliées, niées et inexistantes de l'Histoire. Ce qui aurait pu être mon cas si je n'avais osé prendre ce micro pour crier ma colère. A celles qui m'ont transmis la force de ne pas oublier ma classe et ma race. A celles qui m'ont trouvée belle, intelligente et courageuse. A celles qui font battre mon cœur et l'irriguent du souffle de l'espoir. A l'instar de Karima, Shyaka et Meriem à qui je remets, ici même, le prix d'honneur de grandes révolutionnaires de notre époque. Merci pour votre exemplarité, vos forces et vos combats.

De toute évidence je n'aurais jamais pu vous rencontrer/connaître/fréquenter ni même entendre parler de vous tant les conséquences du racisme et de l'impérialisme auraient pu vous/nous tuer dans l'anonymat le plus abject et passer sous silence et jeter aux oubliettes l'impardonnable souffrance de nos parents, sœurs, frères et ami-es. A l'instar de milliers et de milliers de femmes particulièrement les racisées. Mais vous avez choisi la Vie, l'amour tout en participant à la transmission, à l'instar de nos ascendantes de nos peuples dont nous sommes indélébilement les héritières, du sens du combat et la fierté de nos héritages. Alors permettez-moi de vous honorer dans cette table ronde comme autant de symboles de nos Re-connaissances et de nos célébrations mutuelles.

Eh oui Shyaka je n'oublierai jamais cette parole que tu as prononcée un jour, souviens-toi, lorsque dans la même semaine l'institution du nom « protection de l'enfance » qui n'a de protection de l'enfance que le nom, t'a interdit par deux fois consécutives la visite de ta petite fille. Alors

que j'étais effondrée, tu m'as fixée et dit : « Sonia, si le système a décidé de me détruire, moi j'ai choisi de ne pas participer à mon auto-destruction ». Alors oui, célébrons-nous à l'intérieur de cette maxime tout en nous excitant de ces célébrations. Continuons à nous Re-créer, Re-définir tout en inventant un système social dépatriarcal/décolonial/déracialisant/désimpérial/démilitarisant/désoccidentalocentrique.

Alors avec fierté, colère et profonde tristesse je demande à ce que l'on célèbre collectivement une minute de silence pour toutes les femmes tuées et/ou violées par les bombes, les troupes, les groupuscules de l'impérialisme. Je voudrais ici porter collectivement une minute de silence pour Wafa, Naïma, Sabrina, Nessrine, Rajia, Khadija, Bassma, Houria mes sœurs, mes amies algériennes tuées par l'impérialisme des années 90.

Qu'elles me pardonnent du plus profond de mes tripes de ne pas les avoir célébrées publiquement jusqu'à ce jour. Qu'elles sachent que mon cœur ne peut ni les oublier ni cesser de pleurer leur absence tragique. Qu'elles sachent que leur sang rebelle et maquisard n'est que souillure éternelle dans le cœur des assassins. Qu'elles sachent que leur sang rebelle et maquisard coulé à terre est célébré par chacun de mes pas foulés, humectant mon cœur de leur présence au présent de l'instant. Qu'elles reçoivent ici ma parole que leur histoire sera tracée, criée, hurlée, chantée et célébrée. Qu'Allah m'accorde le temps de le faire avant d'emporter mon souffle, amin. Et quand bien même mon souffle éteint, sachez que chacun de mes pas foulés est semence de graines immanquablement insolentes. Des graines qui s'enracinent dans les tréfonds de la Terre. Des graines

aux feuillages persistants, piquants, pulvérisant les cœurs. Des graines dont les gènes ne sont pas

modifiables. Indéniablement, récitants nos mémoires, nos histoires de luttes et de fiertés.

De la nécessité de se déconnecter de l'aliénation sexiste pour construire notre organisation militante décoloniale.

« Le succès ou l'échec d'une révolution peut toujours se mesurer au degré selon lequel le statut de la femme s'en est trouvé rapidement modifié dans une direction progressive. »

Angela Davis

Je suis désolée que deux de nos participantes n'aient pas pu venir et qu'elles soient toutes deux remplacées par des hommes. Déjà que nous ne sommes pas nombreuses à intervenir, mais alors deux femmes en moins ne nous aide pas à rendre visibles non seulement nos pensées mais nos implications politiques et militantes dans toutes les questions sociales, économiques, géopolitiques, environnementales et scientifiques. Mais je suis heureuse, ce qui ne veut pas dire satisfaite, qu'enfin la question du sexisme articulée au racisme intègre notre programme politique.

Mais vous pensez bien qu'une intervention de 15 minutes ne peut que soulever l'existence d'un fléau complexe sans pour autant en décrypter ses mécanismes et ses conséquences dramatiques et criminelles que subissent les femmes racisées et de façon plus générale les personnes assignées au sexe féminin. Et encore moins faire des propositions en termes d'expériences sociales qui ont abouti à de véritables projets d'émancipation tant pour les femmes que pour les hommes. Par ailleurs, j'ai pendant un moment hésité à intervenir pour deux raisons¹ : premièrement, comment en présence de blancs-blanches parler de sexisme aussi librement que les femmes blanches sachant que les hommes racisés sont non seulement diabolisés, taxés de misogynies par essence et tués dans une indifférence institutionnelle et sociale éhontée ? Et, comment, dans ce même contexte, parler de sexisme articulé au racisme sans que les hommes racisés se sentent excusés et innocentés de leurs violences ?

Cela est loin d'être évident. D'où me semble-t-il l'importance pour nous de travailler cette question dans un entre soi entre racisées-racisés dans un premier

temps² Car comme le dit si bien Annie Ernaux³ écrire est une conscience de soi dans le texte. Il est question de nommer la place que j'occupe en tant que narratrice : de quel côté je suis finalement, celui des dominées-dominés ou celui des dominantes-dominants.

La seconde raison qui m'a fait hésiter est mon implication active dans l'organisation de cette 5ème rencontre nationale. J'ai organisé nombre d'événements militants particulièrement en soutien à la résistance palestinienne

² L'entre-soi auquel je fais référence ici est double. En premier lieu, il consiste pour nous les racisées (femmes, hétéros, gouines, trans...) de classe pauvre à créer des espaces de paroles politiques pour sortir de l'isolement matériel/économico/social par le travail à la fois rigoureux et discursif consistant à nommer les multiples mécanismes de ce qui fait oppression en Nous. Condition qui nous condamne à des dépendances non consenties, et donc violentes à l'égard des hommes et/ou des femmes blanches.

L'objectif de ces espaces est non seulement de penser mais aussi de créer des systèmes de solidarités politiques répondant à l'impératif de nos autonomisations. Un préalable fondamental pour sortir de nos conditions de sujétion et s'affranchir des dépendances qui nous dominent et donc nous oppriment et infériorisent.

En second lieu, ce qui représente une tâche difficile et même un fardeau pour nous, mais qui reste une question que nous ne pouvons négliger si nous voulons construire une organisation politique militante écrasante déracialisante, décoloniale et désimpériale c'est de travailler l'oppression sexiste avec les hommes de nos peuples. Il ne s'agit pas de leur demander l'autorisation mais de les mettre au pied de leurs responsabilités à savoir changer là où nous décidons que les changements doivent s'opérer. Sans quoi ils auront à faire à notre colère non soupçonnée à la fois immuable et inébranlable.

³ Annie Ernaux, Je ne voulais pas trahir. Article dans la revue Politis, 10 novembre 2010

¹ Au passage, je tiens à remercier infiniment les encouragements acharnés et enragés de ma camarade et alliée politique mO de ne laisser ni ma place à une autre personne ni d'abandonner.

mais aussi grand c'est mon premier. Et je peux vous dire qu'en tant que femme racisée, pauvre⁴, indépendante économiquement pour mon autonomie politique et radicalement anticapitaliste, décoloniale et dépatricale dans ma façon de penser, de m'habiller, de respirer, de boire, de prier bref tout mon soi politique du réveil au coucher, exigeait de moi sans cesse d'inventer des modes d'organisation et de négociation alternativement irrévocables qui m'ont davantage isolée et précarisée tant socialement qu'économiquement et ce, même de la part des personnes de ma race -pour la plupart des hommes- et de ceux/ celles de classe supérieure à la mienne.

Normal ! Ce que je propose est une remise en question radicale des privilèges sexistes et classistes. Et celles ceux que je défends sont les gens de ma classe et de ma race : les dominées-dominés, les laissées-laissés pour compte, les pauvres. Bref, les gens qui composent mon quotidien et avec lesquelles-lesquels je me construis, redéfinis et rêve. Car nous ne sommes pas nées-nés pour survivre comme le dit Audre Lorde⁵. Mais pour Vivre ! Alors c'est ce que j'ai choisi de faire, vivre tout en résistant avec endurance. J'ai compris cela alors que j'étais ado. Après une seconde tentative de suicide qui aurait dû sans conteste me tuer tant ce que j'avais pris aurait pu tuer un éléphant, j'ai compris que ce n'était pas mon heure et qu'il me serait impardonnable d'annihiler le cœur de mes parents.

Et aujourd'hui je me suis juré de ne plus laisser l'impérialisme m'aveugler sur les véritables raisons de ma «désuhumanisation» et de ma «désappréciation» comme je ne laisserai plus l'impérialisme m'enlever la fierté d'être une Africaine.

Oui, parce que ce sont bien les conséquences psychologiques de l'impérialisme qui m'ont amenée à tenter de me suicider lorsque je vivais en Algérie, une mort qui serait passée inaperçue comme celle de milliers de gens qui ont connu une mort à caractère criminel qui reste indifférente à la quasi majorité des sujets blancs. Sans faire un retour lointain dans l'histoire colonialo-

⁴ Être pauvre n'est pas un choix existentiel mais un choix politique consistant au refus de vendre sa force physique et/ou intellectuelle pour maintenir et développer un système impérialiste assassin. En revanche, cette pauvreté économique-matérielle, qui a aussi ses conséquences sociales, est une force créatrice d'autres systèmes de solidarité socio-économiques. Elle est celle qui permet, lorsqu'elle est politisée, de ne pas se faire prendre dans le filet du « repli communautariste » conséquence des inégalités sociales. Mais bien au contraire, je dirai qu'elle favorise la rencontres avec les marges et les marginalisé-es de différentes identités politiques et permet donc le développement d'une conscience de classe qui est au croisement d'une multiplicité de formes d'oppressions.

⁵ Audre Lorde, Dans un film retraçant son engagement des années 1984 à 1992. The Berlin years 1984 to 1992

impérialiste, à l'instar de la mobilisation européenne contre la répression qu'ont subi les Grecs-Grecques en 2008 y a-t-il eu des mobilisations européennes contre les guerres impérialistes qui ont tué des millions d'êtres humains en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Libye, en Somalie, en Centre-Afrique, au Rwanda etc. sans oublier la colonisation sioniste la plus honteuse et barbare de la PALESTINE dont nous sommes TEMOINS ? NON.

Est-ce une inconscience de leur déshumanisation ? Ne sommes-nous pas responsables de nos inconsciences lorsque des millions et des millions de gens hurlent leurs souffrances et colères ?

Pourquoi brandir avec une telle fierté arrogante le fait d'appartenir à la race des Lumières qui ont « apporté la clairvoyance de la Raison » alors qu'une large partie écrasante des blancs-blanches ignorent leur propre humanité/humilité ? Ignorent que l'introspection est ce double mouvement interne/externe consistant à interroger ses actes et paroles à l'aune des réalités patentes, à régler ses comptes avec sa conscience révélatrice de nos inconsciences et qui au bout du compte n'est que force créatrice de notre processus d'HUMANISATION ?

En résumé :

Ma lutte dépatricale ne peut donc se passer de la lutte décoloniale/ désimpériale/ désoccidentalocentrique/ démilitarisante.

Elle est complètement intriquée, prise dans le lacs de boyaux gangrenés par une multitude d'espèces de choléras.

« Dire que les personnes racisées sont obsédées par la race, c'est comme dire à quelqu'un qu'il est obsédé par la nage pendant qu'il est en train de se noyer » Hari Kondabolu

Je vais commencer mon propos par une petite introduction théorique très condensée, voire même maladroite car les mécanismes des dominations sont très complexes et pernicieux. J'ai rédigé ce témoignage durant les courts moments dont je disposais après avoir terminé toute l'organisation logistique de cette rencontre.

J'interviens en tant que militante politique. Et, c'est à partir de mon activité militante que j'ai développé les connaissances et les intelligences que je vais partager avec vous. Lorsque je dis que j'interviens en tant que militante politique cela ne signifie pas que mon propos ne relève pas de raisonnements intellectualisés, bien au contraire. Mais force est de constater que chaque fois qu'on présente des intervenants-es, on les identifie soit comme des intellectuel-les soit comme des témoins-es. Moi-même j'ai souvent utilisé cette distinction.

Quelle importance pour la lutte déracialisante, décoloniale, désoccidentalo-centrique et désimpériale de prendre en considération et ce de manière primordiale, sérieuse et majestueuse la lutte dépatricale ?

Lorsque je parle de lutte déracialisante, décoloniale, désoccidentalo-centrique et désimpériale, je parle ici du travail de transformation de nos perceptions du monde et de nous dans ce monde. C'est-à-dire que le travail déracialisant, décolonial, désimpérial et dépatricale ne consisterait plus uniquement à décrire, révéler et dénoncer les mécanismes de discrimination et les distorsions du système capitaliste mais ce travail proposerait des perspectives en termes d'expériences sociales abouties, ou en cours d'aboutissement ou en état d'élaboration.

Boaventura de Sousa Santos⁶ nous dit que ce travail consiste à « construire et défendre des identités et des épistémologies fortes avec des métarécits solides, ce qui est nécessaire dans le processus de reconstruction et de décolonisation ». En somme, ce travail de décolonisation des esprits a pour principe sine qua non de se dédominer de la rationalité du Nord, c'est-à-dire occidentalo-centrique, qui a eu / et qui a encore une influence énorme sur toutes nos manières de penser, sur nos sciences et nos conceptions de la vie et du monde.

Il m'a fallu quelques années pour prendre conscience de cette domination mentale. Il m'a fallu venir vivre ici en France et vivre l'expérience sociale d'une sous-humaine

⁶ Lire le texte de Ramon Grosfoguel, Un dialogue décolonial sur les savoirs critiques entre Frantz Fanon et Boaventura de Sousa Santos. Disponible sur <http://www.arquitecturadelastransferencias.net/imagenes/p-grosfogel/Grosfoguel-on-Fanon-and-Santos.pdf>

Mais voilà, je me dédomine avec jubilation de certaines lexicopathologies dominantes et méprisantes.

Et, implicitement, cela revient à dire que le propos de l'intervenant-e identifié-e comme intellectuel-le a plus de valeur que celui de l'intervenant-e identifié-e comme témoinnant-e. Et ajouter également au passage que ce sont davantage les interventions des femmes qui sont présentées comme relevant d'un témoignage (sic).

Alors ce que j'aimerais faire ici c'est Re-valoriser le témoignage des femmes comme autant d'intelligences, de connaissances, de savoir-faire, de forces que la majorité des hommes -qu'ils soient blancs ou racisés-, et nombre de féministes blanches a fortiori académiques minimisent, invisibilisent, nient ou pire encore méprisent.

ou appartenant à la zone de non être comme le dit Frantz Fanon⁷ pour intégrer dans mon dictionnaire le mot racisme. Et je vous jure qu'avant 1993 je ne connaissais même pas ce mot, la seule oppression que connaissait ma chair étant celle de la domination masculine que je nomme aujourd'hui sexisme ou patriarcat. Et cette domination sexiste a pour base des justifications idéologiques et des ressources matériel-économico-sociales favorisant les hommes au détriment des femmes. C'est ce que l'on pourrait nommer des privilèges sexistes.

Si le racisme, selon Fanon, repose sur une hiérarchie de supériorité et d'infériorité située sur la ligne séparant l'humain du non humain, le sexisme également repose sur une hiérarchie de supériorité et d'infériorité sur le critère de sexe pour les blanches et les racisées et sur la ligne de l'humain et non humain pour les racisées. Autrement dit, pour les sujets racisés c'est-à-dire nous Africaines, musulmanes, Indiennes... en tant qu'assignées au sexe féminin et à la race inférieure, nous subissons une double, triple oppression ou comme le dit Saïd Bouamama⁸ nous subissons des discriminations multifactorielles c'est-à-dire sexisme/racisme/classisme... les femmes racisées pauvres étant celles qui subissent

⁷ Frantz Fanon, in *Peau noire et masques blancs*, 1952. Lire aussi, *Les damnés de la terre*, 1961

⁸ *Les discriminations multifactorielles, genre/« race »/classe. Repères pour comprendre et agir*, Saïd Bouamama, Jessy Cormont et Yvon Fotia, Paris, Acsé, juin 2010. .

au plus haut niveau et ce dans toutes les zones d'existence de leur vie les discriminations multifactorielles tant dans la zone d'être (avec les hommes blancs) que dans la zone de non être (avec les hommes de leur race sociale).

Pour donner une définition du sexisme, je prends toujours pour parallèle le racisme parce que **le sexisme est un racisme** dès lors que l'idéologie se base sur des critères biologiques et/ou mentaux et/ou culturels pour inférioriser et discriminer les personnes assignées au sexe féminin.

Concernant le racisme, Ramon Grosfoguel nous dit, dans la zone de l'être (celle des blanc-hes) les sujets étant racialisés en tant que sujets supérieurs, ils ne vivent pas l'oppression raciste mais le privilège raciste. Et dans la zone de non être, les sujets racialisés en tant que sujets inférieurs, c'est-à-dire nous, nous vivons l'oppression raciste et non le privilège raciste. Concernant le sexisme, dans la zone de l'être les blanches (qu'elles soient hétéro, lesbiennes, gouines ou trans) étant racialisées en tant que sujets supérieurs vivent l'oppression sexiste et le privilège raciste. Dans la zone de non être les personnes racialisées en tant que sujets inférieurs (que nous soyons hétéro, lesbiennes, gouines ou trans) vivons et l'oppression raciste et l'oppression sexiste.

Dans ces conditions le sexisme que nous vivons, nous les racialisées, prend des formes diverses en termes d'oppressions que ne subissent pas les blanches. Cette clarification théorique permet de comprendre pourquoi la lutte des femmes racisées ne peut être similaire à la lutte des femmes blanches. Plus que ça. Non seulement elle

ne peut être similaire mais très souvent elle est en profond désaccord à la fois théorique, méthodologique et pratico-pratique. Je prendrais un exemple parmi de nombreux autres. J'ai souvent entendu des femmes blanches dire, du reste à juste titre, que la maîtrise de leur fécondité est l'une des voies d'émancipation contre l'oppression patriarcale. Ce qui est source de désaccord profond entre elles et nous, ce n'est pas tant l'idée en elle-même que sa prétention à son universalisme. Vouloir l'imposer à toutes les femmes, et ce dans le monde entier, c'est nier, pour ne citer que cet exemple, les stratégies anticoloniales des femmes qui choisissent sciemment d'avoir des enfants dans des contextes de colonisation. Pour les femmes palestiniennes, avoir des enfants, est un acte de résistance pour perpétuer leur identité et leur histoire. Et il n'y a pas même besoin d'aller dans les pays impérialisés pour le comprendre. Prenons le cas des femmes pauvres, isolées et précarisées socialement et économiquement, ici en France, pour qui est souvent « criminalisé » le fait d'avoir des enfants pour obtenir des allocs ou autres droits sociaux.

Vouloir universaliser cette forme d'émancipation est un leurre et une hypocrisie classiste et raciste. Une hypocrisie classiste car seules les femmes des classes moyennes ou riches peuvent avoir la possibilité de choisir si elles veulent ou non des enfants. D'autant que si elles choisissent d'en avoir, elles ont les moyens de subvenir à leurs besoins tout en maintenant un certain nombre de leurs activités. Ce qui est différent des femmes pauvres, a fortiori, les racisées, de par l'oppression raciste.

« Face au sexisme pas un seul pas en arrière. »

Débat

Sexisme / Racisme

Entre soi, entre femmes racisées

Une proposition qui ne fera peut-être pas l'unanimité, mais il me semble qu'il faudrait déjà prévoir des moments de débats entre soi, entre femmes racisées.

Audre Lorde, une féministe états-unienne, écrivaine et poétesse, invitée en Allemagne pour une conférence, a demandé à un moment aux Blanches de sortir. Les Noires allemandes, un peu stupéfaites, ont dit qu'elles n'avaient jamais vu ça de leur vie, mais ont reconnu qu'Audre Lorde leur avait fait comprendre qu'il y a des choses que l'on ne peut pas dire lorsqu'il y a des Blanches. Elles ont pris conscience qu'il existait une sorte de colonisation de l'esprit.

Que des femmes noires se rencontrent entre elles, discutent, mangent entre elles, que l'on crée des espaces d'entre soi de femmes racisées, cela va commencer entre nous, et cela doit commencer entre nous. Et bien entendu, cela doit passer par des moments de convivialité, car la vie ce n'est pas uniquement lire, réfléchir, travailler, la vie c'est aussi de la douceur, de l'amour, de la reconnaissance.

Construire nos valeurs, définir nos identités passe par ces temps-là de convivialité et d'entre soi entre femmes racisées. Pour nous qui ne vivons pas qu'une seule discrimination, -on vit le racisme, le sexisme, le clanisme-, cela sera sans doute long, néanmoins j'y crois car, déjà en moi, je vois des émancipations et des conscientisations.

Des espaces non-mixtes ?

Il faudrait que tu pousses ton raisonnement à son terme et que tu en tires des conclusions, autrement dit, de façon plus directe : est-ce que au sein même du FUIQP, il faut que l'on prévienne des espaces non-mixtes pour les femmes racisées ?

Ces espaces, une nécessité

Pour avoir expérimenté des espaces de mixité choisie et des espaces non-mixtes, aujourd'hui en 2015, cela devient une nécessité de créer ces espaces-là. Il est vrai que cela gêne certaines personnes, mais je pense qu'au sein du FUIQP, il est nécessaire de prévoir ces espaces. Il y a des choses que, comme femme, tu ne peux pas dire devant certaines personnes, que tu ne peux pas dire devant des femmes. Des choses que tu ne peux pas dire devant des Blanches, que tu ne peux pas dire devant tes frères, alors la question reste: tu les dis quand, finalement, ces choses ? Ces espaces sont nécessaires. Ils sont à créer, à expérimenter. Pour les avoir expérimentés, je pense qu'on avance parce qu'on arrive à poser des problèmes que d'autres ne verront pas. C'est en soi suffisant.

Ces espaces existent

Le FUIQP de Saint Etienne est déjà dans mode de non-mixité. La place que l'on donne aux hommes est réfléchi. On a décidé entre nous, meufs de tous genres, de la place que l'on avait envie de leur donner, de ce que l'on a envie de négocier ou de non négocier avec eux. Ici, on est une organisation presque exclusivement de meufs.

La non-mixité, on la vit déjà, on l'a mise en pratique, on l'expérimente, en tout cas, on n'a pas demandé et on ne demande pas l'aval. Sans pour autant oublier que celles et ceux qui sont dans la mixité, ce sont aussi nos camarades.

Interrogation

Je voudrais savoir à propos des espaces de non-mixité quelles sont les choses que vous ne pouvez pas partager avec les femmes non-racisées comme vous dites. Je ne comprends pas.

En désaccord

Je suis d'un collectif de Grenoble, moi ça me pose problème de dire je vais créer un espace entre racisées parce que je suis racisée.

J'imagine que les Blanches qui se réuniraient et qui me diraient « Toi, la racisée, tu ne fais pas partie de notre groupe. On va se dire des trucs qu'on ne veut pas que tu écoutes » Je me demande comment je le prendrais, en tout cas ça me ferait mal.

Cela dit, on a des tas d'occasions de rester entre nous Arabes musulmanes. On nous fait des tas de reproches, il y a suffisamment de clichés comme cela. Devant les écoles, il n'y aurait paraît-il que les femmes voilées qui resteraient tout le temps ensemble ...

Pour ma part, j'ai créé un jeu sur la place de la femme dans la société, il s'appelle Psyché et son objectif, c'est de faire se rencontrer et de mettre ensemble des femmes d'horizons socio-professionnels, culturels et culturels très hétérogènes. Pour vous dire que cela me choque que dans un mouvement à vocation nationale, on puisse d'emblée créer un espace qui a quelque chose de discriminant et en tout cas de pas fédérateur.

Une femme chercheuse à la fac, lorsqu'elle est dans la galère, son mec ne l'aide pas plus qu'une Arabe également dans la galère n'est aidée par son mec dans son quartier. On a des choses à partager entre femmes racisées ou non.

Racisé-e : résultat d'un processus

Sonia a beaucoup utilisé un terme, celui de « racisé-e ». C'est un terme qui pose problème à certains. Et même si c'est un terme assez moche, c'est néanmoins un mot qui démontre un processus. Socialement parlant, tout le monde vient de quelque part. Racisé-e, cela veut dire qu'à certaines personnes, on va toujours accoler une race, on va toujours les traiter de manière particulière, de manière « exceptionnelle » (au sens de traitement d'exception) comme personnes venant d'ailleurs, ayant des origines, à qui on demande toujours d'où elles viennent, ce que l'on ne demande jamais aux personnes blanches.

Le mot « racisé-e » est important, c'est pas pour renouer avec des théories racialistes délirantes d'un autre âge-« à la one again »-, c'est pour dire qu'actuellement, il y a un marqueur social au cœur même de la race.

En fait, on crée une altérité avec des euphémismes à la française comme par exemple « les gens issus de la diversité ». S'il y a diversité, c'est bien qu'il y a plusieurs couleurs, mais en fait le Blanc n'est jamais considéré comme étant dans cette diversité : il est une sorte de référent neutre, qui se permet de dire il y a « les issus de » la diversité, des quartiers populaires, de l'immigration et il y a des « immigrés » de la 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} génération comme s'il s'agissait de quelque chose de génétique qui se transmettait.

Plaidoyer pour des moments choisis

Etre choqué par les espaces non-mixtes entre racisé-e-s, soit, mais c'est oublier qu'il faut compter avec les rapports sociaux de domination, qu'il n'y a pas égalité entre les individus. Peut-être dans le monde de Oui-Oui, nous serons toutes égales, mais pour l'instant, ce n'est pas le cas !

Actuellement, on est dans un système raciste dans lequel les personnes blanches sont en haut de l'échelle et les personnes non-blanches en bas. Quand les personnes blanches ne veulent pas de nous, effectivement, c'est du racisme. Nous, nous voulons seulement nous organiser dans des moments choisis, on ne parle pas de séparatisme, cela s'appelle de la lutte, de l'auto-organisation, l'émancipation des opprimées, pour elles-mêmes et par elles-mêmes.

J'insiste, on parle de moments choisis au cours desquels on affûte nos armes, nos argumentaires, nos outils de lutte pour affronter au mieux le monde mixte.

Quand on parle de lutte de libération nationale, ce n'est bien entendu pas le colon qui les mène ces luttes-là ! On ne va pas les mener avec les colons ... On a des intérêts de classe qui sont divergents : en cela, il serait bien que demain les personnes non directement concernées comprennent qu'il serait bon qu'elles se mettent un peu en retrait.

Mixité ou non-mixité, une question d'opportunité

Je crois qu'effectivement il y a des moments où l'on a besoin d'être entre nous. Cela se fait, je pense aux femmes africaines qui se regroupent en tontines parce qu'elles n'ont pas accès au crédit.

Je pense qu'on peut difficilement discuter comme cela devant tout le monde de choses qui relèvent profondément du culturel, ainsi en est-il, par exemple du problème de l'excision et vouloir organiser comme je l'ai vu faire par une association, un café-débat le 8 mars pour la Journée de la femme sur ce sujet, ne peut être que non pertinent et contre-productif. Et qu'on ne s'étonne pas qu'il n'y ait eu que trois Africaines dans la salle. Quand pourra-t-on comprendre que ce n'est pas le lieu pour aborder cette question et en parler devant tout le monde !

Au contraire si on aborde ce sujet dans le cadre d'une tontine, on est toutes là, on a nos codes, on rigole, on discute et on échange librement.

Je résumerais : oui, pour la mixité à fond lorsqu'on a des problèmes sociaux communs et par moment oui à de petites niches pour évoquer des problèmes qui ne peuvent pas être compris par l'ensemble du groupe mixte.

L'excision, on ne peut en parler qu'entre soi

Pour aller dans le même sens, tant qu'on n'a pas subi ce que nous, femmes africaines excisées on a subi, toute femme quelle qu'elle soit ne comprendra jamais pourquoi on n'a pas envie de parler de ça, on n'a pas envie de l'étaler sur la place publique. Lorsqu'on nous dit qu'au contraire on peut réparer ce qu'on a subi en en parlant, je répondrais que moi je n'ai pas envie de subir une deuxième fois une mutilation.

Parfois, pour parler de ça, on a honte. Depuis 2000, j'ai essayé de sauter le pas et d'en parler. Tu ne peux pas parler de quelque chose de ton intimité devant ton fils ou un membre masculin de la famille. Pourtant, ils savent les garçons ! D'ailleurs tout le monde sait, mais nous ne pouvons chercher de solution qu'entre femmes.

Textes sacrés : relire au féminin

Je suis à fond pour dire que quand on n'a pas les mêmes problèmes que les autres, on doit se regrouper pour déterminer quelles sont nos priorités et définir nos moyens de lutte.

Je comprends que cela puisse être violent pour certaines personnes qui ont du mal à l'accepter. C'est plus compliqué que l'opposition Noire/Blanche parce qu'on peut être Blanche et racisée

lorsqu'on met le voile, ce qui est le cas de pas mal de sœurs. Dès qu'on met un voile, dans le regard de bien des personnes, on est considéré comme descendant de l'immigration, il y a des hybridations identitaires.

L'association des femmes musulmanes s'est constituée parce que les femmes en avaient assez d'être une annexe féminine de la mosquée des hommes. Elles ont claqué la porte de la mosquée pour se regrouper entre elles, et cela a permis de relire les textes, nos textes religieux avec un regard féminin et de redéterminer ce qui est important pour nous.

Cela ne veut pas dire pour autant que tous les hommes musulmans sont de gros machos et qu'ils ne pourront pas nous aider sur ce terrain-là, mais ils n'ont pas forcément les mêmes priorités que nous. Penser que la moitié de cette planète est issue de la côte d'Adam, cela ne les gêne pas. Alors que pour nous, c'est terrible d'être considérées comme cela de manière créationnelle. Par cette démarche d'autonomie que nous avons engagée, nous sommes en train de nous réapproprier un bon nombre de choses.

Dernier point, quand on nous dit que faire sortir les Blancs de la salle, les exclure, c'est du racisme, il faut juste rappeler que le racisme anti-Blancs, cela n'existe pas !

S'organiser entre soi et se libérer de la domination des hommes

Moi, je pense simplement à une grande figure de la libération, Malcolm X, pas sur le plan du sexisme, mais sur le plan racial. On l'a accusé de racisme parce qu'il n'acceptait pas, au départ, quand il a voulu s'organiser avec son peuple, que les Blancs viennent aux réunions. Les Noirs doivent s'organiser par eux-mêmes sinon la domination restera en place.

Ce qui est valable pour les Noirs est aussi valable pour les femmes : si on laisse entrer les hommes dans nos cercles de discussion avant d'avoir acquis un certain rapport de force, les décisions seront celles des hommes qui sont dominants.

D'autre part, quelqu'un a parlé d'hybridations identitaires, je confirme ce qui a été dit tout à l'heure : avant de porter le voile, j'étais blanche -privilegiée-, aujourd'hui que je suis une blanche voilée, je suis racisée.

Eviter la division

Il ne faut pas aller dans la division et se monter les uns contre les autres, et il faut éviter les oppositions hommes/femmes ou celles de couleur.

C'est tous ensemble, sans distinction de couleur ni de sexe qu'il faut changer cette société. On est quand même dans une société malade, et vouloir s'intégrer dans une telle société malade n'est pas un signe de bonne santé psychologique !

Des femmes aux Roms, se réapproprier la parole confisquée

J'ai le privilège d'être un homme. Et de façon provocatrice, je dirais, je ne vais pas rentrer dans les histoires de bonnes femmes !

...Comme vous le voyez, je porte ce tee-shirt « L'insurrection gitane », cela joue bien sûr avec l'image de la gitane, -la femme des cigarettes ou Esmeralda- mais au-delà de ces clins d'œil, c'est en raison de la participation des femmes à la révolte du 16 mai 44. A Birkenau, ce furent surtout les femmes qui ont pris les pioches contre les SS. Donc, quand on parle de sexe faible, c'est qu'on n'a pas tout compris au film !

Maintenant, en ce qui concerne la mixité, « La Voix des Roms » a été créée en 2005, parce que l'on en avait vraiment assez de voir systématiquement des non-Roms parler de nous, sur nous mais surtout en notre nom. Nous ne sommes pas des baleines à défendre, nous sommes des êtres humains

qui pouvons nous organiser ! Toutes les bonnes volontés sont bienvenues ... sans oublier que l'enfer est pavé de bonnes intentions !

Concernant la mixité, je ne citerai personne, ni Malcolm X, ni quelqu'un d'autre. Simplement ce que j'ai remarqué, c'est que pour être ensemble, pour la solidarité, le partenariat, il faut un minimum d'égalité. On ne peut pas être dans des liens sincères de partenariat Blancs et non-Blancs, si l'écart de puissance est trop grand.

Force est de constater que nous sommes dans un monde dominé par les Blancs, et quand je dis Blancs, j'ai appris récemment ce que Hegel disait : « Il y a de la plèbe dans toutes les classes ». J'ajouterai que les femmes sont la plèbe de toutes les classes. Des femmes blanches, totalement blanches, pas voilées ...pour le même travail ne sont pas payées comme un homme.

Tant que les femmes racisées n'ont pas obtenu dans leur organisation le niveau de puissance du féminisme blanc, il faut qu'elles puissent avoir des espaces entre elles, c'est d'ailleurs pour cela qu'on a prévu à « L'insurrection gitane » une table ronde « Féminisme et résistance ».

... C'est un avis d'homme que je donne qui vaut ce que peut valoir un avis d'homme !

Il est temps que vous, les hommes racisés, compreniez que le sexisme rend bien service à l'opresseur et à l'impérialisme puisque nombre de guerres sont justifiées au nom de la libération des femmes contre votre prétendue misogynie.

Quoi de mieux pour l'impérialisme de nous laisser la tâche de nous diviser en nous faisant du mal entre nous. Si vous n'agissez pas, nous n'arriverons jamais à organiser notre lutte de manière écrasante. Vous n'êtes pas des macho au sens occidental du terme celui qui dit implicitement aux femmes : tu sais tu n'es qu'une femme, voulant dire par là tu es défectueuse.

Selon Gloria Anzaldúa⁹ chicana du Mexique, être macho à l'exemple de son père, de mon père, voulait dire être assez fort pour nous protéger et nous soutenir financièrement ma mère et nous, tout en étant capable de montrer de l'amour. Le macho d'aujourd'hui nous dit-elle a des doutes sur sa capacité à nourrir et à protéger sa famille. Son machisme est une adaptation à l'oppression, à la pauvreté et à la faible estime de soi. Les blancs-blanches se sentant inadéquates, inférieur-es et sans pouvoir, déplacent ou transfèrent ces sentiments sur les racisées-racisés en déplaçant la honte sur nous. Et les hommes racisés en face des blancs-blanches souffrent à la fois d'une amnésie raciale qui ignore notre sang commun, et de culpabilité, parce que la patrie occidentalocentrique en eux a pris leur terre et les a opprimés. La perte d'un sens de dignité et de respect chez les hommes racisés donne naissance à un faux machisme ou virilisme qui les conduit à rabaisser les femmes et même à les brutaliser.

Je terminerai d'ailleurs avec un passage du texte de Gloria Anzaldúa qui résume magnifiquement bien le message que j'ai envie de transmettre aux femmes et hommes de ma race sociale : Bien que nous «comprenions» les causes profondes de la haine et de la peur masculine, et les blessures infligées de ce fait aux femmes, nous ne les excusons pas, nous ne fermons pas nos yeux et nous les supporterons plus. Nous exigeons de la part des hommes de notre peuple qu'ils admettent/ reconnaissent/ divulguent/ témoignent qu'ils nous blessent, qu'ils nous font violence, qu'ils ont peur de nous et de notre pouvoir. Nous avons besoin qu'ils disent qu'ils vont commencer à renoncer à leurs manières blessantes et dégradantes. Mais plus que des mots, nous exigeons des actes. Nous leur disons : nous développerons un pouvoir égal au vôtre et au pouvoir de ceux qui nous ont fait ressentir la honte.

Tant que la femme racisée est dégradée, l'Arabe, la Noire, la musulmane, l'Indienne en nous toutes et en nous tous sont dégradées.

Vous aurez compris je l'espère que la lutte déracialisante/ décoloniale/ désimpériale/ désoccidentalocentrique est avant tout une lutte dépatriarcale. Cette lutte consiste à nous

⁹ Gloria Anzaldúa, La conscience de la Mestiza : Vers une nouvelle conscience. Disponible sur : <http://cedref.revues.org/679>

redéfinir à l'intérieur d'autres valeurs respectant notre humanité, nos mémoires, nos histoires comme autant de chirurgies réparatrices.

Quant aux camarades et amiEs blanches j'ai envie de leur citer Audre Lorde¹⁰, « Je m'exprime sans mâcher mes mots lors d'une conférence universitaire, et une femme blanche me dit : Racontez-moi ce que vous ressentez mais ne le dites pas trop durement sinon je ne peux pas trop vous écouter. Mais est-ce ma façon de m'exprimer qui l'empêche de m'entendre, ou la menace d'un message qui l'appelle à changer sa vie ? ». Pour ma part, j'ajouterai, la réponse des femmes au racisme signifie qu'elle répondent à la colère; colère de l'exclusion, des privilèges immuables, des préjugés racistes, du silence, des mauvais traitements, des stéréotypes, des stigmatisations, des réactions défensives, des injures, de la trahison, du maternalisme, de l'infantilisation, du compassionnel et de la récupération.

Alors ma colère et la peur qu'elle fait naître en vous seront des projecteurs... Qu'ils vous aident à grandir, de la même manière que j'ai appris à exprimer ma colère, pour ma propre croissance. Comme chirurgie réparatrice, et non pas pour culpabiliser. La culpabilité et les réactions défensives sont les briques d'un mur contre lequel nous butons toutes; elles ne conviennent à aucun de nos futurs. □

¹⁰ Audre Lorde, De l'usage de la colère : La réponse des femmes au racisme. Disponible sur : https://infokiosques.net/imprimersans2.php?id_article=387

Conclusion

Saïd Bouamama

Le débat que nous venons de vivre souligne les progrès de nos prises de consciences. En premier lieu, il souligne la prise de conscience de la nécessité de lutter contre toutes les dominations qui font système (de classe, de race et de genre). Le débat sur la hiérarchisation de ces dominations est obsolète, le système capitaliste fonctionnant en articulant à son profit toutes les dominations. La domination de classe n'existe pas dans l'abstrait, elle se vit de manière genrée et racisée. La domination de genre n'est pas plus éthérée, elle se vit selon la classe d'appartenance et l'origine. Le racisme est lui aussi incarné différemment selon que l'on est une femme ou un homme et selon la classe d'appartenance.

La seconde prise de conscience porte sur la question de la mixité et de la non mixité au sein du FUIQP. Il y a quelques années, ce débat aurait provoqué la division, la moitié des participants quittant la salle, l'autre moitié restant. Notre incapacité à avoir des débats contradictoires sans vouloir aller immédiatement à la solution, on l'a payée pendant trente ans. Bien sûr nous n'avons pas la solution miracle et notre débat a montré des craintes, des tensions, des vigilances opposées, etc. Il ne faut pas les vivre selon moi comme des obstacles à notre unité mais au contraire comme leur condition. Nous sommes, en effet, confrontés à une double dérive possible.

La première consiste à sous-estimer que seuls les premiers concernés par une domination peuvent en saisir l'ensemble des rouages, justement parce qu'ils en sont victimes. C'est justement la base de notre attachement à l'auto-organisation, échaudés que nous sommes par des « alliés » nous imposant leurs priorités, leurs agendas, leurs hiérarchisations des luttes. Cette première dérive légitime des espaces-temps non mixtes (de femmes, de racisés, etc.).

Mais cette dérive n'est pas la seule. Il en existe une autre tout aussi négative pour un mouvement autonome : celle de l'éparpillement en une multitude d'instances non mixtes. Nous devons construire notre route en évitant ces deux dérives. Le simple fait que nous ayons eu un tel débat est un signe encourageant.

Au niveau de l'analyse de la situation, sur les questions qui viennent d'être débattues, il nous faut bien comprendre que nous sommes confrontés à un système dans lequel les dominations croisées qui s'articulent entre elles nous obligent à inventer des modes d'organisation dans lesquels il nous faut prendre en compte tous les niveaux de domination. C'est complexe et personne ne peut prétendre avoir la solution. Il va falloir qu'on expérimente, qu'on invente. Si on dit que tout est mixité, on va laisser de côté un certain nombre de dominé-e-s. La solution qui consisterait à dire tout est non-mixité nous diviserait également. De cette complexité-là, il faut qu'on en prenne acte, qu'on l'accepte, qu'on arrive à en débattre.

Pendant trente ans, au cours des luttes des immigrations, si la mixité était complète elle n'était pas en revanche représentée dans les directions. N'est-il pas temps de porter remède à pareille situation ?

Pour transformer l'essai que nous venons de marquer, gardons en tête que, comme le disait Nkrumah, nous avons à inventer le chemin en marchant. □

Quatrième Table ronde

Les Chibanis et Chibanias

Mémoire des luttes

T

Introduction

Saïd Bouamama

Les Chibanis

Avec la question des chibanis, nous allons aborder un sujet qui provoque toujours en moi, comme chez beaucoup d'entre nous, une émotion toujours vive. Sujet quasiment identitaire que le sort qui est fait à nos chibanis et chibanias, c'est à dire à nos anciens. Et ce sort, c'est carrément celui fait à l'immigration.

L'immigration représente la partie la plus opprimée des classes populaires, celle qui est victime en premier lieu du système social. Après avoir vécu ce que ça coûte d'émigrer, les chibanis connaissent aujourd'hui, au moment de la retraite, le coût d'une oppression supplémentaire qui se cumule à celui de toute une vie. Ce qui arrive à l'âge de la retraite est à la fois le révélateur et le résultat d'une vie d'oppression et de surexploitation.

Toutes ces exploitations, toutes ces brimades qu'ils ont dû endurer, finissent par avoir des effets sur le corps et sur la psyché et l'on pourrait s'attendre à ce que, l'heure de la retraite venue, nos chibanis et chibanias, soient laissés tranquilles par ce système social d'oppression.

Ce n'est nullement le cas, comme si nous étions des pestiférés, même au sortir de l'entreprise, en fin de vie, ils ont à se confronter à une série d'obstacles et de blocages que l'on dresse sur leur chemin et qui fragilisent encore plus leur situation, si bien qu'ils ne peuvent pas vivre leur retraite comme ils le souhaitent.

Si nous ne sommes pas capables de faire nôtre la lutte pour le droit des chibanis, cela voudra dire que nous ne sommes pas capables de nous emparer de nos propres droits et de les faire respecter.

La mémoire des luttes

Ce thème figure également au programme : le lien avec les chibanis est évident tout comme le rôle de la mémoire est prépondérant pour les luttes à venir.

L'immigration s'est toujours battue. C'est valable aussi bien quand on regarde l'histoire française, que quand nous faisons référence aux pays d'où nous venons. Dans l'immigration, la domination n'a jamais été acceptée - c'est d'ailleurs le cas pour toutes les dominations. Dès la première capture d'esclave, il y a eu résistance, dès que le premier militaire a mis le pied en vue de la colonisation, il y a eu résistance – jamais une domination n'a pu s'exercer sans qu'il n'y ait eu résistance.

Il est dans l'histoire, des moments dans lesquels la mémoire des luttes ne se transmet pas, laissant les nouvelles générations dans la contrainte et l'obligation de tout refaire, de tout réinventer.

A l'inverse, dans la mémoire des luttes, il en est qui font jonction. En ce sens les chibanis ne sont pas seulement des gens qu'il faut soutenir, ce sont aussi des gens qui se battent car même à leur âge, ils sont contraints de continuer le combat et leurs luttes passées comme actuelles, nous devons les intégrer pour qu'elles prennent toute leur place dans notre mémoire.

Récemment, on a fêté, enfin on a prétendu fêter, en le dénaturant et en le caricaturant, un grand moment de ces luttes, la Marche pour l'Egalité et contre le Racisme. Ce matin, nous étions fiers d'accueillir Youcef, un des marcheurs de 1983. Farid nous a rejoints. Nous avons donc l'honneur d'avoir deux représentants de la Marche pour l'Egalité qui assureront la transmission de la mémoire et un nécessaire passage de témoin. □

Chibanis et Chibanias

Nacer El Idrissi

Nous voilà bientôt deux ans (2 juillet 2013) après la remise du rapport de la mission d'information sur les immigrés âgés, le bien nommé « Une vieillesse digne pour les immigrés âgés : un défi à relever en urgence »... Pour la dignité, il y a beaucoup à faire et tout à conquérir ; quant à l'urgence, il n'y a plus de temps à attendre !

Cette mission parlementaire, nous l'avons réclamée, nous l'avons revendiquée, nous l'avons exigée, et nous l'avons finalement obtenue suite aux différentes mobilisations, aux luttes des chibani-a-s, à celles des associations et militants héritiers de l'immigration ainsi qu'aux combats des collectifs des droits de l'homme et de soutien aux immigré-e-s.

Cette mission a accompli un travail correct et important de diagnostic partagé, avec audition de l'essentiel des personnes, associations, institutions, et chercheurs et bien sûr des premiers concernés, les chibani-a-s.

Pour notre part, nous avons été auditionnés par cette mission et avons exposé nos points de vue et nos revendications sur la question des vieux migrants. Nous n'allons pas revenir sur les détails des travaux de cette mission, ni sur les modalités d'adoption, ni sur les recommandations (recherche des consensus, vote à l'unanimité des présents, omission volontaire des droits de vote des étrangers pour ne pas braquer des élus de droite...).

La partie diagnostic et état des lieux, nous en partageons l'essentiel, nos réserves, voire nos critiques concernent les 82 recommandations.

Nous allons donc essayer de dresser un bilan, un état actuel de la situation des chibani-a-s et enfin un état des lieux des luttes et des mobilisations. Parmi les 82 propositions, on trouve un peu de tout, des vœux pieux, des redondances, il n'y a rien de chiffré, rien de contraignant, ni rien qui permette de mettre fin à des injustices, des pratiques dont souffrent les migrants âgés. Nous connaissons parfaitement leurs limites : les propositions commencent toujours par des verbes, promouvoir, envisager, réfléchir, encourager, inviter, établir, améliorer, veiller, etc.

Le rapport dans ses recommandations reprend en partie les revendications des chibani-a-s et de leurs soutiens. La plupart de ces propositions relèvent de textes réglementaires, de circulaires internes, leur adoption ou adaptation, ne nécessite pas de texte de lois, ni de recours aux législateurs (délai pour l'ASPA, code de sécurité propre, réorganisation d'ADOMA, texte CARSAT...).

Lors de la remise du rapport le 3 juillet, le rapporteur (Alexis Bacheley, très engagé sur la question et prêchant seul dans le désert de sa majorité) ainsi que le président (Denis Jacquat, caution gaulliste et garant du consensus) se sont engagés à créer un comité de suivi, à le mettre en place et profiter de chaque texte discuté ou soumis au Parlement pour introduire et légiférer sur les recommandations du rapport.

Un bilan amer

Aujourd'hui, le bilan est amer, aucun texte de loi, ni de propositions en perspective. En 2 ans sur 82 propositions, seules deux ont été mises en place. Elles n'impactent en rien, ni n'infléchissent en rien les injustices frappant les chibani-a-s, elles ne mettent pas fin, ni n'atténuent leur calvaire.

La première concerne la loi Borloo, texte en souffrance depuis des années dont les décrets d'applications n'ont jamais été publiés. Il s'agit de la contractualisation de l'aller-retour, une mesure qui ne concerne qu'une partie des chibani-a-s, en outre, ce texte reflète des réalités de 2007 qui ne sont plus celles d'aujourd'hui.

La seconde recommandation mise en place relève du symbolique, il s'agit de l'assouplissement des conditions d'acquisition de la nationalité française qui demeurent encore trop rigides de notre point de vue (25 ans de présence ascendante française...). L'accès à la nationalité française pour ceux qui le souhaitent ne change, ni ne bouleverse en rien la précarité administrative et les conditions de vie difficile des chibani-a-s. Les personnes âgées issues de l'immigration, françaises ou pas, subissent les mêmes traitements et tracasseries.

Aucun texte de loi, ni amendement, ni proposition n'ont été discutés, ni soumis au Parlement, que ce soit à l'occasion de discussions de budgets, ni à l'occasion de discussions de lois rectificatives du budget de la Sécurité sociale, pas même sur le vieillissement ; rien n'est prévu dans le texte Cazeneuve sur la énième loi sur l'immigration. Aucune circulaire n'est à l'ordre du jour. Aucun changement, ni adaptation ne sont envisagés.

Coté pouvoirs publics, ce ne sont que des bonnes intentions sans lendemain, aucune politique publique volontariste n'est mise en oeuvre. Nous craignons la politique de la montre et du pourrissement, tablant sur une dévitalisation des luttes et cyniquement sur la disparition physique des concernés.

Cependant, nous nous réjouissons de l'émergence de ces problématiques sur la place publique et de l'importance des mobilisations et des prises de consciences sur la question des chibani-a-s. Nos luttes sont anciennes, les combats de nos anciens ne datent pas d'aujourd'hui, ils n'ont jamais courbé l'échine, toujours dignes malgré toutes les vaines tentatives d'assignation à l'invisibilité.

Nous revendiquons ces héritages

Nous nous inscrivons dans ces héritages, nous perpétons les luttes et continuons les actions pour la justice et la dignité des chibani-a-s.

Si la mission parlementaire a permis d'installer le débat au niveau institutionnel, elle a également permis l'émergence d'autres formes d'aide et de soutien aux personnes migrantes âgées. Les initiatives sont nombreuses et diverses, on trouve de nouveaux lieux de sociabilité, des cafés sociaux et solidaires, des collectifs de soutien, des lieux-ressources.

D'autres expressions se sont fait jour (documentaires, pièces de théâtre, expositions, recherches, productions littéraires...). Aujourd'hui, personne ne peut prétendre ne pas savoir, nos revendications sont claires, le débat est public, les acteurs sont visibles.

On n'humanise pas une injustice, on la supprime !

Nous avons constaté certaines inflexions et changements d'attitudes de la part des administrations (moins de contrôles, CARSAT, CAF, une diminution des

poursuites, souplesse préfectorale), mais cela reste conjoncturel et ne présage en rien un changement durable de ces institutions. En l'absence de textes de loi, de réglementation claire, la crainte est qu'une fois la pression retombée, les vieilles pratiques reviennent et avec elles les mauvaises habitudes.

Les poursuites restent toujours d'actualité, les contrôles sont toujours en cours, une des causes de la précarité des chibani-a-s réside dans ces contrôles qui empêchent les aller-retours aux pays d'origine. La mission parlementaire recommandait de les humaniser et de les encadrer mais on n'humanise pas une injustice, ni on ne l'encadre, on la supprime, c'est tout !.

L'ATMF et ses réseaux -ou au sein du collectif « justice et dignité pour les chibani-a-s »- continuent les luttes et les mobilisations pour que toutes les revendications soient prises en compte et satisfaites (voir le texte justice et dignité pour les chibani-a-s).

Récemment nous avons apporté notre soutien aux luttes des chibani-a-s du Faubourg Saint Antoine à Paris et actuellement à celles de Gennevilliers. Au quotidien, nous accompagnons et accueillons des anciens dans leurs démarches juridiques et socio administratives.

Enfin quand il le faut nous continuons à interpeller et dénoncer l'indifférence des pays d'origine voire leur complicité avec les autorités françaises et réclamons la révision voire l'abrogation des accords bilatéraux très opaques et souvent défavorables aux immigrants en général et aux chibani-a-s en particulier. □

Les Chibanis de la SNCF

Radouane Slaoui

Président Association de défense des Chibanis cheminots

L'histoire des Chibanis de la SNCF est représentative de l'histoire des Chibanis en général. La spécificité dans le cas de la SNCF, c'est qu'il s'agit d'une entreprise publique. C'est le ministère des transports, donc l'Etat. Contrairement à des entreprises privées qui ont fait travailler les immigrés sans contrat de travail, sans prendre en compte leurs cotisations, la SNCF a fait appel à des Tunisiens, à des Algériens et principalement à des Marocains qu'elle est allée chercher dans leurs pays en leur proposant un contrat de travail où étaient spécifiées, l'égalité des droits, l'égalité de rémunération et même dans lequel il était indiqué qu'ils bénéficieraient d'un billet gratuit pour retourner chez eux ...La SNCF n'ayant pas prévu que ces gens-là allaient peut-être avoir des enfants qui allaient grandir ici, et que leur vie en fait, allait être ici !

Des contrats de dupes

Ils ont été intégrés à la SNCF, pour la SNCF aujourd'hui, ils sont cheminots. Pour être cheminot, on doit figurer au dictionnaire des métiers de la SNCF.

Le litige qui les oppose à la SNCF est d'importance puisqu'il affecte directement le déroulement des carrières et les droits à la retraite tant et si bien que plainte a été déposée contre la SNCF et que les dossiers sont déposés au conseil des Prud'Hommes de Paris.

A la SNCF, on compte 9000 contractuels, ceux-ci n'exercent pas des métiers de cheminots, une annexe a été créée spécialement pour les Chibanis cheminots, l'annexe A1, dans laquelle il est spécifié qu'ils doivent rester à l'exécution.

Il y a huit qualifications pour les cheminots français, les Chibanis n'ont pu évoluer que sur trois qualifications. Dans le meilleur des cas, ils sont à la qualification C. Les qualifications correspondent à des lettres, pour un cheminot français, de A à H, pour un cheminot immigré, de A à C. Beaucoup d'entre eux n'ont même pas évolué au-delà de la qualification A. Même lorsqu'ils encadrent des équipes, ou assurent des fonctions de maîtrise, leur carrière n'a pas évolué, ils sont restés à l'exécution. Ils ont travaillé pendant quarante ans au poste qu'ils avaient à leur entrée dans les métiers les plus durs, ceux de la voie et du triage, et si la France a les meilleures infrastructures ferroviaires Europe, elle le doit aux Chibanis qui y ont beaucoup contribué. C'était eux qui étaient affectés aux métiers de la voie ou de la manœuvre –raccrocher les wagons, et faire en sorte qu'il y ait des locomotives disponibles pour transporter le matériel et les passagers. Ce ne sont que des métiers en

extérieur, des travaux exténuants qu'il faut assurer par tous les temps, qu'il neige ou qu'il pleuve avec une disponibilité constante et immédiate, en 3*8, les week-end, avec l'interdiction d'exercer une autre activité professionnelle.

Ils se sont cassé le dos, ruiné la santé comme on a pu s'en rendre compte quand on les a vus arriver au tribunal la semaine dernière : 850 dossiers déposés aux prud'hommes depuis 2005. C'est le plus grand procès en discrimination aux prud'hommes, 850 personnes !

Des syndicats en retrait

Durant toutes ces années, il y a eu un manque flagrant de soutien de la part des syndicats, Sud Rail les a accompagnés jusqu'à 2004 et voyant que les Chibanis voulaient porter l'affaire aux Prud'Hommes, les a laissés à leur sort. Aucun syndicat ne s'est porté partie volontaire aux côtés des Chibanis. On peut leur accorder une cohérence constante dans leur position ... Ils n'ont jamais soutenu les immigrés dans leurs luttes !

Quand on les interpelle, ils se contentent de répondre que la SNCF est dans son droit, les syndicats eux-mêmes ayant « intégré » le fait que ce sont des cheminots de seconde classe. Néanmoins, comme le disait Nacer de l'ATMF, il existait pourtant des conventions bi-latérales signées sur la non-discrimination des salariés marocains entrant sur le territoire français, conventions signées entre la France et le Maroc en 1976 ... Les syndicats auraient pu s'appuyer sur la convention 111 de l'OIT (Organisation internationale du Travail), ou bien sur les accords de non-discrimination passés entre le Maroc et l'Europe mais de tous ces accords ou conventions on ne tient pas compte, on s'assoit dessus. Les Chibanis de la SNCF sont les aînés de tous les cheminots, parce qu'aucun cheminot français n'a eu une durée de travail aussi longue, et même s'ils ont mené de nombreuses luttes au côtés des syndicats, ces derniers se rangent du côté de la SNCF...

Discrimination, derrière le mot, la réalité des faits

La discrimination, c'est un mot, et dans le cas des chibanis de la SNCF, on peut y analyser des faits bien réels et une injustice plus que criante : ils n'ont pas évolué dans leur carrière et sont restés au plus bas de l'échelle. A cela s'ajoute qu'ils n'ont pas eu accès aux centres médicaux où les cheminots sont soignés gratuitement, de plus ils n'avaient pas droit à la carte de circulation qui permet à n'importe quel cheminot de

voyager gratuitement sur le réseau, ce n'est que vers les années 2000 qu'ils ont pu bénéficier de cette carte.

Pour être juste, quelques autres avancées pourraient être mentionnées, mais elles sont restées minimales, et très loin de rétablir un semblant même d'égalité.

Ne parlons pas des discriminations au niveau des salaires : sur un même poste de travail, les chibanis touchaient un salaire jusqu'à deux fois moindre. Cette injustice, ils l'avaient intégrée, ils estimaient que les Français étaient chez eux ... De fait, ils n'étaient pas dans la revendication d'égalité de traitement, du fait du manque de soutien syndical...

C'est arrivés à la retraite qu'ils ont pris conscience, qu'ils ont réalisé l'injustice qui leur est faite. Arrivés à soixante ans, ils ont fait des simulations de retraite et en moyenne, leurs retraites étaient de 300 euros s'ils partaient à soixante ans, si bien que certains travaillent encore à 69 ans pour avoir une retraite correcte, toutes ces années de labeur à la SNCF, pour finalement ça ! ... Une retraite jusqu'à trois fois inférieure à celle des autres collègues cheminots. De plus alors qu'un cheminot, lui, partait à 55 ans, - aujourd'hui un peu plus tard - de nombreux Chibanis continuent à travailler bien au-delà de cet âge parce que leur retraite serait loin de leur permettre de vivre. Une injustice de plus.

La nationalité facteur de discrimination

Le frein le plus puissant dans l'évolution de leur carrière et la reconnaissance de leurs droits a été la clause de nationalité. Tu n'es pas français, tu ne peux pas être au statut... La préférence nationale est un fait à la SNCF.

Cette clause de nationalité a été effacée dans les accords de Schengen et beaucoup de sociétés, EDF, Air France, la RATP, la Poste et bien d'autres l'ont supprimée. C'est une avancée mais les limites sont évidentes, maintenant on ne prétexte plus qu'ils ne sont pas français, mais on leur signifie qu'ils ne sont pas européens ... ! Or je pense que la France a une histoire plus longue, et plus proche avec les pays du Maghreb qu'avec l'Estonie par exemple. Mais cela nous engagerait dans un autre débat, celui de la colonisation...

Un marathon judiciaire

Ce qui doit être souligné, lorsqu'on parle des Chibanis et de leur action en justice, c'est leur isolement. Aucune

association ne les a suivis au fil des audiences. Quand on les informait sur ce combat, beaucoup d'entre elles se contentaient de reconnaître que c'était dégoûtant, mais leur seul engagement se limitait à nous souhaiter ... « Bon courage ! »

La procédure a duré dix ans, et pendant ces dix ans, les chibanis ont été convoqués par groupes. Seize groupes d'une soixantaine de personnes avaient été constitués ... alors que la justice est individuelle ! Alors que leur avocat disposait d'environ 30 minutes pour présenter les dossiers de 60 personnes, la SNCF disposait du même temps pour avancer ses arguments.

Comme il est de règle aux Prud'hommes, quand les deux juges côté employeurs et les deux juges côté salariés ne réussissent pas à trancher, l'affaire est renvoyée en départage. Et dans le cas des chibanis, c'était renvoi après renvoi, si bien qu'ils ont dû supporter un véritable marathon judiciaire comparable à celui des mineurs marocains qui ont gagné au bout de près de 25 ans de luttes. Les chibanis de la SNCF en sont à dix ans de procédure. Et certains sont morts en cours de procès, et beaucoup au travail.

Du 23 au 27 mars 2015, 850 Chibanis sont passés devant le Conseil des Prud'hommes de Paris, en l'absence de règlement entre les deux parties, ils sont tous passés devant un juge départiteur français Blanc, car une juge française, d'origine marocaine, Karima Gassem, a été écartée de cette affaire, parce que présumée partielle par ses supérieurs, après huit ans d'activités de juge, ce doit être frustrant de se faire ainsi « juger » par ses pairs.

Ils auront beau tordre la question dans tous les sens, objecter que leurs statuts sont différents, il faudra répondre clairement à cette question fondamentale, qui détermine l'état d'une société : « Les hommes sont-ils égaux au travail ? ».

A travail égal, salaire égal ?

A travail égal, protection sociale égale ?

A travail égal, retraite égale ?

Le délibéré de cette affaire de discrimination, de 850 Chibanis par la SNCF, va être prononcé le 21 septembre 2015. □

La mémoire des luttes : la Marche de 1983

Farid L'Haoua

Mon parcours de vie m'a obligé à me débrouiller tout seul et m'a amené à m'engager, à militer. Fils d'immigré, j'ai grandi dans une petite cité H.L.M, à Vienne, dans l'Isère. Très rapidement j'ai eu la chance d'aller à Lyon pour participer à des luttes un peu plus importantes et un peu plus construites que celles auxquelles j'avais participé jusque là.

Premières étapes d'un itinéraire de lutte

Ma première lutte, j'avais 17 ou 18 ans, à l'occasion du Printemps berbère et des événements qui se sont déroulés en Algérie. Ensuite est venue la lutte contre le Code de la Famille qui, en Algérie, autorise tout homme à avoir un pouvoir, un ascendant direct sur sa femme, sur sa sœur. Et il est bon de rappeler que l'Algérie se nomme d'ailleurs République algérienne démocratique et populaire avec comme religion d'Etat « l'islam ».

Ensuite, les premiers actes de violences policières et sécuritaires en France, les premières agressions auxquelles mes amis et mes camarades, avec qui je jouais, se trouvaient confrontés, m'ont amené à militer à Zaâma d'banlieue et là nous nous sommes retrouvés bien seuls. Le mot d'ordre de l'époque c'était l'autonomie, l'objectif, nous débrouiller par nous-mêmes, filles et garçons ensemble.

A l'époque, un certain nombre de questions ne se posaient pas comme elles se posent aujourd'hui.

Très vite, nous avons cherché des appuis, mais ni de la part de nos aînés, ni de ceux qui les entouraient, ni au niveau de la mairie nous n'avons trouvé de soutien, pas même non plus de la part de nos organisations, par exemple de la part de l'Amicale des Algériens en Europe qui était plus là pour nous « encadrer » et nous empêcher de faire des choses par nous-mêmes.

Nous avons donc grandi par nous-mêmes, tout doucement par nos luttes, nos actions. Cela s'est fait au prix de la sueur et des larmes parce que certains d'entre nous ne sont plus là, ont disparu.

A tous et toutes, filles et garçons, jeunes et vieux, je vous conseille le livre « La Marche pour l'Egalité et contre le Racisme »¹¹ d'Abdellali Hajjat qui, en utilisant surtout les archives administratives de la police et de la préfecture, a écrit un magnifique livre sur la Marche.

Dans cet ouvrage, l'accent est mis sur l'aspect post-colonial de notre traitement que l'on a réservé à toute cette partie-là de la jeunesse de France et qui a été le nôtre.

A l'époque de la Marche, j'avais 25 ans et j'étais un peu plus mûr, je faisais partie de la FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés). C'est de cette façon-là que je suis entré dans la Marche. Je devais juste organiser une étape entre Valence et Lyon. Il se trouve que les marcheurs ont souhaité que je reste avec eux et que je participe à cette « affaire-là ».

En réponse à la montée des violences racistes et sécuritaires

Au départ, la dénomination de la marche était « Rengainez, on arrive ! », ce qui l'axait vraiment sur les violences policières et les crimes sécuritaires qui s'étaient succédé. Toumi Djaidja, qui était président de SOS Avenir Minguettes, une association de loi 1901, venait de recevoir une balle dans le ventre en juin 83, à Lyon ou plus précisément à Vénissieux où la situation était déjà plus qu'explosive, à la limite de la guerre civile, puisqu'on avait élevé des barricades et que des armes circulaient même dans tous les quartiers populaires.

Deux grosses tendances étaient en présence, de mémoire – ma mémoire-, il y avait d'un côté des autonomistes très actifs en région parisienne, le MIB (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues), inspiré du mouvement Rock Against Police, et de l'autre, côté région lyonnaise, Zaâma d'banlieue et un autre mouvement beaucoup plus en lien avec les organisations de solidarité autour de la Cimade et plus éducation populaire

A l'origine de la Marche, l'affaire Toumi Djaidja, bien évidemment. Et puis l'attentat de Marseille, commis dans un camp gitan de la Cayolle où une bombe avait été placée qui avait tué un enfant.

Il faut se rappeler le contexte de l'époque : une période caractérisée par une montée de l'extrême droite, organisée, structurée, bien aidée par les pouvoirs en place et qui n'hésitait pas à commettre des crimes racistes et/ou sécuritaires.

Une expérience formatrice

Au départ, la Marche était une sorte de cri de rage, on voulait se faire entendre et il se trouve que l'initiative a eu un certain écho, comme on dit, la mayonnaise a pris.

Le contexte, c'est aussi le développement des radios libres, du droit d'association, une certaine gauche au pouvoir bien sûr, il n'y avait pas d'Internet, pas de téléphones portables, les journalistes, comme ceux de Sans frontière, Radio Gazelle ou ceux de Radio Beur, faisaient des cassettes qui circulaient par le train, par un

¹¹ Paris, éditions Amsterdam, 2013

système de porteurs de cassettes. Cela mettait un certain temps, mais nous étions somme toute bien organisés.

Il existait également un magazine qui s'appelait « *Sans frontière* ». Une certaine effervescence donc. Et pour nous qui n'étions jamais sortis de nos quartiers, qui ne savions pas même où était la Palestine, l'Afrique du Sud et qui ne savions pas comment était la campagne française, la France et ses autres habitants, avec *Sans Frontière*, on a eu ce lien avec nos amis Marocains, Tunisiens. On a eu aussi et surtout le lien avec les générations précédentes, avec les ouvriers qui menaient des luttes tout en étant eux-mêmes tout à fait isolés. On a fait ce travail de mémoire avec nos pères (papas), et nos pairs, nos semblables.

La Marche

Je ne vais pas en faire une analyse, je préfère m'en tenir à ce que j'ai vécu, à mon souvenir à moi. La Marche, c'était un groupe de garçons et de filles (Khéra, Fatima, Cécile, Malika, Marie-Laure ..) des femmes fantastiques, qui avaient déjà une vie fabuleuse !

Durant ce périple j'ai fait des photos, j'avais un bon appareil reflex, un mois de salaire ! Et ces photos, je les ai gardées presque quinze ans dans un classeur. Et un jour je les ai sorties : j'en avais marre, que tant de gens puissent se prétendre « marcheurs de 83 » ou ayant fait la Marche ! Tous dans leur C.V. mentionnent leur participation à cette Marche.

Certains sont devenus ministres ou secrétaires d'Etat. Il y a bien sûr Azouz Le gag (!) et si je me permets cette ironie à son égard, c'est en réponse aux insultes que ce monsieur a proférées publiquement contre nous.

A partir des clichés pris, j'ai fait un travail de mémoire qui a donné lieu à un livre de photos¹², des photos que j'avais faites à l'époque pour montrer de l'intérieur les événements, tout ce qu'on a pu traverser comme émotions dans une histoire où l'on n'a rien gagné. Aucun de nous n'est devenu ministre, aucun de nous n'est devenu millionnaire, et ce n'est pas un regret mais bien une fierté que j'exprime ici : on a tous eu nos vies, bonnes et mauvaises, certains d'entre nous ne sont plus là, mais le temps de la vie à fait son œuvre.

Cet événement – cela va peut-être choquer certains d'entre vous- mais je dirais que cela a été un énorme dépuçelage, un dépuçelage idéologique pour une génération d'enfants de la République, filles et garçons qui avaient grandi dans les quartiers populaires.

Sur la route de l'émancipation

Je suis arrivé en France, j'avais deux ans, j'ai grandi dans les bidonvilles, les cités. Je me suis émancipé comme des millions d'autres. On a mis le pied à l'étrier

¹² « 1983 La Marche inside : Pour l'Egalité des droits et contre le Racisme, éditions EMMC,2014

de gens pour qui on s'était battus, certains d'entre eux sont entrés dans la militance et continuent à se battre. Je les considère avec bienveillance et respect.

D'autres ont eu des parcours personnels : Djida Tazdaït est devenue députée européenne tandis que d'autres comme Karim Zeribi¹³ se sont retrouvés en difficultés. Un regret cependant, que trop peu d'entre nous aient apporté dans le mieux vivre ensemble quelque chose de ce que nous sommes réellement, sans pour autant éprouver le besoin de se « blanchir » comme France Plus.

On n'a eu de cesse de dire qu'on était des Français à part entière et pas des Français à part. Et ce slogan n'a malheureusement rien perdu de son actualité.

Par ailleurs, dans le contexte de l'époque, la question de l'islamophobie ne se posait pas en ces termes : elle n'avait pas l'actualité qu'elle a aujourd'hui, peut-être n'étions-nous pas assez sensibles ou vigilants concernant cette question. Mais on se battait tout de même pour que l'islam des parents et le nôtre au sens spirituel et culturel se vive dans les meilleures conditions possibles au sein de la République.

Au delà des revendications

Un assassinat qui pour moi a été emblématique, et qui s'est déroulé durant la Marche, c'est celui d'Habib Grimzi qui a été torturé et défenestré du Bordeaux-Vintimille.¹⁴ Par sa sauvagerie, ce crime odieux avait créé un véritable électrochoc dans la société française d'autant qu'il venait après de nombreux autres assassinats. Plusieurs ouvrages d'ailleurs relatent ces crimes racistes.

La Marche avait au départ pour revendication que le ministère de la Justice requalifie ces crimes et qu'ils soient passibles des Assises. Pour une Mobylette volée, une chapardise, on pouvait prendre un an de prison ferme, pour avoir assassiné quelqu'un - un jeune Arabe- le criminel avait la possibilité de s'en sortir avec 6 mois de sursis.

La moitié des marcheurs étaient des enfants de travailleurs immigrés algériens, la moitié des enfants de supplétifs algériens. Et cela a été la rencontre avec une histoire que nous ne connaissions pas, nous jeunes.

La Marche a ainsi été pour moi une occasion de me réapproprier une partie de ma mémoire, de la mémoire de mes parents, de l'histoire du pays et même du continent d'où je venais.

Elle a été aussi l'occasion de comprendre les codes de la société française, de m'en emparer et de voir comment fonctionnaient et la société et l'Etat français...

¹³ Ancien député européen EELV, mis en examen pour malversations

¹⁴ voir <https://www.youtube.com/watch?v=Fz2TpC8Mgx0>

... et puis ce que j'ai appris, et que je n'ai jamais oublié, c'est que la lutte contre le racisme, contre tous les racismes, c'est un combat journalier, quotidien, et pas seulement à l'occasion d'une journée, mais un combat de tous les jours.□

La mémoire des luttes : La Marche de 1983

Youcef Sekimi

J'ai rejoint la Marche à Feyzin par un concours de circonstances. Je n'ai eu pas le même itinéraire que mon collègue Farid. Outre qu'il est resté algérien, et que je suis français, j'étais loin d'avoir le même parcours militant que lui quand j'ai rejoint la Marche !

Je parlais de concours de circonstances : pour moi le point de départ, c'est un problème qui s'est passé dans le quartier : le frère de mon ami a été canardé par son voisin avec un fusil 22 long rifle. Il a eu la chance de n'être que blessé au niveau de la jambe et de s'en sortir. Lorsqu'il a voulu aller porter plainte au commissariat, on l'a mis dehors en prétextant qu'il n'était qu'un délinquant et qu'il n'avait pas à porter plainte.

C'était tout près d'ici, à Firminy, dans la vallée de l'Ondaine, une vallée industrielle ou plutôt anciennement industrielle puisque tout a été démantelé. Une grosse entreprise –Creusot-Loire- était implantée là et autour d'elle les cités bien évidemment.

Ne pas attendre d'être touché pour réagir

Comme c'est aujourd'hui encore le cas pour les violences policières et les crimes sécuritaires, il faut être touché pour pouvoir réagir. Il faut chaque fois être mis dans de pareilles situations aussi dramatiques pour s'engager dans le militantisme antiraciste et cela a été mon cas.

Fait du hasard, deux jours plus tard, dans un local, on a vu une affiche : une charentaise et une babouche se côtoyaient; marchant ensemble, son intitulé « Marche pour l'Egalité et contre le Racisme ». Ca nous a parlé directement .

Cette marche passait à Feyzin, on y est allés et on a rencontré les jeunes des Minguettes : Toumi, Djamel et bien entendu Farid. Immédiatement, on s'est sentis mobilisés pour marcher, d'abord de Feyzin aux Minguettes. On a rencontré beaucoup de jeunes comme nous, on a discuté et lorsqu'on a senti que les gens étaient tous concernés par ce problème énorme du racisme et des crimes racistes, que beaucoup étaient motivés pour aller jusqu'à Paris, avec le copain de Firminy qui m'accompagnait, on a décidé de continuer. Cela nous concernait, il fallait qu'on soit solidaires, et que l'on apporte notre pierre à ce mouvement-là.

C'était une aventure pas évidente, et parfois même difficile surtout lorsqu'en milieu de chemin, vous apprenez qu'un crime raciste¹⁵ a encore été commis

alors même que justement vous marchez pour les dénoncer, difficile parfois aussi lorsqu'il faut convaincre et attirer le maximum de sympathie de la part de Français qui ne se sentaient pas concernés ou qui n'étaient pas au courant.

Changer notre image.

Dans les années 80, comme le dit Farid, le jeune immigré n'est connu qu'au travers des faits relatés par la presse et la télé et de l'image qui est donnée de lui

. Notre parcours, c'était les petites villes et les villages où l'on ne nous connaissait pas et nous, on se présentait et on disait : « Voilà ce qu'on est, on a deux pieds, deux jambes, on parle, on mange... et on a aussi un cerveau. Et on voudrait bien avoir les mêmes droits que vous ! »

A vrai dire, c'était l'égalité des droits qui nous intéressait et nous motivait : j'estime que quand on a les mêmes droits, dès ce moment-là toutes les barrières tombent, et on a tout gagné.

On est allés à la rencontre des gens. Ils étaient très accueillants dans l'ensemble, c'était une véritable découverte des deux côtés : nous, on découvrait des Français et ça nous sortait de nos banlieues, des paysans avec qui on n'avait forcément pas le même mode de vie. Il y a eu vraiment une rencontre tout à fait formidable.

A Grenoble, des milliers de personnes de toutes origines, les associations marocaines, tunisiennes, turques, espagnoles avec leurs banderoles, nous attendaient. Cela faisait vraiment chaud au cœur et cela nous aidait pour continuer le combat.

Un combat confisqué

Notre combat a été quelque peu détourné, je dirais même volé –et ça s'est décidé en haut lieu : le gouvernement avait décidé de s'accaparer le mouvement, - d'ailleurs au milieu de la Marche, on voyait la protection policière et les RG.

Nous étions pour la plupart des novices en politique puisque pour la plupart, nous n'avions aucune expérience associative ou politique. En ce sens la récupération n'a pas été trop difficile et dès lors des gens extérieurs ont pu penser pour nous, je dirais même à notre place. Ils ont pu et su imposer leur slogan paternaliste « Touche pas à mon pote ! » Ce qui signifie

¹⁵ Habib Grimzi, passager du Bordeaux-Vintimille défenestré par des candidats à la Légion , le 14

novembre 1983

clairement que c'est moi qui suis le pote et que c'est lui qui me défend. Et nous qui avons marché pour l'Égalité ... !

Cela nous a rendus amers, on a été dépossédés de notre mouvement. En tout cas, c'est une opinion qui est

partagée par beaucoup d'entre nous. De l'amertume, on en a eu, c'est vrai, mais nous, ceux qui sont restés militants, n'oublions pas ce que la Marche nous a apporté et que notre formation s'est faite à l'occasion de la Marche.□

Débat

Mémoire des Lutttes : La Marche

Leçons à tirer

Un an après la Marche, dans les villes qu'elle a traversées, ce sont près de 400 associations qui ont été créées, répondant à un véritable mouvement venant d'en bas. Et l'échec –mais ce n'en est pas véritablement un – c'est que ces associations vont assez rapidement périr.

Si les bases existaient pour un mouvement national, la difficulté que l'on a eue a été de nous entendre. C'est-à-dire que les divisions parfois secondaires ont pris le pas sur l'essentiel tout comme les ego ont pris le pas sur l'intérêt général : on a laissé orpheline cette spontanéité qui venait d'en bas et qui ne demandait qu'un cadre.

La situation ne serait pas la même et pas seulement pour l'immigration mais pour toute la société française, si nous avions eu un mouvement auto-organisé et cela, on le paie très cher aujourd'hui.

Des points de vue sur la récupération

- *A propos de la Marche, on a soutenu les marcheurs, on s'est mobilisés. On a eu des éléments selon lesquels tout était négocié déjà de Lyon à Paris, pour qu'ils soient reçus par Mitterrand.*
- *Cette histoire de négociation, c'est un mythe, on ne pouvait pas prévoir l'ampleur que ça allait prendre à l'arrivée à Paris.*
- *Au sein de la Marche, il y a eu effectivement des tentatives d'infiltration, de récupération. Mais c'est au tournant qu'on nous a eus, à la fin de la Marche, même si on n'a pas pris de gants avec eux et qu'on les a expulsés tout de suite.*

Répression des luttes : un gouvernement de gauche complice

Juste après la Marche, en janvier 84, sous la présidence de Mitterrand, son premier ministre Pierre Mauroy a laissé les fachos du syndicat maison tabasser les ouvriers immigrés chez Talbot-Poissy... Pierre Mauroy allant jusqu'à traiter les ouvriers immigrés d'islamistes, de chiïtes, tout cela parce qu'ils avaient des revendications (toilettes, salles de prière ...) Ils se sont fait caillasser par les agents de maîtrise et sur cet épisode, il y a des images terribles ¹⁶.

¹⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=UpxJrxqe4y0> à 5'14. Images d'archives in « Douce France » film de Mogniss Abdallah

Les Chibanis

Un racisme qui s'institutionnalise

Ces chibanis, à l'époque, ils étaient jeunes et l'époque qu'ils ont connue était pénible. Qu'on se rappelle les ratonnades. Qu'on se souvienne des personnes enfermées dans leur lieu de travail, dans l'agriculture, dans le Sud de la France, et je prendrai l'exemple de la Corse où ils ne pouvaient même pas aller à la poste pour envoyer l'argent à leur famille si bien qu'il y avait un courtier qui se déplaçait, qui apportait l'argent en liquide au bled. Ils ne pouvaient pas fréquenter les cafés, l'accès leur était interdit.

S'ils ont lutté dans les usines où ils ont rencontré d'autres ouvriers, par contre dans les fermes, ils étaient entassés à trente ou quarante sans pouvoir sortir. Ce n'est pas un mythe, c'était la réalité. Maintenant les formes de racisme se sont transformées. Il s'est structuré et institutionnalisé. Mais il continue à diviser et à nous discriminer.

Derrière des représentations contradictoires

On dit souvent que les immigrés frôlaient les murs, les rasaient, qu'ils pensaient qu'il fallait s'intégrer et on affirme également le contraire. Quelqu'un peut-il me dire comment les immigrés vivaient leur état de dominés à l'époque ? Et que révèlent en définitive ces deux affirmations contradictoires ?

Juste reconnaissance... On ne part pas de zéro !

« Nos vieux rasaient les murs », cette expression me fait horreur. Je vais peut-être être virulente, ce n'est pas parce qu'on subit la « hagra » qu'on rase les murs. « Raser les murs » exprime quelque chose de volontaire, que je n'accepte pas. On a l'impression qu'il s'agit de lâches qui baissent la tête. Avec peu de moyens, ils ont lutté, en 58, en pleine guerre d'indépendance, nos vieux ont fait « péter » le terminal pétrolier de Mourepiane près de l'Estaque à Marseille !

J'ai envie de dire que la Marche est un héritage du MTA (Mouvement des Travailleurs arabes). Nous, on est toujours en train de se plaindre, qu'on n'a pas de tracts en papier glacé, ... les vieux eux, ils écrivaient les tracts à la main et ils les collaient sur les cabines téléphoniques. Ils ont bloqué le Sud de la France, ils ont fait des manifs comme on n'arrive plus à en faire aujourd'hui. ... Et il ne faudrait pas oublier que nos vieux, ils ont libéré nos pays !

Nos vieux dans les bidonvilles, ils ramassaient du fric pour aider la lutte armée, ils dormaient avec des fusils. De fait, il y avait toute une auto-organisation qui existait. Lutter pour l'indépendance de son pays, j'appelle pas ça « raser les murs », organiser l'immigration au service de l'indépendance de son pays, être solidaires des luttes à l'international, j'appelle pas ça « raser les murs ». C'est nous qui rasons les murs aujourd'hui, pas eux !

Je suis certaine qu'il y a un problème de transmission de la mémoire des luttes. L'héritage de la Marche des grands frères n'a pas été transmis aux plus jeunes. La question de la récupération est centrale, en prendre conscience pourrait nous éviter des erreurs. Finalement on est beaucoup à dénoncer le PS mais c'est un peu tard. Mais ce n'est pas un reproche que je vous fais ou que je fais aux marcheurs, je découvre les choses grâce à vous. Il est regrettable que beaucoup de jeunes ne connaissent ni la Marche ni le 17 octobre 61. Une chaîne a été rompue dans la transmission.

Moi j'ai la chance d'avoir ma grand-mère de 80 ans : elle me chante les chants de résistance, elle me raconte la récolte de fric dans les bidonvilles, les armes cachées. Tout cela n'est pas transmis alors que ça pourrait être un moteur des luttes : on ne part pas de zéro !

Éléments du contexte de l'époque

Avant 81, quand on était étranger, on avait une carte de séjour et il était impossible de militer dans une association et les immigrés ne pouvaient constituer leur propre association. Même pour adhérer à un syndicat, ce n'était pas facile, ils n'étaient pas les égaux des autres.

Aujourd'hui pour les jeunes, c'est compliqué à comprendre mais il faut le rappeler, les immigrés étaient là uniquement pour travailler, d'ailleurs ils étaient venus sans perspective de faire leur vie ici, d'avoir des enfants. Ils étaient là dans un cadre très précis : ils étaient là pour reconstruire la France. N'oublions pas que la Tunisie et le Maroc étaient à l'époque des protectorats, ce qui n'était pas le cas de l'Algérie, et qu'en conséquence entre les Algériens, les Marocains et les Tunisiens, il y a des histoires complètement différentes avec des textes de lois totalement différents. Les femmes quant à elles, quand elles étaient là, figuraient sur la carte de résident du mari.

Dans ce contexte de manque de droits, la bataille était très difficile pour nos parents. L'exploitation ouvrière, telle qu'ils l'ont connue, on ne sait plus vraiment ce que c'est.

Raser les murs, puisque certains disent qu'ils rasaient les murs, c'est bien ça : ne pas être dans la société civile, ne pas en être membre, en être exclu, c'est vivre dans des bidonvilles, dans des HLM pourris quand ils existent.

Jusqu'aux années 75-80, le statut juridique de l'immigré a été un obstacle objectif aux luttes obstacle auquel il faut ajouter le contrôle des Amicales et les conditions de logement qui séparaient les immigrés du reste de la société. Dans ces conditions, quand l'immigré arrivait, il ne pensait même pas à lutter, il devait avant tout se débrouiller avec sa vie quotidienne, comme toujours en pareil cas la précarité absolue étant un frein à l'entrée en lutte.

Malgré ce contexte-là, des luttes vont se développer, c'est Mouvement des Travailleurs arabes (MTA) qui ont été capables d'organiser une grève pour visibiliser le problème des crimes racistes, ce sont les grèves dans les usines Pennaroya à Lyon en 72, les grèves des foyers Sonacotra ...

Savoir s'ils rasaient ou s'ils luttaient, c'est s'enfermer dans un faux débat, en fait ils rasaient les murs et ils luttaient.

Un passé qui a du mal à passer

La question de la transmission de la mémoire des luttes des parents vers les enfants est importante. Avant la Marche, il y a eu des luttes. On a parlé des chibanis de la SNCF. Si on n'a pas beaucoup vu leurs enfants au procès, c'est parce qu'ils ne veulent pas les dégoûter, ils ne veulent pas leur faire voir leur misère.

Dans des situations comme celles-là, on a souvent affaire au silence, et ce silence doit être interprété avant tout comme une affirmation de dignité.

Toujours discriminés et socialement distancés

On ne peut pas comprendre la situation des Chibanis et Chibanias si on ne prend pas en compte la problématique de la vieillesse. On parle de gérontologie, d'isolement et de manque affectif. Toute cette force de travail, c'est le patronat qui est venu la chercher. Après avoir été pressés comme des citrons, on leur a dit « Dehors ! » mais ils ne sont jamais repartis ni rentrés au pays. Et dans cette société de confort, ils se sont fait distancer socialement, culturellement, humainement.

Des mutations difficiles à vivre

Nos parents, ils avaient toujours la valise en haut du placard et cette habitude n'a disparu qu'il y a dix ans environ. Mon père, aujourd'hui décédé, s'est fait rouler dans la farine au niveau de la retraite.

La question des Chibanis, c'est qu'à un moment on a essayé de trouver des solutions autour de la problématique de ces nouvelles migrations, c'est-à-dire partir et revenir, vivre l'entre-deux, être là-bas et ici. On a créé des contrats, des logements avec Aralis à Lyon pour que les Chibanis puissent mutualiser les appartements, qu'ils soient habités tout le temps de façon à continuer à toucher l'APL.

Pour les Chibanis, les choses se sont précipitées, ils ont dû affronter des mutations, des phénomènes de mutants, ils ont perdu le lien familial avec le pays d'origine et nous, notre génération, on a cassé le lien avec le mythe du retour.

Nos parents pensaient qu'on allait repartir, ils l'ont toujours pensé. La seule chose, l'insoutenable, c'était l'espoir de mourir là-bas pendant les vacances.

Les hommes partent beaucoup plus tôt que les femmes, c'est biologique, c'est comme ça. Et aujourd'hui, on trouve plein de veuves, de mères de famille qui dans les quartiers sont seules et qui continuent à faire des ménages pour élever leurs enfants qui ont entre trente et quarante ans. Je vois des situations très complexes, on essaie de trouver des solutions. Il y a beaucoup d'associations mais dans bien des cas, la situation reste préoccupante

Le sort des chibanis, un signe avant-coureur

A propos des Chibanis, ce n'est pas qu'une question de vieillesse, c'est une question de droits. Aujourd'hui, les vieux sont criminalisés, judiciarisés. Je parle de ceux qui sont dans les foyers mais il ne faut pas oublier ceux qui habitent dans les hôtels meublés pourris, livrés aux marchands de sommeil qui les expulsent comme ils veulent.

Ces Chibanis sont bien le phare de la misère sociale qui est organisée et le sort qui leur est fait préfigure sans aucun doute, si on ne les soutient pas, si on ne lutte pas, ce qui nous attend.

Film documentaire sur les Chibanis

Juste une information, un film vient d'être tourné sur la problématique des Chibanis, de leur histoire, de leur parcours, des problèmes qu'ils rencontrent et de leurs difficultés actuelles.

Son titre « Perdus entre deux rives, les Chibanis oubliés »¹⁷

¹⁷ Film de Rachid Oujdi, 2014, 52min. (Comic Strip Production)

Au sujet du film voir <https://www.youtube.com/watch?v=Hvtpiot8wRY>

Conclusion

Kamel Badaoui

Des leçons à tirer

Si nous avons des leçons à tirer des mémoires de nos luttes, et particulièrement de la Marche pour l'Égalité –je parle sans prétention aucune, je n'étais pas là en 1983-, ce sont avant tout deux choses fondamentales que nous avons placées au cœur de la construction de notre organisation :

- c'est d'abord une vision politique claire. Les marcheurs –et c'est tout à leur honneur- se sont mis en capacité de présenter des revendications (égalité, droit de vote, carte de 10 ans ...), mais ce qui leur a manqué, c'est d'avoir clairement formulé ces exigences et avec suffisamment d'insistance et de ténacité. A l'exception de la régularisation des sans-papiers –et encore que cette mesure était plus un cadeau fait au CNPF - l'actuel Medef, c'est à dire au patronat- le gouvernement n'a donné satisfaction qu'à des revendications sans grande incidence financière et qui ne lui coûtaient finalement pas grand chose : la carte de 10 ans ou la suppression du décret de 1939 portant sur l'impossibilité pour les immigrés à se constituer en association.
- Ce qui a également fait défaut, c'est le manque d'autonomie politique, je ne développerai pas, les témoignages des marcheurs suffisent en eux-mêmes et doivent nous mettre en garde contre les tentatives de récupération toujours possibles dès lors que ne s'affirme pas une vision politique claire.

En fait, vision politique claire et autonomie politique sont indissociables et représentent les deux piliers sur lesquels il faudrait vraiment qu'on avance et qu'on progresse.

Ne pas céder au pessimisme

Faute de dire ce que l'on peut faire, on pourrait déterminer pour le moins ce qu'il faut éviter de faire, ce qu'il ne faut pas faire, et en premier lieu, ne pas succomber au pessimisme, autrement dit, ne pas avoir la défaite dans la tête.

Nos prédécesseurs, nos aînés d'hier et d'avant-hier, durant les guerres de libération nationale et malgré l'asymétrie des forces matérielles, se sont toujours dit, il faut qu'on se batte. Nous devons suivre leur exemple et dire nous aussi, il faut que l'on se batte, qu'on construise pas à pas, qu'on combatte ce nihilisme ambiant, qu'on dépasse cette accusation selon laquelle nous serions incapables même de nous organiser comme si nous avions, nous les Arabes, une maladie congénitale qui nous empêcherait de nous organiser.

Au contraire, ce sont eux, nos adversaires, qui devraient avoir la défaite dans la tête parce nous, nous allons avancer, il faut que l'on avance, c'est une nécessité à laquelle on ne peut se soustraire ! □

Cinquième Table ronde

L'impérialisme

5

L'impérialisme

Kamel Badaoui

La question de l'impérialisme a été mise au programme des Rencontres du Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires pour deux raisons essentielles que je développerai plus tard, mais dès à présent et même s'il faut s'entendre sur ce qu'est l'impérialisme et bien le définir, je voudrais, en préalable, indiquer que, sur cette question, nous ne sommes pas neutres et que nous ne voulons pas l'être.

Ne pas être neutres

Etre neutres sur la question de l'impérialisme, ne pas en parler, ne pas l'aborder de front a pour conséquence première de permettre à ce système de perdurer, c'est participer à sa perpétuation.

Nous sommes contre ce système-là et nous assumons pleinement notre position ferme et entière, sans concessions.

L'impérialisme, c'est d'abord la guerre

Première raison pour en parler, c'est que l'impérialisme, c'est la guerre et que la guerre coûte de l'argent, des sommes considérables sont englouties. Le lien avec les quartiers populaires est évident, l'argent consacré à la guerre, c'est de l'argent en moins pour les quartiers populaires – pour le logement, pour la santé, pour l'éducation ...

Il y a un lien direct entre la régression sociale, la guerre sociale contre les quartiers populaires et la guerre qui est faite aux peuples à l'échelle internationale. Il est important de faire le lien entre ces deux guerres-là. Le lien qui unit d'une part, les exploités, les immigrés dans leurs problèmes spécifiques et d'autre part, les peuples qui subissent les agressions impérialistes, c'est le soubassement, l'architecture même du front que l'on veut construire, sa raison d'être. Ce lien est une dimension essentielle à prendre en compte dans l'élaboration de nos décisions et de nos positionnements et qu'il nous faut veiller à concrétiser au mieux dans nos actions.

L'impérialisme, c'est toujours la guerre

La presse, les médias ont fait état du fait que depuis le début de millénaire, on dénombre plus de 200 guerres, conflits majeurs, locaux ou régionaux. Et on pourrait encore en augmenter le nombre, si on prenait en compte les conflits larvés.

Il est à noter que le continent africain est particulièrement touché –plus d'une vingtaine de guerres et de conflits avec une spécificité qui interroge : la plupart des conflits ne sont pas inter étatiques mais plutôt des conflits internes aux Etats, provoqués, alimentés et soutenus

par des puissances étrangères, en premier lieu les Etats-Unis, mais aussi la France, l'Allemagne ...

Il est à observer également que ces guerres qui sont autant de routes de sang -du sang des peuples- sont les mêmes que les routes des richesses naturelles, des matières premières, de l'énergie et particulièrement du pétrole.

Ce n'est pas nouveau en soi. Depuis toujours les guerres, à l'origine, ont été des guerres pour la conquête de territoires, pour l'accaparement de richesses naturelles. C'est de plus en plus visible et évident, malgré les discours qui cherchent à le cacher. Ce n'est pas un hasard si les régions les plus touchées par les guerres ou les entreprises de déstabilisation sont celles du Moyen Orient, des pays arabes ou musulmans, comme l'Iran, qui recèlent près de 70% des richesses pétrolières.

Il ne s'agit pas d'une simple coïncidence, il faut que l'on comprenne bien que finalement comme je le répète souvent, en me référant à Engels, la guerre est une violence phénoménale lorsqu'on voit le nombre de victimes qu'elle occasionne, mais qu'au fond la violence la plus déterminante est exercée pour asseoir une violence économique, celle du système capitaliste. Comme Mathieu Rigouste le rappelait tout à l'heure, les forces de répression elles-mêmes sont des forces qui ont pour mission d'étendre l'hégémonie du capitalisme et de rendre pérenne ce système économique.

Dans le même temps que nous affirmons que l'impérialisme, c'est la guerre, il nous faut également ajouter que l'impérialisme, c'est aussi la domination économique des peuples...

Et il est fondamental de ne pas inverser les causes et les conséquences.

L'impérialisme, c'est la domination d'un système

Au niveau mondial, notamment depuis l'effondrement du camp socialiste, de l'URSS, il n'y a plus de contre-pouvoir et les relations internationales sont gérées par les Etats dominants entre eux, les Etats-Unis en premier lieu avec leur potentiel économique, la puissance de leurs monopoles, mais aussi le Canada, le Japon, l'Allemagne, la France.

...Même si des contradictions peuvent opposer ces différents impérialismes, que ce soit pour le contrôle des matières premières ou la concurrence commerciale dans la course effrénée au monopole, l'enjeu reste toujours celui de la domination.

Et que cette domination soit celle d'un pays ou d'un autre, cela ne change rien, elle reste la domination d'un système.

L'impérialisme, c'est encore la guerre en Palestine

Au premier rang de ces guerres, celle faite au peuple palestinien. Si le FUIQP et tous ses comités de base sont actifs sur cette question, on doit se mobiliser encore davantage et être encore plus offensifs et plus impliqués dans la solidarité avec le peuple palestinien.

Au niveau politique, deux ou trois points me semblent importants à relever :

- d'abord il faut que l'on combatte, jusqu'à ce qu'elle soit totalement éradiquée dans la tête des gens, l'idée que la question palestinienne est une question humanitaire ou même une question religieuse. En ce domaine, nous devons être extrêmement vigilants. Il est impératif de ramener la question de la lutte du peuple palestinien à la question des luttes anti-coloniales.
- Il faut que l'on combatte également l'idée que la question palestinienne ne peut être résolue que par la négociation, ce qui revient à dire que l'on serait dans une situation de responsabilité partagée entre Palestiniens et Israéliens, qui ferait oublier que ces derniers sont les occupants. Dans une occupation coloniale, il n'y a pas, il n'y a jamais de responsabilité partagée, il n'y a que l'inégalité de l'occupation à l'état brut. Et toute la solidarité avec le peuple palestinien doit être construite à partir de là.
- Dernier point, il faut nous appuyer sur la résolution 194 de l'ONU du 11 décembre 1948 qui reconnaît de manière incontestable le droit collectif et individuel des Palestiniens au retour. Il nous faut mieux la faire connaître, le fil rouge de la question palestinienne étant bien le droit au retour.

Pour autant, il n'est pas question pour nous de jeter l'anathème sur les actions de solidarité qui se développent en direction de la Palestine, que ce soit BDS (Boycott, Développement, Sanctions) ou d'autres initiatives, on peut seulement regretter qu'elles ne soient malheureusement pas assez nombreuses.

Néanmoins, si on veut progresser et contribuer totalement à la lutte du peuple palestinien, on ne peut faire l'impasse sur la question des réfugiés et on doit agir pour qu'elle revienne à l'ordre du jour de notre solidarité. J'ai mentionné précédemment que la résolution 194 affirmait le droit collectif et individuel des réfugiés palestiniens au retour et il nous faut bien insister sur le droit collectif car certains voudraient restreindre le droit au retour en le réduisant à un droit individuel et par là même faire dépendre de négociations cette question. Par une telle opération, dont le véritable but est de donner le change à la « communauté internationale », l'Etat d'Israël, tout en feignant d'appliquer la résolution, la

viderait de son contenu le plus essentiel. Chaque réfugié se retrouverait alors isolé, en position de faiblesse face à un Etat colonisateur qui déciderait en dernière instance de qui aurait le droit de revenir ou non.

Ceux qui seraient dupes de cette manœuvre, ou pire, ceux qui s'y prêteraient, porteraient, consciemment ou non, un tort irrémédiable aux Palestiniens et individuellement et collectivement, un tort extrême à la résistance palestinienne d'autant qu'il ne faut pas oublier que l'essentiel de la base sociale de la résistance palestinienne est constituée de réfugiés de 1948, en particulier ceux de Gaza qui survivent, dans les conditions que l'on sait, dans une prison à ciel ouvert.

ONG et société civile en question

On ne peut terminer sans aborder le problème des ONG et de la société civile, problème qui affecte d'ailleurs également le peuple palestinien.

Partout dans le monde, sur tous les continents, les dégâts dont sont responsables les Etats et les gouvernements capitalistes sont monstrueux. La parade mise en place pour panser les plaies les plus criantes et déjouer la contestation du système qui en est responsable, c'est de susciter et de développer à grande échelle des ONG qui, pour certaines, ont des budgets équivalents à ceux de certains Etats en Afrique.

Si les ONG et la société civile ont pour mission première de réparer les dégâts causés et de masquer les responsabilités des Etats capitalistes qui agressent les peuples, en second lieu, et tout aussi grave, elles masquent les rapports de classe inhérents à ce type de système.

Si l'on analyse bien ces ONG – et je reviendrai un peu plus tard sur le parallèle que l'on peut établir avec les associations de quartiers- nombre d'entre elles se créent autour d'intérêts spécifiques –accidentés de la route, licenciements, climat... - qui, s'ils sont légitimes pris en eux-mêmes n'en restent pas moins particuliers et si divers que cela produit une horizontalité évidente qui, en fin de compte, produit surtout de l'éparpillement et la fragmentation des luttes. Une nouvelle fois cela aboutit bien évidemment à masquer la dimension de classe qui traverse toutes les luttes tant au niveau national qu'international.

C'est ce même schéma qui fonctionne au niveau des quartiers. Il n'est pas dans mon propos de remettre en cause l'ensemble des associations, certaines travaillent très bien – cours d'alphabétisation, de soutien, aide aux plus démunis... - mais au fond, et on ne peut le nier, ces associations travaillent à la gestion de la misère sociale créée par l'Etat.

Là aussi, il nous faut être vigilants –et je répète, je ne dis pas qu'il faille quitter ces associations, mais il faut garder le cap sur ce que l'on veut faire.

Il faut qu'à l'intérieur de ces structures, on ait une conscience plus forte, qu'il ne s'agit pas seulement de réclamer des *moyens* de vivre mais que l'on a également des *raisons* de vivre qui doivent être tout autant satisfaites, à savoir la lutte pour le progrès social, pour la justice, contre les crimes policiers et sécuritaires, la lutte contre l'impérialisme. Et on ne doit en aucun cas perdre ces objectifs, même si cela a un prix et que les « représailles » ne sont jamais à écarter. Certaines associations en ont d'ailleurs fait l'amère expérience. J'ai vécu moi-même pareille situation.

Au moment de la guerre contre l'Irak, je militais dans une association qui faisait de la resocialisation, de l'alphabétisation, mais dès lors que l'on s'est exprimé

contre cette guerre, on nous a coupé les subventions, et on nous a enjoint de bien séparer les activités sociales de l'association et celles plus politiques ou militantes de ses membres, sous prétexte que la préfecture, la sous-préfecture, le Conseil général subventionnent les activités sociales et mettent des locaux à la disposition de ceux qui s'investissent dans les activités sociales, mais non de ceux qui rédigent des tracts et invitent à manifester contre la guerre.

Malgré ces rétorsions, nous avons choisi notre camp, tout comme au FUIQP nous choisissons notre camp. C'est la raison pour laquelle, outre que nous voulons être une organisation autonome sur le plan de la pensée politique, de son élaboration et des décisions, nous devons être autonomes également sur le plan financier. □

Débat

L'impérialisme

Plans d'ajustement structurel, un outil de l'impérialisme

La déstructuration qui a eu lieu dans les pays nouvellement indépendants, ou dans des pays auxquels on avait concédé l'indépendance en mettant au pouvoir des dictateurs se soumettant à l'impérialisme, est directement liée au rôle dévastateur des plans d'ajustement structurel auxquels sont soumis l'ensemble des pays, notamment africains.

L'endettement qu'ils subissent favorise la corruption et amène la destruction des pouvoirs qui, à leur tour, va justifier et servir de prétexte à des interventions armées en Afrique quand ce ne sont pas ces interventions militaires elles-mêmes qui vont directement entraîner ou amplifier la déstructuration de ces pays et de ces sociétés. On a pu le constater en Irak dans un pays où la société civile existait tant bien que mal, dans lequel les progrès étaient indiscutables et qui est aujourd'hui totalement détruit économiquement mais plus grave encore socialement et politiquement. Il est incontestable que ces interventions militaires sont un obstacle majeur au développement et à l'émancipation de ces sociétés.

Les ONG, un frein à l'émancipation

Je rejoindrai ce qui a été dit dans l'intervention au sujet du rôle des ONG en ajoutant que leur action a également pour résultat qu'il devient quasiment impossible pour ces sociétés de s'émanciper, en clair c'est le Charity Business pour empêcher le développement de toute initiative populaire organisée de façon autonome.

Guerres impérialistes et immigration

Aujourd'hui, nombre de pays sont dans une situation gravissime comme c'est le cas pour la Libye qui subit les dommages catastrophiques de l'intervention des grandes puissances au bénéfice notamment des grands lobbies pétroliers et ce chaos risque de s'étendre à la Tunisie, à l'Algérie et même à l'Égypte, pays qui ne sont pas trop loin, sans oublier l'Afrique subsaharienne. Il est temps de sensibiliser nos concitoyens aux ravages que causent ces interventions.

Cette réflexion ne doit pas simplement être menée par les gens originaires des pays de cette région mais par l'ensemble des citoyens, qu'ils soient d'ici ou de là-bas car nous sommes tous concernés.

Je suis originaire d'Afrique subsaharienne. Lorsque la déstabilisation a touché le Liberia –les troubles ont commencé en 90-, tous les pays voisins ont estimé que cela ne concernait que le Liberia mais ensuite cela a été le tour de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et aujourd'hui du Mali.

Derrière tous ces troubles, toutes ces guerres se trouvent toujours de grands groupes déjà implantés ou qui veulent s'implanter.

Dans tous ces pays qui connaissent la guerre ou des troubles, les véritables pyromanes qui se transforment en pompiers ne sont autres que ceux qui ont installé les grandes entreprises ou défendu leurs intérêts. Il ne faut pas s'étonner ensuite de voir des gens essayer à n'importe quel prix de franchir la Méditerranée et qu'une fois arrivés ici, sont renvoyés sans ménagement chez eux au prétexte qu'« on ne peut accueillir toute la misère du monde ». Ici les gens sont laissés

dans l'ignorance et ne connaissent pas quels sont ces vrais problèmes. Ce qu'on présente dans les médias, c'est que l'Afrique, c'est toujours la guerre.

Ce sont des questions qui méritent toute notre attention et qui méritent d'être débattues car de là provient une partie de nos problèmes et c'est à partir de cette situation que l'on arrive toujours à nous stigmatiser, à nous raciser.

Routes des richesses naturelles, routes des guerres, routes migratoires

Quand on fait le parallèle entre les routes des richesses naturelles et les routes de guerres, il faut ajouter aussi que ce sont les routes migratoires. En réalité souvent, lorsqu'on fait référence aux immigrés, on parle des immigrés qui sont ici mais on ne parle pas de ceux qui sont en train de traverser en ce moment ou de ceux qui s'apprêtent à le faire.

Mettre en évidence le lien avec les routes migratoires, c'est aussi parler des drames qui se jouent, de la gestion militarisée des frontières extérieures de l'Europe, frontières meurtrières qui sont responsables de la mort, on peut dire de l'assassinat de milliers de personnes qui arrivent de pays où justement les pays occidentaux vont faire la guerre.

A cela s'ajoute la création de centaines de milliers de sans-papiers par des lois excluantes qui font de ces migrants tout à la fois la cible privilégiée de la police et de la chair corvéable à merci pour les patrons.

L'impérialisme, par le développement et le contrôle des flux migratoires -selon la terminologie de l'Europe- c'est également la poursuite d'une forme d'esclavage.

Reconstruire un mouvement anti-guerre

Dans la loi sur le renseignement intérieur qui a été discutée récemment sont prévus des articles visant tout à la fois à se protéger contre les mouvements qui pourraient contester la politique internationale de la France et à défendre ses intérêts.

Si dans le mouvement social, la question de l'impérialisme n'est guère prise en compte, en revanche, le gouvernement prend déjà des mesures pour ne pas être pris au dépourvu et c'est tout un arsenal qu'il veut faire adopter pour empêcher toute contestation de l'ordre qu'il veut imposer.

Lorsque des militants font référence à l'opposition qu'il y a eue contre la guerre en Irak, contre l'occupation en Afghanistan, contre la guerre sans limites, et qu'ils déplorent qu'à présent il n'y ait aucune réaction, cela montre que l'un des problèmes aujourd'hui, c'est bien de reconstruire un mouvement anti-guerre plus fort, plus puissant.

Aucune réaction ou mobilisation significative contre les dernières interventions de l'armée française en Afrique, aucune discussion dans les organisations progressistes du mouvement social, une frilosité qu'il faut sans aucun doute relier au développement de l'islamophobie qui de fait paralyse bien des organisations et qui agit comme un frein à l'action et à la réflexion.

Déjà la loi de 2004 sur le foulard avait cassé toute une dynamique qui s'était développée des années auparavant. Aujourd'hui, il faut dépasser ce constat et reprendre l'offensive.

Mouvement anti-guerre et mouvement anti-impérialiste

Si l'on analyse l'histoire de la France, en fait, il n'y a pas eu de développement important du mouvement anti-guerre. Depuis la colonisation, chaque fois qu'elle intervient à l'étranger, la France le fait au nom des valeurs universelles, au nom des valeurs de la République, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la gauche française n'est pas une grande référence dans la lutte contre la guerre.

Cependant, entre 2002 et 2004, le mouvement anti-guerre a été d'une ampleur étonnante. Sans être gigantesque, on ne peut nier une dynamique certaine avec des manif pouvant réunir plusieurs centaines de milliers de personnes et parmi elles beaucoup de jeunes. Autres

caractéristiques importantes à noter, d'une part une mixité intéressante en termes de participation des quartiers et d'autre part des occupations comme celle de l'American Express par exemple. De plus, on était en présence d'un mouvement international avec des manifestations dans tous les pays et il est vrai que cela a été une période où beaucoup de choses étaient possibles.

Les dernières grandes manifs ont été celles contre la venue de Bush à Paris en 2004. Et la question reste de savoir pourquoi cela n'a pas continué. A mon sens, ce que l'on n'a pas réussi à faire, c'est confronter et combiner les réflexions à l'intérieur du mouvement avec tous ceux qui y participaient pour développer au mieux nos analyses afin de dépasser le seul mouvement anti-guerre. Il nous faut bien prendre en considération que ce n'était pas un mouvement anti-impérialiste mais seulement un mouvement anti-guerre. Sa raison d'être était de s'opposer à la guerre et non pas de lutter contre l'impérialisme même si le lien entre guerre et impérialisme existe bel et bien.

L'impérialisme, ce n'est pas que la guerre qui n'en est qu'une conséquence. L'impérialisme y compris l'aspect militaire, c'est le fait que parallèlement à une période de crise se développent de grands groupes et que la compétition qu'ils vont avoir, au lieu d'être « régulée » par le marché, va amener une confrontation entre Etats.

Dès la victoire militaire des coalisés en Irak, le mouvement anti-guerre s'est essoufflé, et comme il n'y avait pas la compréhension de ce qu'est l'impérialisme et donc de la nécessité de continuer à le combattre, les mobilisations se sont arrêtées.

Le problème reste toujours celui du passage d'un mouvement anti-guerre à un mouvement anti-impérialiste.

Georges Ibrahim Abdallah, au-delà du militant, un symbole fédérateur

Sur la thématique de la lutte contre l'impérialisme, la campagne pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah prend toute sa place. Après le dernier meeting organisé à Marseille par le Collectif, on était tombés d'accord pour proposer au FUIQP qu'il pose systématiquement dans toutes ses actions la question de la libération du camarade Georges Ibrahim Abdallah parce que son cas recoupe à la fois la lutte anti-impérialiste et la lutte pour la Palestine et plus largement pour la cause arabe et particulièrement celle du Liban.

Dans les quartiers populaires, dans les mouvements de l'immigration, dans les mouvements de solidarité nos cœurs ont battu au rythme de l'Intifada en Palestine, de la résistance du peuple palestinien dont Georges Ibrahim Abdallah est l'un des symboles, la figure emblématique, c'est la raison pour laquelle, bien qu'il soit libérable depuis seize ans, il est toujours maintenu en prison à Lannemezan.

C'est parce qu'il unit tous les combats, celui de la lutte des classes, des luttes de l'immigration et de la lutte anti-impérialiste en France que son cas exemplaire peut nous fédérer de la façon la plus sûre et la plus juste.

Si l'on se perd sur la question de savoir qui sont nos amis, qui ne le sont pas, on oublie que l'impérialisme reste notre ennemi principal, notamment à cause des guerres qu'il mène au Proche-Orient, mais aussi ici même par les ravages qu'il occasionne et auxquels s'opposent les luttes de l'immigration.

70 ans après Sétif

Dans quelques jours, ce sera le 8 Mai. Ce sera le 70^{ème} anniversaire du massacre de Sétif, où je suis née. Si, comme les années précédentes, de nombreuses initiatives ont été organisées, il serait bien que cette année on fasse le point sur la situation en Algérie, sur l'évolution du pays, sur la confiscation de la révolution de nos parents par les dominants algériens aujourd'hui au pouvoir.

Aujourd'hui, nos parents après s'être fait exploiter, sont abandonnés par ce pouvoir alors même qu'ils avaient donné leur sang pour l'Algérie. Le fait que nos parents ne peuvent pas rester longtemps en vacances dans leur pays sinon ils perdent leurs droits en France, est déjà en soi une sorte de trahison.

Ce ne sont pas eux, les gouvernants actuels de l'Algérie qui ont donné leur sang pour la révolution, et s'il faut toujours pointer les responsabilités des dominants français, il ne faut pas oublier celles aujourd'hui des dominants algériens et bien faire apparaître que parmi tous les dominants, aucun ne vaut mieux que l'autre ! Sans oublier que la corruption et la méfiance du pouvoir algérien vis à vis de son peuple favorisent aussi les manœuvres de l'impérialisme.

Mais au-delà de ça, il nous faut apporter des éléments d'ordre historique et pédagogique à nos jeunes, à nos enfants qui idéalisent souvent « là-bas », l'Algérie, parce qu'il leur faut bien une branche à laquelle s'accrocher. Ils pensent que la vie est belle là-bas et ils sont même étonnés que des luttes puissent s'y développer. Difficile de trouver le moyen pour faire comprendre aux jeunes que, partout dans le monde, il y a des luttes et que l'on n'obtient rien sans lutter. Je propose donc qu'un texte spécifique puisse être élaboré et diffusé à cet effet.

Syrie, Dangers de l'instrumentalisation

Aujourd'hui, il y a dans nos quartiers les pro Assad qui prennent pour argument le fait d'affirmer que Bachar serait pro palestinien, ce qui est vraiment tromper les gens quand on sait combien de Palestiniens sont allés dans les geôles de Bachar et ça aussi il faut qu'on le prenne en compte pour bien analyser et se positionner au mieux sur la Syrie. De façon plus large, pour moi il ne faut pas déconnecter ce qui se passe en Palestine et ce qui se passe en Syrie.

Sahara occidental / Palestine : un parallèle

On ne peut pas passer sous silence la situation au Sahara occidental, un Etat qui n'est toujours pas un Etat et une situation qui reste pour certaines communautés maghrébines, un problème sensible. On est en présence d'un peuple sous domination étrangère et qui demande son indépendance.

Alors que l'ONU le reconnaît comme un Etat à part entière comme la Palestine aujourd'hui encore qui reste occupée, c'est un Etat qui est occupé, sa population souffre et son peuple reste sous emprise étrangère.

Palestine, ne rien lâcher

Il est bon de toujours rappeler que la France est responsable des accords Sykes-Picot et que par là même notre responsabilité est engagée. Et même si les gens nous reprochent de toujours mettre en avant la question palestinienne, il est de notre devoir de ne rien lâcher et de toujours mettre en avant le droit au retour des réfugiés. Qu'Israël puisse accueillir tous les juifs du monde et que les Palestiniens se voient interdits de retourner chez eux, c'est une injustice que l'on ne peut accepter et sur laquelle on ne doit pas transiger.

Au delà de l'affichage, pour une solidarité active

Je voudrais rappeler que Georges Ibrahim Abdallah est enfermé en France depuis plus de 31 ans et que le comité de soutien sur Paris ne date que de 2006, même si à titre individuel, à un niveau local, certains n'avaient pas attendu la création du comité pour réagi.

Qu'il ait été complètement oublié par la droite, ce n'est pas étonnant mais il a également été oublié par tous les mouvements de gauche quels qu'ils soient et même par les mouvements d'extrême gauche et si l'article 8 concernant l'adhésion à l'Internationale stipulait « Soutien à la lutte armée et soutien à la lutte anti-coloniale des peuples opprimés », aucun parti se revendiquant de la lutte anti-impérialiste ne l'a soutenu. Toutes ces bonnes résolutions sont passées à la trappe et de fait Georges Ibrahim Abdallah paie le prix des renoncements de ces organisations. Et aujourd'hui, lorsque l'on aborde ces questions avec lui, il a bien conscience d'avoir été abandonné. Il sait parfaitement pourquoi il est enfermé et que l'excuse la plus souvent avancée pour ne pas le soutenir est qu'il « a du sang sur les mains ».

Dès lors, des questions se posent : « c'est quoi être véritablement un militant anti-impérialiste ? » , « C'est quoi concrètement soutenir la lutte des peuples opprimés ? » Est-ce qu'on passe à la vitesse supérieure, et l'on soutient ou non leur lutte armée ? Est-ce qu'on est des militants pour la paix, uniquement pacifistes, est-ce qu'on soutient la Palestine mais en dénigrant les personnes qui prennent les armes alors que dans le même temps on arbore le pin's de Lumumba, de Sankara ou de Malcolm X !

Il est facile de se revendiquer des morts alors qu'on laisse crever en prison des militants, eux, bien vivants parce qu'ils sont accusés d'avoir du sang sur les mains en oubliant ou en faisant l'impasse sur tout le contexte de la lutte anti-impérialiste dans lequel ces actions se sont inscrites.

Conclusions

Saïd Bouamama

Le FUIQP inscrit dans son programme l'engagement anti-impérialiste. Pour nous, il n'y a pas de combat antiraciste sérieux si celui-ci ne s'attaque pas à la base matérielle du racisme : l'impérialisme. Nous sommes les résultats de l'esclavage et de la colonisation, c'est-à-dire des formes qu'a pris la domination du monde par l'Europe. Pour certains d'entre nous, nous sommes les résultats de la domination économique contemporaine du Sud par le Nord et des guerres pour le pétrole et les minerais stratégiques que ce Nord mène aujourd'hui dans nos pays d'origine et/ou dans ceux de nos parents ou grands-parents pour d'autres.

Les préjugés sur lesquels s'appuient les discriminations systémiques que nous subissons ne sont pas qu'un reste d'une histoire passée qui pourraient disparaître avec le temps. Ils sont nécessaires à la légitimation des politiques de pillages et de guerres que l'Etat français mène en Afrique ou au Moyen-Orient. Si le passé ne passe pas, c'est qu'il a une utilité et une fonction sociale contemporaine.

Avant de donner la parole à Kamel (Badaoui), et pour aller dans le sens de l'intervention du camarade qui demandait à ne pas limiter l'impérialisme à la guerre, même si bien sûr, ça comporte la guerre, un mot pour montrer la schizophrénie des mouvements qui se disent de gauche ou d'extrême gauche ou progressistes en France. Je m'explique : au moment même où nous développons une campagne, gauche et extrême gauche confondues, contre le traité TAFTA d'ouverture absolue au libre-échange, l'Europe et la France imposent à l'Afrique des traités de partenariat économique. Quand on examine leur contenu, cela signifie très concrètement, et on peut les prévoir, des famines d'une ampleur énorme en Afrique, dans les deux ou trois ans à venir, parce que ces traités ne peuvent qu'entraîner la paupérisation massive de toute la paysannerie vivrière.

Je parlais de schizophrénie, eh bien, on a des organisations qui sont capables d'un côté, de s'opposer à TAFTA parce que cela va ouvrir nos frontières à la concurrence états-unienne et entraîner des souffrances chez nous et de l'autre, de se taire lorsque leur Etat fait la même chose en Afrique. Vision autocentrée et analyse quelque peu borgne de la situation internationale qui montre la nécessité de prendre la question de l'impérialisme dans toute sa globalité.

Sur la question de l'anti-impérialisme le chantier est immense en France. Nous sommes dans une des puissances qui mène le plus d'agressions militaires en Afrique, qui continue son occupation coloniale dans les fameux « DOM-TOM » et qui est un des alliés les plus forcenés d'Israël, cet outil central de l'impérialisme dans la région du Moyen Orient. Et face à cela, il n'y a en France aucun mouvement anti-guerre. Plus grave que cela, des forces soi-disant critiques du système cautionnent des interventions militaires en Afrique au prétexte de s'opposer au « djihadisme » ici, à tel ou tel « dictateur » là.

Que ce soit dans l'opposition à la guerre ou dans la dénonciation des mécanismes économiques d'assujettissement et de paupérisation des pays du Sud, le FUIQP doit prendre ses responsabilités.

Kamel Badaoui

Les interventions au cours du débat ont bien complété mon exposé, en particulier le parallèle qui vient d'être fait sur la route des migrations. Je tiens d'ailleurs à signaler parmi nous la présence de Soumaré, de l'Union nationale des sans-papiers, une organisation qui est en train de se construire par les sans-papiers, dans une démarche qui ressemble à celle du FUIQP.

A propos de l'intervention du camarade sur l'impérialisme, il va de soi que le lien est évident entre impérialisme et système économique, même si je n'ai pas développé cet aspect.

En ce qui concerne les printemps arabes, dire d'abord qu'au FUIQP, on n'a pas adopté cette expression de « printemps arabes ». Pour nous, ce sont des processus de luttes de classe mais

aussi de luttes des peuples. Dans chaque pays, les classes, les couches sociales, chacune à leur façon, essaient d'influencer le cours des événements.

Ce qui s'est passé en Tunisie est majeur. En dehors même de la chute du dictateur Ben Ali, qui est en soi un événement considérable en ce qu'il sanctionne l'échec des politiques qui ont été menées par ce système et ses alliés, le processus en cours depuis, bien qu'il évolue en zigzag, est indéniablement d'une grande importance. Comme tout processus, il n'est pas linéaire, on ne peut affirmer ni qu'il conduit à une victoire, ni à l'échec.

Par contre, ce que l'on peut observer ou relever de façon tangible, c'est l'accentuation des dangers dans toute la zone du Maghreb et même de l'Afrique, l'accroissement de l'instabilité et cela ne vient pas du néant. C'est la conséquence des discours et des actes des dirigeants impérialistes dont l'influence se déploie à l'échelle planétaire.

Aujourd'hui la déstabilisation est un but de la mondialisation : la mondialisation veut éliminer tous les obstacles qui se dressent encore devant elle, et particulièrement les Etats nationaux qui sont nés des luttes de libération nationale et qui, malgré toute leur fragilité et les difficultés de construction qu'ils rencontrent, malgré leur état d'ébullition, dressent des obstacles aux visées impérialistes.

Au Moyen-Orient comme en Afrique, suivant des modalités et des agendas différents, des actions, des interventions, se succèdent pour casser les Etats nationaux et créer à leur place des Etats ethniques voire même tribaux, pour aboutir somme toute, comme le disait Saïd (Bouamama) à une balkanisation propice à l'affaiblissement des Etats avec l'objectif de mieux s'assurer le contrôle des richesses et des sources d'énergie.

Enfin si j'ai dit que l'impérialisme, c'est la guerre, bien entendu, ce n'est pas uniquement la guerre. Dans les conditions actuelles, pas plus qu'auparavant d'ailleurs, on ne peut être un militant anti-impérialiste conséquent si l'on n'est pas également anticapitaliste, c'est à dire contre ce système d'organisation et d'exploitation. Et c'est bien un axe majeur qui nous préoccupe et que nous essayons au mieux d'articuler -lutte anticapitaliste et combat anti-impérialiste- dans la construction du FUIQP.

Sonia Moussaoui

Cette dernière table ronde conclut une journée riche en échanges politiques marqués par un respect mutuel, sincère et c'est certainement le même esprit qui animera la journée de demain.

Merci pour l'écoute attentive dont chacun a fait preuve.

Et pour clôturer ce débat sur l'impérialisme, j'ajouterai une dimension qu'il faut toujours garder à l'esprit. Si l'impérialisme, c'est bien entendu l'exportation des rapports capitalistes au reste du monde via les guerres, il ne faut pas oublier que c'est également non seulement la généralisation des rapports capitalistes au reste de la planète mais également l'exportation d'un système culturel et d'un mode de pensée.

Dans ces conditions, il était nécessaire pour justifier le retour des guerres néocoloniales dont nous sommes témoins de théoriser, tout comme pour l'esclavagisme et le colonialisme, une idéologie de racialisation consistant à inférioriser les sociétés non européennes et/ou non occidentales.

Ce qu'il faut retenir c'est que le développement du capitalisme en Occident est dans l'absolu lié avec le développement de la misère dans les pays impérialisés. Jamais il n'y aurait pu y avoir de développement industriel en Occident sans meurtres, génocides, tueries et vols dans les pays impérialisés. Cela veut dire qu'il n'y a pas deux histoires séparées. Le jour où les travailleur-e-s françai-e-s auront compris cela, ils/elles deviendront anti-impérialistes parce que cela veut dire tout simplement qu'il n'y a pas eu, en Occident, un mode de production qui serait plus intelligent que leurs cultures. Le capitalisme n'est pas le résultat d'une intelligence mais plutôt le résultat de pillages et de destructions.

L'idée est donc d'arrêter de penser en termes de deux histoires mais plutôt en une seule histoire mondiale. Et ainsi donc le sort de l'humanité est lié. Autrement dit, il n'y a pas d'émancipation sociale dans les sociétés occidentales sans émancipation sociale dans les sociétés d'Afrique, du Maghreb, d'Afrique subsaharienne, des pays du Moyen et de l'Extrême Orient, d'Inde, des Amériques du Sud... □